

28 DÈC 1914



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 DECEMBRE 1914

Proclamation

Canada
Province de
Québec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec.

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le premier décembre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au sept janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le premier décembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th DECEMBER, 1914

Proc'amation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the first day of December, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the seventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the first of December next, and hereby convene you for the SEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-cinquième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.

5929

L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec this twenty-fifth day of November, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

5930

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1914, constituant en corporation MM. Albert Lemieux, gérant de manufacture, de Fraserville Noel Fortin, négociant, de Saint-Fabien, Benjamin Fréchette, marchand de bois, Joseph Fréchette, commerçant de bois, de Saint-Honoré; Jules Langlois avocat, W. A. Potvin, avocat, J. Aristide Benoit, comptable, de Fraserville, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, louer comme locataire et posséder des terrains, limites à bois et en faire l'exploitation, en bois de pulpe ou autrement, construire, ériger, acheter ou autrement acquérir un ou des moulins à scie et autres bâtisses, les posséder et exploiter, et aussi construire et réparer des écluses ou chaussées et les utiliser, vendre le dit bois une fois coupé ou manufacturé, grever et vendre les dits immeubles ou autrement les aliéner ou transporter à titre gratuit ou onéreux et faire le commerce de bois d'une manière générale;

Acheter, acquérir, posséder avec aussi pouvoir d'aliéner et transférer des biens meubles pour les fins de son exploitation;

Louer et avoir un ou des bureaux d'affaires pour les mêmes fins;

Signer, accepter, endosser et négocier des traites, billets promissaires, chèques ou autres lettres de change quelconque et contracter, recevoir, collecter ses crédits et faire tous paiements nécessités pour les fins des dites opérations commerciales, plaider et transiger;

Enfin avoir tous autres pouvoirs découlant des privilèges ci-dessus, et faire toutes dépenses nécessaires à l'organisation générale de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie Forestière de Temiscouata, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastre (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,
6 21-2 Sous-secrétaire de la province.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1914, incorporating Messrs. Albert Lemieux, manufacture manager, of Fraserville, Noel Fortin, trader of Saint Fabien, Benjamin Fréchette, lumber merchant, Joseph Fréchette, lumber merchant, of Saint Honoré, Jules Langlois, advocate, W. A. Potvin, advocate, J. Aristide Benoit, accountant, of Fraserville, for the following purposes:

To purchase, acquire, lease as tenant and to hold lands, timber limits, and exploit the same, as pulp wood or otherwise, to construct, erect, purchase or otherwise acquire one or several saw-mills and other buildings, hold and exploit the same, and also construct and repair dams or embankments and utilize the same, sell the said wood when cut or manufactured, charge and sell the said immovables or otherwise alienate or convey the same by gratuitous or onerous title and generally deal in wood;

To purchase, acquire, hold with the power to alienate and convey moveable property for the purposes of its business;

To lease and have one or more offices for the same purposes;

To sign, accept, endorse, and negotiate drafts, promissory notes, cheques or bills of exchange whatsoever, and to contract, receive, collect its credits, and to make all payments requisite for the purpose of the said commercial operations, to plead and transact;

Finally to have all powers resulting from the above privileges, and to make all expenses incidental to the general organization of the said company, under the name of "La Compagnie Forestière de Temiscouata Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fraserville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1914.

C. J. SIMARD,
6422 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de novembre 1914, constituant en corporation M.M. Wellington Bradley, capitaliste; Frederick Charles Argue, négociant en immeubles, Arthur Ryan, capitaliste; Francis J. Sheridan, commis; James Roland Morton, courtier; Hugh J. Dawson, comptable, et John Anthony Devine, comptable; tous de la cité d'Ottawa, dans les buts suivants:

1. Obtenir par achat, bail, louage, découverte, location ou autrement, et posséder dans la province des mines, concessions minières, baux miniers, dépôts miniers, terrains miniers, et droits miniers de toute description, et les exploiter, développer, mettre en opération et les faire valoir, et les vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucun d'eux ou de tout intérêt en iceux;

2. Faire des recherches et des explorations, creuser, percer, forer, préparer, fabriquer, raffiner, canaliser, emmagasiner, transporter, fournir, acheter, vendre, manufacturer et distribuer du pétrole et autres huiles et du gaz naturel et autres minéraux et leurs produits et produits secondaires.

3. Creuser, fouiller, broyer, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, fusionner, et autrement traiter l'or, l'argent, le cuivre, le plomb le métal ou dépôt et autres minéraux et substances métalliques et mélanges de toutes sortes, soit qu'ils appartiennent à la compagnie ou non et les préparer pour le marché, et les acheter, les vendre, et en faire le commerce en tout ou en partie;

4. Creuser, percer, ou forer pour tels pétrole, gaz naturel ou autres minéraux et exercer aucun et tous les procédés ou travaux nécessaires ou convenables pour leur donner une valeur marchande, soit en leur état brut ou raffiné;

5. Exercer le commerce d'une compagnie de mines, de fonderie, de moulin et d'affinerie en tout ou l'une de ses branches.

6. Acquérir, construire, maintenir, mettre en opération des raffineries pour le raffinage du pétrole brut;

7. Acquérir par achat, bail, louage, échange ou autrement, des terres en baux forestiers, concessions forestières, permis de coupe du bois, droits de surface et droits de passage, droits hydrauliques et privilèges, moulins, manufactures, fourneaux pour fondre, et traiter les minéraux et pour affiner, les métaux, bâtisses, matériel, ou autre propriété réelle ou personnelle qui peuvent être nécessaires ou paraître avantageuses pour mener à bonne fin aucun des objets de la compagnie;

8. Construire, maintenir, changer, faire, travailler, mettre en opération sur la propriété de la compagnie, ou sur propriété sous le contrôle de la compagnie, des canaux, des sentiers, des chemins, des voies, des tramways, des ponts et des réservoirs, des écluses, des fiefs, des coursiers et autres voies, des cours d'eau, des aqueducs, des puits, des quais, des jetées, des journeaux, des scieries, des usines pour broyer, fondre et concentrer les métaux, des usines hydrauliques, des usines électriques et dépendances, des entrepôts, des bâtisses, des machineries, des usines, des magasins, et autres ateliers et commodités, qui peuvent paraître utiles à aucun des objets de la compagnie, et, avec le consentement des actionnaires en assemblée générale, contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part dans de telles opérations, quoique construite et en dehors de

Public notice is hereby given that, under the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1914, incorporating M.M. Wellington Bradley, capitalist; Frederick Charles Argue, real estate dealer; Arthur Ryan, capitalist; Francis J. Sheridan, clerk; James Roland Morton, broker; Hugh J. Dawson, accountant, and John Anthony Devine, accountant; all of the city of Ottawa, for the following purposes:

1. To obtain by purchase, lease, hire, discovery, location or otherwise, and hold within the province, mines, mineral claims, mineral leases, prospects, mining lands, and mining rights of every description, and to work, develop, operate and turn the same to account, and to sell or otherwise dispose of the same or any of them, or any interest therein;

2. To carry on the business of searching for, prospecting, digging, boring, drilling, preparing, producing, refining, piping, storing, transporting, supplying, buying, selling, manufacturing and distributing petroleum and other oils and natural gas and other minerals and their products and by-products;

3. To dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, and otherwise treat gold, silver, copper, lead, ore, or deposit and other minerals and metallic substances and compounds of all kind whether belonging to the company or not and to render the same merchantable and to buy, sell and deal in the same or any of them;

4. To dig, bore or drill for such petroleum, natural gas or other mineral, and to carry on any and every process or work necessary or convenient to make the same merchantable or saleable, either in crude or refined form;

5. To carry on the business of a mining, smelting, milling and refining company in all or any of its branches;

6. To acquire, construct, maintain, and operate refineries for the refining of crude petroleum;

7. To acquire by purchase, lease, hire, exchange or otherwise such timber lands or leases, timber claims, licenses to cut timber, surface rights and rights of way, water rights, and privileges, mills, factories, furnaces for smelting and treating ores and refining metals, buildings, machinery plant or other real or personal property as may be necessary for or conducive to the proper carrying out of any of the objects of the company;

8. To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company, or on property controlled by the company, any canals, trails, roads, ways, tramways, bridges and reservoirs, dams, flumes, race and other ways, water-courses, aqueducts, wells, wharves, piers, furnaces, saw mills, crushing works, smelting works and concentrating works, hydraulic works, electrical works and appliances, warehouses, buildings, machinery, plant, stores, and other works, and conveniences, which may seem conducive to any of the objects of the company, and, with the consent of the shareholders in general meeting, to contribute to subsidize or otherwise aid or take part in any such operation though constructed and outside of the property of the company and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of works stores, implements, provisions, chattels and

la propriété et acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'usines, magasins, instruments, provisions, meubles et effets requis par la compagnie ou ses ouvriers et serviteurs.

9. Construire, acquérir, posséder, exploiter, faire usage de bateaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie;

10. Prendre, acquérir, posséder en compensation des minerais, métaux, minéraux vendus ou autrement aliénés ou pour marchandises fournies, ou pour ouvrage fait par contrat ou autrement, des actions, des bons, des obligations ou autres valeurs de ou dans une autre compagnie, dont les objets sont restreints à ceux mentionnés plus haut et les vendre ou autrement disposer des susdits.

11. Faire toute convention pour le partage des profits, union d'intérêts, ou coopération avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire une affaire ou transaction, que cette compagnie conformément à la loi de la province de Québec peut être autorisée à exercer.

12. Acheter ou autrement acquérir et se charger de tous ou d'aucun des biens, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucun des commerces que cette compagnie peut être autorisée à exercer, ou en possessions de biens convenables pour ces fins;

13. Plus particulièrement, mais non pas pour restreindre la généralité de ce qui précède, acquérir par achat, bail, louage, découverte ou autrement des baux pétrole et de gaz naturel, et les travailler, les développer, les mettre en opération et les faire valoir et les vendre ou autrement disposer en tout ou en partie ou d'aucun d'eux ou de tout intérêt en iceux.

14. Acheter, ou autrement, acquérir, des propriétaires ou détenteurs, prendre, posséder et vendre ou autrement disposer, de baux de pétrole, minéral et de gaz naturel, ou d'aucun d'eux cédés par Sa Magesté Le Roi George V, représenté à ces fins par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, à tel prix et sous telle condition, que les directeurs provisoires de la compagnie, ou leurs successeurs sont par ces présentes autorisés de conclure de tel marché ou arrangement qu'ils peuvent jugé à propos pour l'achat ou autre acquisition d'aucun des dits baux, et de les payer soit en argent ou en actions entièrement acquittées dans le capital de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions complètement acquittées comme susdit;

15. Emprunter ou prélever de l'argent pour les fins de la compagnie, mais de manière que le montant ainsi emprunté ou prélevé n'excèdera pas, sans l'approbation d'une assemblée générale de la compagnie, un quart payé sur le capital pour le temps présent, et dans le but de garantir cet argent et l'intérêt ou pour tout autre but, hypothéquer, ou grever l'entreprise ou toute ou aucune partie de la propriété de la compagnie, acquise maintenant ou plus tard, et créer, émettre, faire, tirer, accepter, et négocier des debentures perpétuelles ou rachetables, en stock de débenture, billets promissaires, connaissements, mandats, obligations, et autres effets négociables, ou cessibles; pourvu cependant que la restriction contenue dans ce paragraphe quant à l'emprunt sans la sanction d'une assemblée générale ne sera pas jugée impérative et en aucune manière ne limitera, controlera, affectera un pouvoir d'emprunt possédé par le bureau de direction de la compa-

effects required by the company or its workmen and servants;

9. To build, acquire, own, charter, navigate and use steam and other vessels for the purpose of the company;

10. To take acquire and hold as the consideration for ores, metals, or minerals sold or otherwise disposed of or for goods supplied, or for work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities, of or in any other company the objects of which are restricted as herein aforesaid and to sell or otherwise dispose of the same.

11. To enter into any agreement for sharing profits, union of interests or co-operation with any other person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which a company under the law of the province of Quebec may be authorized to carry on.

12. To purchase and otherwise acquire and undertake all or any of the assets business property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which a company may be authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes thereof;

13. More particularly but not so as to restrict the generality of the foregoing, to acquire by purchase, lease, hire, discovery or otherwise, petroleum and natural gas leases, and to work, develop, operate and turn the same to account and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or any of them or any interest therein;

14. To purchase, or otherwise acquire, from the owners or holders thereof, take over, hold and sell or otherwise dispose of, the mineral, petroleum, and natural gas leases or any of them granted by His Majesty King George the Fifth, represented therein by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries of the province of Quebec, at such price and on such terms as the provisional directors of the company or their successors in office are hereby authorized to conclude such bargain or arrangement as they may deem proper for the purchase or other acquisition of any of said leases, and to pay for the same either in cash or fully paid up shares in the company's capital or partly in cash and partly in fully paid up shares as aforesaid;

15. To borrow or raise money for the purposes of the company, but so that the amount so borrowed or raised shall not, without the sanction of a general meeting of the company, exceed one quarter of the amount paid up of the capital for the time being and for purpose of securing such money and interest or for any other purpose to mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property of the company, present or after acquired, and to create, issue, make, draw, accept and negotiate perpetual or redeemable debentures or debenture stock, promissory notes, bills of lading, warrants, obligations, and other negotiable and transferable instruments; provided however that the restriction in this paragraph contained as to borrowing without the sanction of a general meeting shall not be deemed to be imperative and shall in no wise limit, control or effect any power of borrowing vested in the board of directors of the company or of the company

gnie, ou la compagnie en vertu de la convention d'association, ou des articles d'association, ou règlement de la dite compagnie;

16. Distribuer en espèce aucun des biens de la compagnie parmi ses membres;

17. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, hypothéquer, disposer, faire valoir ou autrement transiger avec l'entreprise ou tout ou aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie, avec le pouvoir, d'accepter en considération des actions, stocks, ou obligations de toute compagnie; pourvu, cependant, qu'en cas de vente pour des actions dans une compagnie, ces actions devront être entièrement acquittées; faire toutes les autres choses lesquelles peuvent être utiles ou nécessaires à l'acquisition des susdits objets;

Les pouvoirs contenus dans aucune clause ou paragraphe ci-dessus ne seront interprétés comme limitant la généralité d'aucun pouvoir contenu dans toute autre clause ou paragraphe, sous le nom de "National Gas Company of Canada", avec un capital social de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), divisé en douze mille cinq cents (12500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

6497-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze décembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier, Joseph Noel Décarie, avocat, Philéas A. Décarie, gentilhomme, Rose Ethier, sténographe, Thérèse Carroll, épouse de J. E. A. Decelles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner ou préparer de toutes manières, manufacturer les conserves, telles que les tomates et tout autre produit de cette même nature, y compris les graines de la semence, beurre, fromage, lait et crème, le bacon et de toute autre sorte de viande;

Vendre, fabriquer, acheter des barils, boîtes ou tout autre sorte d'emballage nécessaire pour le commerce de la compagnie, ainsi que le commerce de foin et grain;

Le droit d'acheter des terres pour subdivision ou culture pour l'usage de la "Sorel Canning Limited", avec le droit de faire le commerce de gros et de détail dans tous les objets ci-dessus mentionnés;

La compagnie aura le droit d'exercer tout pouvoir en rapport avec les conserves alimentaires de toutes sortes, exploiter des magasins, entrepôts, ou autres pour la vente des produits de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son incorporation et à son organisation, sous le nom de "Sorel Canning, Limited" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

6417.-2 Sous-secrétaire de la province.

under the memorandum of association, or the articles of association or by-law of the company;

16. To distribute any of the property of the company among the members in specie;

17. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with the undertaking of the whole or any part of the property and rights of the company, with power to accept as the consideration any shares, stocks, or obligations of any company; provided, however, that in case of a sale for shares in a company, such shares shall be fully paid up; to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects;

Nothing in any clause or paragraph above contained shall be construed to restrict the generality of anything in any other clause or paragraph contained, under the name of "National Gas Company of Canada", with a capital stock of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00), divided into twelve thousand five hundred (12500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the company, will be in the city of Hull.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

6498 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker, Joseph Noel Décarie, advocate, Philéas A. Décarie, gentleman, Rose Ethier, stenographer, Thérèse Carroll, wife of J. E. A. Decelles, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, refine or prepare in any manner, manufacture canned goods such as tomatoes and any other products of a like nature including seeds, butter, cheese, milk and cream, bacon and any other kind of meat;

To sell, manufacture, purchase barrels, boxes or any other means of packing necessary for the company's business, and also deal in hay and grain;

The right to purchase land for subdivision or cultivation for the use of the "Sorel Canning Limited" with the right to deal wholesale and retail in all the above articles;

The company shall have the right to exercise any power in connection with alimentary goods of all kinds, exploit stores, warehouses or other buildings for the sale of the company's products;

To pay out of the funds of the company all costs relating to its incorporation and organization, under the name of "Sorel Canning, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty hundred dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sorel.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December 1914.

C. J. SIMARD,

6418 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze décembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier, Joseph Noel Décarie, avocat, Philéas A. Décarie, gentilhomme, Alfred Louette, et Joseph Louette, contracteurs de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner ou préparer de toutes manières, manufacturer les conserves, telles que les tomates et tout autre produit de cette même nature, y compris les graines de la semence, beurre, fromage, lait et crème, le bacon et de toute autre sorte de viande;

Vendre, fabriquer, acheter des barils, boîte ou tout autre sorte d'emballage nécessaire pour le commerce de la compagnie, ainsi que le commerce de foin et grain;

Le droit d'acheter des terres pour subdivision ou culture pour l'usage de la "Verchères Canning Limited", avec le droit de faire le commerce de gros et de détail dans tous les objets ci-dessus mentionnés;

La compagnie aura le droit d'exercer tout pouvoir en rapport avec les conserves alimentaires de toutes sortes, exploiter des magasins, entrepôts, ou autres pour la vente des produits de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son incorporation et à son organisation, sous le nom de "Verchères Canning Limited, avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Verchères.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

6419. 2

Sous-secrétaire de la Province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing the date the eleventh day of december, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker, Joseph Noel Décarie, advocate, Philéas A. Décarie, gentlemen, Alfred Louette et Joseph Louette, contractors, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, refine or prepare in any manner, manufacture canned goods such as tomatoes and any other products of a like nature including seeds, butter, cheese, milk and cream, bacon and any other kind of meat;

To sell, manufacture, purchase barrels, boxes or any other means of packing necessary for the company's business, and also deal in hay and grain;

The right to purchase land for subdivision or cultivation for the use of the "Verchères Canning Limited" with the right to deal wholesale and retail in all the above articles;

The company shall have the right to exercise any power in connection with alimentary canned goods of all kinds, exploit stores, warehouses or other buildings for the sale of the company's products;

To pay out of the funds of the company all costs relating to its incorporation and organization, under the name of "Verchères Canning Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty hundred dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Verchères.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

6420.

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze décembre 1914 constituant en corporation MM. Mazenod E. Saindon, courtier d'assurance; J. Adrien Schmouth, percepteur de douane; Silvio P. Deschênes, imprimeur; J. Oscar Levesque, notaire; Ulric Lavoie, photographe; Emile Aimé Jean, expéditeur de trains, de Fraserville, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, aliéner, exploiter et autrement transiger des fonds de commerce de toutes sortes, des crédits et autres créances hypothécaires ou ordinaires, en disposer par vente en bloc ou en détail, les collecter et faire tous actes concernant les dites transactions;

Acheter, acquérir, louer, posséder, développer, aliéner, subdiviser et autrement faire commerce des immeubles, terrains, maisons, lots, pouvoirs d'eau, limites à bois, permis, locations, droits miniers, entreprendre ou faire entreprendre la construction de maisons ou autres édifices, dans un but de vente, location, échanges ou autres transactions, et faire tous actes concernant les dites transactions;

Prêter ou emprunter, avancer ou autrement transiger des argents sur garantie de toutes sortes, gager, mortgager, hypothéquer, escompter, acheter, collecter, vendre tous billets et effets de commerce négociables, faire toutes affaires de prêts et placements autre que ceux du commerce de banque;

Acheter, vendre, souscrire et acquérir de toutes manières des débetures, bons, parts,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1914, incorporating Messrs. Mazenod E. Saindon, insurance broker, J. Adrien Schmouth, collector of inland revenue, Silvio P. Deschênes, printer; J. Oscar Levesque, notary; Ulric Lavoie, photographer, Emile Aimé Jean, train despatcher, of Fraserville, for the following purposes:

To purchase, acquire, hold, alienate, exploit and otherwise deal in stocks in trade of all kinds, credits and other hypothecary or ordinary claims, dispose of the same by sale en bloc or separately, collect the same and to do all acts respecting the said transactions;

To purchase, acquire, lease, hold, develop, alienate, subdivide and otherwise deal in immovables, lands, houses, lots, water powers; timber limits, leases, mining rights, to contract or give contracts for the building of houses and other edifices for sale, lease, exchange or other transactions, and to do all acts respecting the said transactions;

To loan or borrow, advance or otherwise deal with monies upon securities of all kinds, mortgage, hypothecate, discount, purchase, collect, sell any negotiable notes and instruments, carry on any loan and investment business except banking business;

To purchase, sell and acquire in any manner debentures, bonds, shares, stock in commercial

actions de compagnies commerciales ou civiles, être agents et courtiers pour le placement, la vente, achat ou autres transactions sur débetures, obligations, parts, actions;

Acheter, en tout ou en partie, les intérêts de corporations ou personnes ayant le même commerce, se fusionner avec icelles, ou promouvoir d'autres compagnies du même genre;

Emettre des parts partiellement ou totalement acquittées pour payer et servir de considérations dans toutes transactions découlant des pouvoirs de la compagnie, en recevoir en échange d'autres du capital des autres compagnies;

Emettre et recevoir comme considération des débetures et bons;

Tirer, faire, accepter, endosser et autrement émettre des billts promissoires et autres effets de commerce négociables et transférables, posséder et acquérir des immeubles, bureaux pour es fins de son commerce, ester en justice et avoir tous pouvoirs découlant naturellement de son commerce, sous le nom de "Le Comptoir Financier de Fraserville, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

6423-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes en date du quatorze décembre 1914, constituant en corporation MM. John Thomas Parker et James Magwood Parker, hôteliers; John Morrow Guy Tancrède Champagne et Ross Rabold, commis; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurants, conformément aux dispositions de la loi des Licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de place pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabac, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon; hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération et spécialement l'hôtel actuellement connu sous le nom de "Café Parisien", situé au numéro 21 de la rue Sainte-Catherine-Est, à Montréal, y compris la licence, fonds de commerce, achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce d'hôtel en opération, tel qu'il est actuellement exercé, et de détenir la dite licence elle-même ou pour l'un de ses officiers, et de les payer en argent, en parts acquittées ou en débetures de la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations

or civil corporations, to act as agents and brokers for the investment, sale, purchase or other transactions upon debentures, bonds, shares, stocks;

To purchase in whole or in part, the interests of corporations or persons having the same business, to amalgamate with same or promote other companies of the same kind;

To issue partly or fully paid up shares as the payment and consideration in any transactions resulting from the powers of the company, and to receive in exchange for other shares, stock in other companies;

To issue and receive as consideration debentures and bonds;

To draw, make, accept, endorse and otherwise issue promissory notes and other negotiable and transferable instruments, own and acquire immoveables, offices for its business purposes, ester en justice, and have all powers naturally resulting from its business, under the name of "Le Comptoir Financier de Fraserville, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fraserville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

6424 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1914, incorporating Messrs. John Thomas Parker and Magwood Parker, hotel-keepers; John Morrow, Guy Tancrède Champagne, and Ross Robold, clerks; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the "Quebec License Act", and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or in any way dispose of any moveable or immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel presently known under the name of "Café Parisien" situate at 20, Sainte Catherine street East, Montreal, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furniture and other accessories, constituting the hotel business now carried on as a "going concern" and to hold the license in its own name and in the name of one of its officials, and to pay therefor in cash, paid up shares or in debentures of the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell, or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a busi-

faisant le même genre d'affaires, en tout ou en partie, que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie, soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts ou en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens meubles et immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Cafe Parisien, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf-mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,
6501-2 Sous-secrétaire de la province.

3337-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 15 décembre 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, les lots Nos 459 à 464 inclusivement, 470, 493, 495, 496, 497 et de plus, un emplacement de cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot No 465, tous du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, et d'annexer tout ce territoire à celle de Victoriaville, même comté. 6493-2

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RELATIVEMENT AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION.

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 23 décembre 1914 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 16 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 21 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 27 janvier 1915 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés expireront le 10 février 1915 inclusivement.

Le greffier,

L.-P. GEOFFRION,
Québec, 25 novembre 1914. 5901

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la construction d'un pont, d'un chemin de

ness in whole or in part similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a nature similar to that carried on by the company, either in whole or in part also any franchise and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the repayment of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Cafe Parisien, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1914.

C. J. SIMARD,
6502 Deputy Provincial Secretary.

3337-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 15th December, 1914

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Sainte Victoire, in the county of Arthabaska, the lots Nos. 459 to 464 inclusively, 470, 493, 495, 496, 497 an in addition thereto, an emplacement of one hundred feet in front by one hundred feet in depth, forming part of the lot No. 465, all of the official cadastre of the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, and to annex the whole of the above territory to the school municipality of Victoriaville, same county. 6494

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 23rd December, 1914, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 16th January, 1915, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 21st January, 1915, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 27th January, 1915, inclusively; and the time limited for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 10th February, 1915, inclusively.

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.

Québec, 25th November, 1914. 5902

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53. All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge,

fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non et les dimensions de ce pont tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la

a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common, the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or particular rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there is but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. The expenses and costs attending the private bills giving an exclusive privilege or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the

troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française pour le gouvernement.

Toute personne qui demande à présenter un bill privé doit déposer entre les mains du greffier huit jours avant l'ouverture de la session un exemplaire de ce bill en français ou en anglais et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de quatre cents exemplaires en anglais et cinq cents cinquante exemplaires en français, de plus \$2. par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la chambre et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

5931

R. CAMPBELL,
G. C. L.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. Pour des lois de constitution en corporation:

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and five hundred copies in french for the government, has been paid him.

Any person asking to obtain any private bill shall deposit with the clerk of the House eight days before the opening of the session a copy of enchbill in the English of French language and shall at the same time deposit with the accounted of the House a sum sufficient to pay for printey 400 copies in the English language and 550 copies in French and also \$2. per page of printed matter for the translation and 50c. per page for correction and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall bedome by the contractor.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars n all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

5932

R. CAMPBELL,
C. L. G.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to op rate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
5525 Greffier de la Chambre des Communes.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
3140.14.

Québec, 11 décembre, 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Henri de Brome, comté de Brome, tout le territoire de la municipalité scolaire de Saint-Edouard, même comté, savoir: les lots Nos 647 à 676 inclusivement du canton de Brome, pour les catholiques seulement. 6415-2

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
860.14.

Québec, 17 décembre 1914.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire du canton de Grantham, comté de Drummond, les lots Nos 26, 27 et 28 des rangs 5 et 6, canton Wickham, et de les annexer à celle de Grantham, comté de Drummond. 6631-2

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la Municipalité Scolaire de Saint Zotique de Montréal, dans le Comté de Montréal-Hochelaga, à la Municipalité qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal et fixant les termes et conditions, et pour autres fins s'y rapportant.

L. E. BEAULIEU,
Procureur de la Pétitionnaire.
Montréal, 21 décembre 1914. 6661

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.
5526 Clerk of the House of Commons.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.
3140.14.

Quebec, 11th December, 1914.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to annex to the school municipality of Saint Henri de Brome, county of Brome, the whole of the territory of the school municipality of Saint Edouard said county, to wit: the lots Nos. 647 to 676 inclusively of the Township of Brome, for catholics only. 6416

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.
860.14.

Quebec, 17th December, 1914.

The Superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Grantham, county of Drummond, the lots Nos. 26, 27 and 28 of Ranges 5 and 6, Township of Wickham, and to annex the same to the school municipality of Grantham, county of Drummond. 6632

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of Saint Zotique of Montreal, in the County of Montreal Hochelaga, to the School Municipality under the jurisdiction and the control of the Catholic Schools of Montreal and determining its terms and conditions, and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner.
Montreal, 21st December, 1914. 6662

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, dans le comté de Laval, à la Municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

F. X. LARIVIERE,
Secrétaire des Commissaires d'écoles
pour la municipalité du village de
Tétreaultville de Montréal.

Décarie & Décaray,
11 Place d'Armes, Montréal,
Montréal, 10 décembre, 1914.

6437-2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, annexing the School commissioners for the municipality of the Village of Tetreaultville of Montreal, in the county of Laval, to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions and for other purposes.

F. X. LARIVIERE,
Secretary of the school commissioners
for the municipality of the village
of Tetreaultville of Montreal

Decarie & Decary,
11 Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 10th December, 1914.

6438

Avis public est donné que Edmond Beaudoin, de Saint-Louis de Courville, en sa qualité de tuteur de Anna et Edouard Vachon, enfants mineurs issus du mariage de feu Edouard Vachon avec feu Emilie Beaudoin, présentera à la législature à sa prochaine session, un projet de loi pour l'autoriser à vendre ou concéder à vente privée et de gré à gré et échanger la partie non subdivisée ainsi que les subdivisions du numéro cinquante-neuf du cadastre de la paroisse de Beauport, de recevoir le prix de toute telle vente, d'en donner quittance, d'en déposer le prix après avoir acquitté sur icelui toutes les dépenses pour l'adoption de cette loi et pour la confection des plans de subdivision, à la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, prix qui ne pourra être retiré pendant la minorité des dits mineurs que sur ordonnance judiciaire rendue sur avis d'un conseil de famille. L'intérêt de toute somme ainsi déposée, pourra cependant être retiré et employé à l'entretien et à l'éducation des dits enfants mineurs.

EDMOND BEAUDOIN,
par Sirois et Sirois, notaires.
Québec, 16^e décembre, 1914.

6495-2

Public notice is hereby given by the undersigned Edmond Beaudoin, of the parish of Saint Louis de Courville, in his capacity of tutor, to Anna & Edouard Vachon, minor children of the late Edouard Vachon and of the late Emilie Beaudoin, shall present at the legislature, at its next session, a bill for the purpose of authorizing him, to sell and assign by private contract or exchange, the non divided part and the subdivisions of the lot fifty nine upon the cadastral plan and book of reference thereto for the parish of Beauport, to receive the price, of such sale, to grant a discharge thereof, to deposit said price of sale, after the payment out of said price of the expenses incurred for the passing of this law and the making of the subdivision plans with la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Quebec, said deposit to be withdrawn during the minority of said children only upon judgment delivered upon the advice of a family council, and the interest of such deposit to be paid to the tutor for the maintenance and education of said minor children.

EDMOND BEAUDOIN,
Per Sirois & Sirois, Notarys.
Québec, 14th December, 1914.

6496

MUNICIPALITE DU VILLAGE DE SAINT-
BENOIT JOSEPH LABRE D'AMQUI

Avis est donné que la corporation du village de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un bill ratifiant les règlements adoptés par le conseil du dit village, les 21 mai 1912, 7 juillet 1913 et 22 juillet 1914, et approuvés par les électeurs municipaux du dit village subséquemment à l'adoption de chacun d'eux, et pour ratifier les emprunts contractés en vertu des deux premiers et les débentures à être émises en vertu du dernier, pourvoir à leur remboursement et, d'une façon générale, assurer l'exécution des dits règlements et des travaux y mentionnés.

LOUIS S. ST-LAURENT,
Procureur de la dite corporation.
Québec, 12 décembre, 1914.

6491-2

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
SAINT BENOIT JOSEPH LABRE
D'AMQUI

Notice is given that the corporation of the village of Saint Benoit Labre d'Amqui will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to obtain an act ratifying the by-laws adopted by the council of the said village on the 21st May 1912, 7th July 1913 and 22nd July 1914, and approved by the municipal electors of the said village after the adoption of each thereof, and to ratify the loans contracted in virtue of the two first and the debentures to be issued in virtue of the last, provide for the reimbursement thereof, and, in general, insure the execution of the said by-laws and of the works therein mentioned.

LOUIS S. ST-LAURENT,
Sollicitor for the said corporation.
Québec, 12th December, 1914.

6492.

Avis est par le présent donné que la " Scottish Trust Company " demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi portant, en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096... des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Procureurs de la dite compagnie.
Montréal, 10 décembre 1914.

6447-2

Notice is hereby given that the " Scottish Trust Company " will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof for an Act increasing, so far as said Company is concerned, to five years the period of two years provided for in Art. 7096... of the Revised Statutes of Quebec 1909 and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL
Sollicitors for Applicant.
Montreal, 10th December, 1914.

6448

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au Collège des Chirugiens Dentistes de la Province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Jean Michel Derome, de Montréal, et pour autres fins.

JEAN MICHEL DEROME.
Montréal, 10 décembre, 1914. 6439-2

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Jean Michel Derome, of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

JEAN MICHEL DEROME,
Montreal, 10th December, 1914. 6440

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi incorporant la ville Mont Royal, 3 Georges V, chapitre 72, quant à ce qui suit, savoir: la qualification nécessaire pour occuper les charges municipales; l'abrogation de l'obligation d'élargir partie du chemin de la Côte Saint-Laurent; le prolongement des délais accordés à la ville pour faire certains arrangements avec la compagnie des tramways de Montréal et la Montreal Public Service Corporation; l'érection en municipalité scolaire distincte du territoire de la ville, et pour autres fins s'y rapportant.

A. L. McKENZIE,
Secrétaire-trésorier de la ville Mont-Royal.
Montréal, 14 décembre 1914. 6489-2

Notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, amending the law incorporating the town of Mount Royal, 3 George V, chapter 72, in regard to the followings, to wit: the necessary qualification to occupy municipal offices; the repeal of the obligation to enlarge part of côte Saint Laurent road; the extension of delays granted to the town to make certain arrangements with the Montreal Tramways Company and with the Montreal Public Service Corporation; the erection into a separate school municipality of the territory of the said town, and for other purposes connected therewith.

A. L. McKENZIE,
Secretary-treasurer of the town of Mount Royal.
Montreal, 14th December, 1914. 6490

DEMANDE A LA LEGISLATURE

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de Québec à sa session prochaine, par Montcalm Construction Company pour qu'il soit passé un acte à l'effet de donner à la dite compagnie de plus amples pouvoirs et en particulier celui d'exploiter des lignes et un système de téléphone dans la cité de Québec et ailleurs et aussi à l'effet de sanctionner certaines conventions entre la dite compagnie et d'autres compagnies et corps publics.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,
Québec, 14 décembre 1914. 6483 2

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Montcalm Construction Company for an Act granting the company additional powers and especially the power to operate telephone lines and a system of telephone in the city of Quebec and elsewhere, and also sanctionning certain agreements made by the said company with other companies and public bodies.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,
Québec, 14th December, 1914. 6484

Avis public est par les présentes donné que, la corporation du village de Saint-Michel de Laval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte, la loi 4 Georges V, chapitre 97, de manière à être constituée en corporation de ville, sous le nom de "ville Saint-Michel", sujet aux dispositions de la loi des cités et villes, avec certaines restrictions et modifications et sous réserve des pouvoirs spéciaux déjà obtenus;

Ratifier, confirmer et valider les plans préparés par F. C. Laberge, ingénieur civil, en date du 27 novembre 1914, relatifs au prolongement de la montée Saint-Michel; comme aussi les modifications apportées dans l'exécution des travaux, aux plans préparés par le dit F. C. Laberge, en date du 25 mai 1913, pour l'élargissement de la dite montée;

Ratifier, confirmer et valider certains contrats et marchés et certains règlements et décréter que certaines émissions de débetures seront soustraites aux formalités ordinaires et n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la corporation;

Accorder à la corporation certains pouvoirs spéciaux et additionnels, relatifs aux objets suivants ou autres s'y rapportant:

(a) Continuation et construction de ses trottoirs, macadam et pavages permanents et ouverture et élargissement de nouvelles rues ou places publiques;

(b) Continuation et prolongement de son

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village de Saint-Michel de Laval", shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

To amend its charter, the Act 4, Geo. V., chapter 97, in order to become a town corporation, under the name of "Town of Saint Michel", subject to the provisions of the cities and towns act", with certain restrictions and modifications and under reserve of the special powers previously obtained;

To ratify, confirm and validate the plans prepared by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, under date of the 27th of November 1914, relating to the prolongation of the "Montée Saint Michel"; and also modifications made during the execution of the works to the plans prepared by said F. C. Laberge, under date of the 25th of May, 1913, for the widening of said "Montée Saint-Michel";

To ratify, confirm and validate certain contracts and agreements and certain by-laws; also to enact that certain issues of debentures shall be exempted from ordinary formalities and shall not effect the borrowing power of the corporation;

To grant to said corporation certain special and additional powers respecting the following objects:

(a) The continuation and construction of its sidewalks, macadam, permanent pavements, also the opening and widening of new streets and public places;

(b) The continuation and prolongation of

système d'égouts et d'aqueduc et particulièrement le droit de passer ses tuyaux principaux, tant que pour les égouts que pour l'aqueduc, dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées, sans être obligée d'acquiescer à l'obligation d'indemniser qui de droit;

(c) Acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tous terrains nécessaires ou utiles à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

(d) Emprunt de toutes sommes de deniers nécessaires aux fins ci-dessus énumérées ainsi qu'à l'exécution de certains autres travaux publics et à l'extinction de la dette flottante; et pour autres fins;

L. E. BEAULIEU,

Procureur de la pétitionnaire.

Montréal, 14 décembre 1914.

6527-2

sewer system and of its aqueduct, with the special right to lay its main pipes, as well for the sewers as for the aqueduct, in private streets and other private properties, without being compelled to acquire such properties but subject to the obligation of indemnifying any interested parties;

(c) The acquisition, by mutual consent or by expropriation of all and necessary or useful to above mentioned purposes, and also to other public undertakings;

(d) The borrowing of all sums of money required for the purposes herein above mentioned, also for the execution of certain other public works and for the extinction of the floating debt; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,

Attorney for the petitioner.

Montreal, 14th December, 1914.

6528

Avis public est par les présentes donné que Julien-Edouard-Alfred Dubuc, industriel, Joseph E. Cloutier, courtier, Raymond Belleau, notaire, Alexandre Béchar, comptable, Antonio Langlais, avocat, Jean-F. Grenon, ingénieur-civil et autres tous de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi les constituant en compagnie sous le nom de "La Société des réserves hydrauliques du Saguenay" avec les droits et privilèges suivants, savoir:

(a) Etablir et maintenir en opération pour les fins de l'industrie et du flottage du bois au moyen d'écluses ou digues érigées sur les rivières Péribonka, Chicoutimi et au Sable, ou autrement, des réservoirs pour emmagasiner l'eau du territoire drainé par chacune de ces rivières respectivement dans le but de régulariser le débit de l'eau et d'assurer aux industries la permanence des forces hydrauliques dont elles peuvent avoir besoin;

(b) Acquiescer par bail, achat, expropriation, ou autrement, des particuliers, et acquiescer de la couronne conformément à la loi, les lacs, étangs, rivières, pouvoirs, hydrauliques, écluses, réservoirs, ou autres travaux de même nature déjà existant, droits riverains et tous immeubles nécessaires pour arriver à ses fins;

(c) Vendre, moyennant un tarif approuvé, aux personnes ou compagnies industrielles qui en auront besoin, l'eau ainsi accumulée et gardée en réserve par le moyen desdits réservoirs.

LAIPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 1er décembre 1914.

6545-2

Public notice is hereby given that Julien-Edouard-Alfred Dubuc, manufacturer, Joseph E. Cloutier, broker, Raymond Belleau, notary, Alexandre Béchar, accountant, Antonio Langlais, advocate, Jean-F. Grenon, civil engineer and others, all of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "La Société des Réserves hydrauliques du Saguenay" with the following rights and privileges, to wit:

(a) For the purposes of the lumber trade and the floating of timber, to establish and maintain in operation, by means of dams or dikes erected on the Peribonka, Chicoutimi and au Sable rivers or otherwise, reservoirs for storing the waters of the territory drained by each of such rivers respectively, with the object of regulating the flow of the waters and of securing for industrial establishments the permanency of the water-powers they may need;

(b) To acquire by lease, purchase, expropriation or otherwise, from private individuals and to acquire from the crown in conformity with the law, the lakes, ponds, rivers, water-powers, dams, reservoirs or other works of the same nature already in existence, riparian rights and all immovables necessary for the attainment of such ends;

(c) To sell, according to an approved tariff, to persons or industrial companies needing the same, the water so stored and held in reserve by means of the said reservoirs.

LAIPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 1st December, 1914.

6546

Avis public est, par les présentes, donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes:

Libérer, pour l'avenir, de la répartition imposée par la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, cette partie du territoire de la paroisse de Saint-Bernardin de Sienne, qui en a été détachée;

Obtenir certains pouvoirs spéciaux pour imposer une répartition sur tout ou sur partie seulement du territoire de la paroisse;

Rendre applicable à la paroisse avec certaines modifications, les dispositions de l'article 4320 des Statuts refondus, 1909;

Ratifier, confirmer et valider l'acte de vente en date du 9 juillet 1914, devant C. Paquet, N. P., ainsi que l'acte comportant constitution d'hypo-

Notice public is hereby given that "The parish Priest and Church Wardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint Bernardin de Sienne of Montreal" shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To free for the future from the assessment imposed by the parish of Saint Léonard de Port-Maurice, that part of the territory of the parish of Saint Bernardin de Sienne, which has been taken from said parish of Saint Léonard de Port-Maurice;

To obtain certain special powers, in order to impose an assessment upon the whole or part of the territory of said parish;

To apply to said parish with certain modifications, the provisions of article 4320 of the revised statute, 1909;

To ratify, confirm and validate the deed of sale, under date of the 9th of July, 1914 before C. Paquet, N. P.; also the deed of mortgage

thèque devant le même notaire, et en date du 23 juillet 1914, et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Procureur des requérants.
Montréal, 14 décembre 1914. 6529-2

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Communauté des Religieuses Trappistines de Notre-Dame de Maubec", corporation légalement constituée, ayant son siège social à Notre-Dame de Maubec, près de Montelimar, dans le département de Drôme, en France, légataire universelle de Dame Caroline Desève, connue en religion sous le nom de Sœur Clémence, et autrefois de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour être autorisée à jouir des bénéfices et avantages à elle conférés par le testament de la dite Dame Caroline Desève, signé à Maubec le 23 mai 1912, vérifié par le tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Montelimar susdit, et dûment enregistré, et pour être autorisée à vendre l'immeuble légué par le dit testament.

L. E. COUSINEAU, Chan.
Procureur des requérantes.
Montréal, 10 décembre 1914. 6463-2

Avis est par le présent donné que "The Congregational Church and Society", de la cité de Sherbrooke, Qué., et ses fidéi-commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les autoriser à enlever du lot du cadastre numéro 1442, du quartier sud de Sherbrooke, connu comme "The Union Cemetery", les restes de toutes personnes enterrées et toutes les pierres et monuments érigés, et les faire transporter à un autre endroit, et vendre et transporter le dit lot 1442.

FRASER & RUGG,
Solliciteurs des requérants.
Sherbrooke, 9 décembre 1914. 6533-2

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par la corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale:

La constituant en corporation de ville sous le nom de "Ville Montréal Nord" sujette à l'application de la loi des cités et villes, avec certaines modifications et restrictions; lui permettant de construire un système d'égout; prolonger la canalisation de son aqueduc; compléter le macadamisage de ses rues; exproprier certaines propriétés pour l'élargissement de son chemin principal; acheter certains terrains pour y construire un hôtel de ville et poste de pompiers; emprunter l'argent nécessaire pour faire et parachever ces travaux comme pour payer certaines dettes et obligations de la corporation; abroger, restreindre et modifier, pour la corporation, certaines dispositions de la loi générale des cités et villes; ratifier certains règlements et émission de débentures et décréter que cette émission n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation; ratifier certains comptes, emprunts temporaires, marchés, résolutions et contrats; acquérir certains pouvoirs additionnels pour confirmer, ratifier et homologuer les plans de la municipalité; fait et certifié par F. G. Laberge, ingénieur géomètre, et autres fins.

J. A. E. GRAVEL,
Avocat de la pétitionnaire.
Montréal, 6 novembre 1914. 6543-2

before the same notary, under date of the 23rd of July, 1914; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for petitioners.
Montreal, 14th December, 1914. 6530

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Communauté des Religieuses Trappistines de Notre-Dame de Maubec", a body politic and corporate having its chief place at Notre-Dame de Maubec, near Montelimar, in the department of Drôme, France, as universal legatee of Dame Caroline Desève, known as Sister Clémence, heretofore of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec to be authorized to receive the benefits and advantages conferred to it by the last will of said Dame Caroline Desève, signed at Maubec on the 23rd of May 1912, verified by the civil tribunal of the district of Montelimar aforesaid, and duly registered, and to be authorized to sell said immoveable given by said last-will.

L. E. COUSINEAU, Chan.,
Representing said petitioners.
Montreal, 10th December, 1914. 6464

Notice is hereby given that the Congregation Church and Society of the city of Sherbrooke, Que., and its Trustees, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it and them to remove from lot cadastral number 1442, of the south ward of Sherbrooke, known as The Union Cemetery, the remains of all persons interred therein and all stones and monuments erected therein, to another vacation, and to sell and convey said lot number 1442.

FRASER & RUGG,
Solicitors for the applicants.
Sherbrooke, 9th December, 1914. 6534

NOTICE.

Public notice is hereby given by the corporation of the parish of Sault-au-Récollet that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a special law:

To secure in corporation of the town under the name of "Ville Montreal Nord", subject to the application of the law regarding cities and towns, together with certain modifications and restrictions; with permission to construct a drainage system; to extend the water works system; complete madacimization of streets; expropriate certain properties for the widening of the principal thoroughfare; purchase certain properties for the construction of a town hall and fire station; to borrow the necessary funds to finish these works, and for the payment of outstanding obligations; to abridge, extend and modify for the corporation certain interpretations of the law relating to cities and towns; ratify certain Bye-Laws, and the issue of debentures, and to declare this issue of no effect on the borrowing powers of the corporation; ratify certain accounts, temporary loans, obligations, resolutions and contracts; to acquire certain additional powers to confirm, ratify and homologate the plans by the municipality made and certified by A. G. Laberge, surveyor, and for other purposes.

J. A. E. GRAVEL,
Attorney for the petitioners.
Montreal, 6th November, 1914. 6544

La Cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Prélèvement d'argent par imposition de taxes; taxes générales et spéciales; taxe d'affaires; taxe d'eau; taxes spéciales pour améliorations locales ou autres; taxes sur billets de théâtres, etc., pour fins de charité; rôles de répartition pour travaux, améliorations et expropriations; pouvoir d'exécuter certains travaux à défaut du propriétaire et règlementation à ce sujet; emprunts; rues, ruelles, voies publiques; égouts; drains et aqueducs; plans privilèges; parcs; squares; traverses, licences et permis; paix et sureté publiques; hygiène et salubrité; travaux et améliorations publics; eau; lumière; paix, ordre et bon gouvernement de la cité; modification du système d'administration et du gouvernement de la cité; élection du Maire, des Commissaires et échevins et élections en général; préparation des listes électorales; taxes sur les salles de vues animées; obligations que la ville a assumées envers certaines municipalités annexées; préparation et mise en vigueur des rôles d'évaluation; taxes sur et règlementation des camions automobiles et automobiles en général; redistribution, fusion et noms des quartiers; formation de la cité en districts; annexions expropriations; révocation de permis ou licences; loi concernant la Commission des Services Electriques de la cité de Montréal; conduits souterrains; publication des avis publics; majorité requises pour adoption de certaines mesures par le conseil; adoption automatique des rapports des commissaires (article 21 L); soumissions pour travaux et achats de matériaux, marchandises, etc.; interprétation de la loi au sujet de l'expropriation de la rue de la Montagne; ratification du règlement No 529; commutation de taxes pour certains privilèges au-dessus et au-dessous des rues et ratification des contrats entre la cité et le gouvernement fédéral à ce sujet.

Par ordre,

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 5 décembre 1914.

6251-3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie actuellement de la municipalité de St Dorothee dans le comté de Laval et comprenant les numéros 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 235 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Dorothee et une partie aussi de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, comprenant les numéros 191, 192, 193, 194, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Rose, situés dans les limites du dit territoire, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de "Laval sur le Lac", et placer la dite ville, sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications aux dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du Maire et les échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs, du maire, et des échevins et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

FILION & MONETTE,
Avocats du requérant.

Montréal, 2 décembre 1914. 6235-3

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Raising of money by levying taxes; general and special taxes; business tax; water rate; special taxes for local or other improvements, taxes on theater tickets, etc., for charity purposes, assessment rolls for works, improvements and expropriations; power to perform certain works in the event of the proprietor failing to do the same, and to enact by-laws in this connection; loans, streets, lanes, thoroughfares; sewers; drains and water-works; plans; privileges; parks; squares; crossings; licenses and permits; public peace and safety; hygiene and sanitation; public works and improvements; water; light; peace; order and good government of the city; modification of the system of administration and government of the city; election of the Mayor, Commissioners and aldermen and elections generally; preparation of voters' lists; taxes on moving picture halls; obligations assumed by the city towards certain annexed municipalities; preparation of assessment rolls and putting the same into force; taxes on and regulation of motor trucks and motor vehicles generally; redistribution, names and amalgamation of wards; division of the city into districts; annexations expropriations; revocation of permits or licenses; law concerning the Electrical Commission of the city of Montreal; underground conduits; publication of public notices; majorities required for the adoption of certain measures by the council; automatic adoption of the Commissioners' reports (Art. 21 L); tenders for works, and purchases of materials; goods, etc.; ratification of by-law No. 529; interpretation of the act relating to the widening of Mountain St.; communication of taxes for certain privileges over and under the streets and ratification of the agreements entered into between the city and the Dominion Government in this connection.

By order,

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

Montreal, 5th December, 1914. 6252

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint Dorothee, in the county of Laval, comprising lots Nos. 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 235 situated within the limits of the said territory of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint-Dorothee, also a part of the municipality of the parish of Sainte Rose, in county of Laval, comprising Nos. 191, 192, 193, 194 of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Sainte Rose, within the limits of the said territory including the subdivision of the said original lots which may exist under the name of "Laval on the Lake", and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns with some special modifications relating to the time and mode of election of Mayor and Aldermen, qualification of electors, Mayor, aldermen, and other dispositions as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

FILION & MONETTE,
Attorneys for the petitioners.

Montreal, 2nd December, 1914. 6236

28 Dec 1914

AVIS

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hoche-laga, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Légis-lature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire chaque année un rôle d'évaluation des propriétés immobilières qui se trouvent dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et pour autres fins.

J. B. BISSONNETTE,
Procureur des dits commissaires
Montréal, 2 décembre 1914. 6205-4

Avis est donné que J. Richard Lessard, étu-diant en notariat, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa pro-chaine session pour obtenir l'adoption d'une loi faisant remonter la date de sa cléricature à la date de son admission à l'étude du notariat par la chambre des notaires, le onze juillet mil neuf cent douze, bien que son brevet de cléricature soit antérieur à cette dernière date.

J. RICHARD LESSARD, E. E. L.,
Montréal, 30 novembre 1914. 6245-3

Avis est par les présentes donné, par le soussi-gné George Archambault, étudiant en droit, des cité et district de Montréal, que ayant obtenu la permission du conseil général du Barreau de la province de Québec, il présentera à la Législa-ture de la province de Québec, à sa prochaine session un bill pour qu'il soit admis à la pratique du droit après examen.

GEORGE ARCHAMBAULT,
Montréal, 3 décembre 1914. 6243-3

Avis public est, par les présentes donné que "Les Curés et Marguilliers de l'Œuvre et Fabri-que de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire" de Montréal, s'adresseront à la Légis-lature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de deux cent mille piastres (\$200,000.00) et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Procureur des Réquerants.
Montréal, 2 décembre 1914. 6215-4

Avis public est par les présentes donné que les syndic des chemins à barrières de Montréal, corps politique et incorporé, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour deman-der une loi les autorisant à vendre et à disposer de certaines parties des chemins sous leur contrôle, sur lesquels les taux de péage ont déjà été com-mués ou le seront à l'avenir, et les autorisant également à céder telles parties de chemins d'une manière définitive aux municipalités ayant créé les taux de péage sur paiement des montants convenus par telles municipalités, et sur verse-ment de tels montants entre les mains des syndic pour les fins de rachat des bons ou débetures émis par les dits syndic et pour toutes autres fins que de droit.

SIMEON MONDOU,
Sec.-Trés
Montréal, 4 décembre 1914. 6249-3

Avis public est, par les présentes donné par Arthur Hotte, jardinier, Damase Lagacé dit Meunier, entrepreneur, Eusèbe Lorrain, bour-geois, Alphonse Taillefer, cultivateur, Napoléon Lamer, boucher, Gustave Landreman, bourgeois,

NOTICE

The School Commissioners for the municipaly of the city of Saint Henri, in the county of Hoche-laga, give notice that they will apply to the Legis-lature of the province of Quebec, at its next session, to ask the right to make, each year, a valuation roll of the immoveable properties which are situated in the limits of their municip-ality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and for other purposes.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for said Commissioners.
Montreal, 2nd December, 1914. 6206

Notice is given by J. Richard Lessard, of Mon-treal, student in law, that he will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law by which it will be enacted that his indenture as student in law has commenced on the date of his admis-sion to the study of the notarial profession by the board of Notaries, namely: the eleventh of July, nineteen hundred and twelve, although his deed of indenture be prior to the date lastly mentioned.

J. RICHARD LESSARD, E. E. L.
Montreal, 30th November, 1914. 6246

Notice is hereby given by the undersigned George Archambeault, student in law, of the city and district of Montreal, that after having obtained permission from the general council of the bar of the province of Quebec, he will present a bill to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the practise of law after examination.

GEORGE ARCHAMBAULT,
Montreal, 3rd December, 1914. 6244

Notice public is hereby given that "The Parish Priest and Church Wardens of L'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame du Saint-Rosaire" of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow the sum of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioners.
Montreal, 2nd December, 1914. 6216

Public notice is hereby given that the Mon-treal Turnpike Trust, a body politic and corpo-rate, will apply itself to the Legislature, at its next session, to have power to sell and dispose of the portion of roads under their control upon which the tolls have been commuted and will be commuted in future and also to divest them-selves of any portion of the roads for which they may commute the tolls in the future; that the amounts received in this way from the municip-alities in payment be handed over to the Trust for the purpose of the redemption of the bonds and for other purposes.

SIMEON MONDOU,
Sec.-Trea.
Montreal, 4th December, 1914. 6250

Public notice is hereby given by Arthur Hotte, Gardener, Damase Lagacé alias Meunier, con-tractor, Eusèbe Lorrain, gentleman, Alphonse Taillefer, farmer, Napoléon Lamer, butcher, Gustave Landreman, gentleman, Isidore Vali-

Isidore Valiquette, bourgeois, Jean-Baptiste Lamer, sr., boucher, Charles Réal Blache, courtier, Wilfrid Lorrain, manufacturier, et Avila Piché, marchand, tous de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval, district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, au moyen d'un bill, afin d'obtenir l'incorporation en village, sous le nom de la Municipalité du Village de l'Abord à Plouffe, du territoire faisant actuellement partie de la paroisse de Saint-Martin, et compris dans les limites de l'arrondissement scolaire de L'Abord à Plouffe, et borné à l'est par la ville Laval des Rapides, au nord, par la côte sud de la paroisse de Saint-Martin, et à l'ouest par les numéros trente-neuf et quarante (39-40) du reste de la paroisse de Saint-Martin, au sud, par la Rivière des Prairies, et de lui octroyer outre les pouvoirs du code municipal, certains pouvoirs contenus dans l'acte des Cités et villes, et principalement des pouvoirs sur les matières suivantes: élection au bulletin secret, confection de la liste électorale, qualification des électeurs, emprunts pour travaux municipaux, administration, définition de terres en culture et taxes sur icelles.

Par ordre,
GORDIEN MENARD,
6311-3 Procureur des soussignés.

Avis public est par les présentes donné que l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi abrogeant toute charte antérieure la régissant, et lui octroyant une charte nouvelle laquelle charte sera relative à l'admission des membres, aux contributions des membres, aux bénéfices accordés aux dits membres à leurs veuves et à leurs enfants, aux pensions, à ses pouvoirs, à son administration, à son bureau de direction, aux assemblées, à l'augmentation des fonds de l'Association et aux autres fins nécessaires pour promouvoir les intérêts de l'Association et pour lui assurer une meilleure administration.

MERCIER & BEIQUE,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 8 décembre 1914. 6309-3

Avis est par les présentes donné que la corporation de Cartierville, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendant sa charte, savoir le Statut 3 George V, chapitre 73; pour en retrancher la section 10; pour déterminer la qualification des échevins; pour obtenir le droit d'élargir le Boulevard Gouin, à 80 pieds et le Chemin de Saint-Laurent à 60 pieds; pour déterminer quand et comment se feront ces élargissements y compris les expropriations et le prélèvement des fonds nécessaires et l'homologation des lignes des dits Boulevard et Chemin tel que projeté.

LOUIS BOYER,
Procureur de Cartierville.
Montréal, 7 décembre 1914. 6305-3

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire de Saint-Marc de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,
Montréal, 7 décembre 1914. 6271-3

quette, gentleman, Jean-Baptiste Lamer, sr., butcher, Charles Réal Blache, broker, Wilfrid Lorrain, manufacturer and Avila Piché, merchant, all of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, district of Montreal, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by means of a Bill, for the incorporation as a village, under the name of Municipality of the Village of L'Abord à Plouffe, of the territory now forming part of the parish of Saint Martin, and comprised within the limits of the school district of L'Abord à Plouffe and bounded on the east by the town of Laval des Rapides, on the north by the south hill of the parish of Saint Martin, on the west by Nos. thirty-nine and forty (39-40) of the remaining part of the parish of Saint Martin, and on the south by the River des Prairies, and for the granting, the said village, in addition to the powers conferred by the Municipal Code, of certain powers contained in the cities' and towns' Act, and especially of powers on the following matters: election by ballot, preparation of the voters' list, qualification of electors, loans for municipal works, administration, definition of lands under cultivation and taxes thereon.

By order,
GORDIEN MENARD,
6312 Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act repealing all previous acts which governed the said association, and granting it a new charter referring to the admission of members, to assessments of the members, to the benefits granted to the said members, to their widow and their children, to the pensions, to its powers, to its administration, to its board of directors, to the meetings and to the increasing of the funds of the Association and other objects necessary to promote the interests of the association and to secure its better administration.

MERCIER & BEIQUE,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, 8th December, 1914. 6310

Notice is hereby given that the corporation of Cartierville, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session to obtain an act amending its charter to wit Statute 3 George V, chapter 73; to strike out therefrom section 10; to determine the qualification of alderman; to obtain the right of widening the Gouin Boulevard to 80 feet and the Saint Laurent road to 60 feet; to determine when and how those widenings shall be made including expropriations and assessment of the funds required and the homologation of the lines of the said Boulevard and road as projected.

LOUIS BOYER,
Attorney for Cartierville.
Montreal, 7th December, 1914. 6306

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of Saint Marc of Montreal, in the counties of Maisonneuve and Montreal-Dorion, to the School municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and condition, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Montreal, 7th December, 1914. 6272

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant à l'oeuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre Claver, en la cité de Montréal, d'emprunter une somme de \$350,000.00, pour la construction d'une église, d'une sacristie et d'un presbytère, et de faire une répartition spéciale pour pourvoir au remboursement de cet emprunt en 50 ans, et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,
Montréal, 7 décembre 1914. 6269-3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Wilfrid Leahy, de Montréal, et pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Montréal, 1er décembre 1914. 6317-3

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Définition de terre en culture et taxe sur icelles, administration, règlement d'emprunts, emprunts pour travaux municipaux, égouts, aqueduc, chemin, trottoirs, rues et pour autres sujets, émission des débetures, émission de bons ou de billets.

Par ordre,
GORDIEN MENARD,
Procureur de la ville Laval des Rapides.
6313-3

Avis est par le présent donné que la compagnie "Sherbrooke Loan & Mortgage Company" corps politic et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant et augmentant les pouvoirs de la compagnie, tels que décrétés par sa charte, la loi 49-50 Victoria, Chap. 66.

CATE, WELLS & WHITE,
6293-3 Procureurs des requérants.

Avis public est par les présentes donné que le curé et les syndics de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Zoé des Bergeronnes, comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de vingt-quatre mille piastres (\$24,000.00) et pour autres fins.

Am. GOUDREAULT, Priest,
Secrétaire des Syndics.
Bergeronnes, 7 décembre 1914. 6295-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de paroisse, faisant partie du comté de Bellechasse, sous le nom de la municipalité de la paroisse de Monfleury, le territoire suivant:

1. Dans la paroisse de Saint-Anselme, comté de Dorchester:

Tous les lots de cadastre des concessions Saint-Luc, Saint-Jean et Saint-Octave, et partie de la concession Saint-Marc, comprenant les

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act, allowing the church wardens of the parish of Saint-Pierre Claver, in the city of Montreal, to borrow a sum of \$350,000.00, for the construction of a church sacristy and rectory, and to levy a special assessment for the reimbursement of the said loan during a period of 50 years, and for other purposes connected therewith.

ALPHONSE DECARY,
Montreal, 7th December, 1914. 6270

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Wilfrid Leahy, of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Montreal, 1st December, 1914. 6318

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its Charter on the following matters:

Definition of lands under cultivation and taxes thereon, administration, by-law concerning loans, loans for municipal works, sewers, water-works, roads, sidewalks, streets and other matters, issue of debentures, issue of bonds or notes.

By order,
GORDIEN MENARD,
Attorney for the town of Laval des Rapides.
6314

Notice is hereby given that the Sherbrooke Loan & Mortgage Company, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to define and extend the powers of the Company as contained in its Charter, 49-50 Victoria, Chap. 66.

CATE, WELLS & WHITE,
6294 Sollicitors for Applicants.

Public notice is hereby given that the curate and churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint Zoe des Bergeronnes, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for a special Act authorizing them to borrow the sum of twenty four thousand dollars (\$24,000.00) and for other purposes:

Am GAUDREAULT, Priest,
Sec. of Churchwardens.
Bergeronnes, 7th December, 1914. 6296

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to erect into a parish municipality, forming part of the county of Bellechasse, under the name of the municipality of the parish of Honfleury, the following territory:

1. In the parish of Saint-Anselme, County of Dorchester:

All the cadastral lots of concessions Saint-Luc, Saint-Jean and Saint-Octave, and part of concession Saint-Marc, comprising the num-

numéros trois cent soixante quatorze à trois cent quatre-vingt onze (374 à 391) inclusivement du cadastre de la dite paroisse de Saint-Anselme;

2. Dans la paroisse de Sainte-Claire, comté de Dorchester:

Les lots de cadastre de la concession Sainte-Elizabeth, depuis le numéro un (1) jusqu'au numéro seize (16) inclusivement, le numéro dix-huit (18) et les lots depuis le numéro vingt (20) jusqu'au numéro trente-sept (37) inclusivement;

3. Dans la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse:

Les lots de cadastre du 2ième rang, depuis le numéro quatre cent vingt neuf (429) jusqu'au numéro quatre cent quarante six (446) inclusivement, ceux de la concession "Petite Troisième" depuis le numéro six cent soixante cinq (665) jusqu'au numéro six cent soixante dix huit (678) inclusivement, et ceux du 3ième rang depuis le numéro six cent trente neuf (639) jusqu'au numéro six cent soixante quatre (664) inclusivement;

4. Dans la paroisse de Saint-Lazare, comté de Bellechasse:

Les lots de cadastre du 1er rang, depuis le numéro cent trente deux (132) jusqu'au numéro cent cinquante trois (153) inclusivement, ceux du 1er rang ou concession Grand Buckland, depuis le numéro dix-H (10-H) jusqu'au numéro trois-G (3-G) inclusivement, puis les numéros de onze cent quarante quatre (1144) jusqu'à onze cent quarante huit (1148) inclusivement;

Et pour constituer les habitants ou contribuables de la dite municipalité en corporation régie par le Code Municipal.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Procureurs des requérant.
Québec, 18 novembre, 1914. 6051-4

Avis est par le présent donné que "La Société des Artisans Canadiens Français, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte amendant sa charte suivant les prescriptions de sa convention régulière, savoir:

Relativement aux vôtés requis pour l'amendement des règlements; aux pouvoirs de donner bénéfices à certaines institutions charitables: rendre la charte conforme aux règlements relativement aux bénéfices en maladie des membres; rentes viagères; certificats de caisse au décès acquittés; indemnité pour incapacité totale et permanente et pouvoirs de remettre certains appels.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la Requérante.
Montréal, 30 novembre, 1914. 6071-4

AVIS DE DEMANDE A LA LÉGISLATURE.

Avis est par le présent donné que Lyon Cohen, Herbert Marcus Levine, Moses Rittenberg, Moses Bavitch, Zelig Ratner, Solomon Leavitt, Samuel Silverstone et Lionel Caviensky, tous de la cité de Montréal, marchands, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire passer une loi les constituant en corporation sous le nom de "New Adath Jeshurun Congregation" avec pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles, tenir les registres de l'état civil et exercer tous autres droits se rapportant aux corporations religieuses, et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs des requérants.
Montréal, 1er décembre, 1914. 6119-4

bers three hundred and seventy four to three hundred and ninety one (374 to 391) inclusively of the cadastre of the said parish of Saint Anselme.

2. In the parish of Sainte Claire, county of Dorchester:

The cadastral lots of concession Sainte Elizabeth, from number one (1) to number sixteen (16) inclusively, the number eighteen (18) and the lots from number twenty (20) to number thirty-seven (37) inclusively;

3. In the parish of Saint Gervais, county of Bellechasse:

The cadastral lots of the 2nd range, from number four hundred and twenty nine (429) to number four hundred and forty-six (446) inclusively, those of the concession "Petite Troisième" from number six hundred and sixty-five (665) to number six hundred and seventy-eight (678) inclusively, and those of the 3rd range from number six hundred and thirty-nine (639) to number six hundred and sixty-four (664) inclusively;

4. In the parish of Saint-Lazare, county of Bellechasse;

The cadastral lot of the first range, from number one hundred and thirty two (132) to number one hundred and fifty three (153) inclusively, those of the 1st range or concession Grand Buckland, from number ten H (10-H) to number three G (3 G) inclusively, from number eleven hundred and forty-four (1144) to eleven hundred and forty-eight (1148) inclusively;

And to constitute the inhabitants or rate-payers of the said municipality into a corporation governed by the Municipal Code.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
Attorneys for the Petitioners.
Quebec, 18th November, 1914. 6052

Notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens Français", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act to amend the charter according to the provisions of the last regular convention, to wit:

In regard to the votes required for the amendment of by-laws; the power to give benefits to certain charitable institutions; put the charter in conformity with by-laws in regard to the sick benefits to members; life annuities; paid up certificates; indemnity for total and permanent disability of members and powers to remit certain premiums.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for petitioner.
Montréal, 30th of November, 1914. 6072

NOTICE OF APPLICATION TO LEGISLATURE.

Notice is hereby given that Lyon Cohen, Herbert Marcus Levine, Moses Rittenberg, Moses Bavitch, Zelig Ratner, Solomon Leavitt, Samuel Silverstone and Lionel Coviensky, all of the City of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "New Adath Jeshurun Congregation, with power to acquire and possess immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Solicitors for applicants.
Montreal, 1st December, 1914. 6120

Avis est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de fer Huntingdon & Hemmingford, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un bill demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte ou loi constituant en corporation la dite compagnie et lui accordant le droit de prolonger sa ligne de chemin de fer à partir d'un point dans ou aux environs du village de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon, jusqu'à un point à ou près de l'endroit où la ligne de chemin de fer de la compagnie Delaware & Hudson, traverse la frontière internationale entre les Etats-Unis d'Amérique, et la Puissance du Canada, entre le village de Lacolle, dans le comté de Saint-Jean, dans la province de Québec, et le village de Rouses Point, dans l'état de New-York, et lui accordant un délai pour le commencement et le parachèvement de ses travaux de construction.

CAMPBELL, MCMASTER & PAPINEAU,
Procureurs de la Compagnie de Chemin de fer
Huntingdon & Hemmingford.
Montréal, 30 novembre 1914. 6085-4

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Maisonneuve, P. Q., à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, et fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

ALPHONSE DÉCARY,

11, Place d'Armes.
Montréal, 1er décembre 1914. 6111-4

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires des écoles Protestantes de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants:

Emprunter de l'argent par l'émission de bons ou de débetures additionnelles au montant de deux cent cinquante mille piastres; telle émission devant être datée du premier janvier 1915, payable le premier janvier 1945, et portant intérêt payable semi-annuellement à un taux n'excédant pas cinq par cent par année.

Pour l'annexion à la municipalité scolaire protestante de Montréal, de cette partie de territoire située dans les limites du quartier Bordeaux de la cité de Montréal et qui ne fait pas actuellement partie de la municipalité scolaire protestante.

GREENSHIELDS, GRIENSHIELDS,
LANGUEDOC & LARKINS,
Procureurs du Bureau des Commissaires
des Ecoles Protestantes de la cité de
Montréal.
Montréal, 27 novembre, 1914. 6063-4

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire du Parc Amherst, dans le comté de Hochelaga, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

ALPHONSE DÉCARY,

11, Place d'Armes.
Montréal, 1er décembre 1914. 6109-4

Notice is hereby given that the Huntingdon & Hemmingford Railway Company, will present at the next session of the Legislature of the province of Quebec, a bill praying for the passing of an Act to amend its charter of Act of Incorporation by conferring on the company the right to extend its railway line from a point at or near the village of Hemmingford, in the county of Huntingdon, to a point at or near the place where the international boundary between the United States of America and the Dominion of Canada, is crossed by the railway line of the Delaware & Hudson Railway Company, between the village of Lacolle, in the county of Saint John, in the Province of Quebec, and the village of Rouses Point, in the States of New York, and by extending the time for the commencement and completion of its work of construction.

CAMPBELL, MCMASTER & PAPINEAU,
Attorneys for Huntingdon & Hemmingford
Railway Company.
Montreal, 30th November, 1914. 6086

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of parish of Saint-Anselme, in the county of Maisonneuve, P. Q., to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DÉCARY,

11, Place d'Armes.
Montreal, 1st December, 1914. 6112

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an Act for the following purposes:

To borrow money by issuing additional bonds or debentures to the amount of two hundred and fifty thousand dollars; such issue to be dated January 1st, 1915, payable January 1st, 1945, and bearing interest payable semi-annually at a rate not to exceed five per cent per annum.

For the annexation to the Protestant School Municipality of Montreal, of that portion of the territory lying within the limits of Bordeaux Ward of the City of Montreal, which does not at present form part of the Protestant School Municipality.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Solicitors for the Protestant Board of
School Commissioners of the City of
Montreal.
Montreal, 27th November, 1914. 6064

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of Parc Amherst, in the county of Hochelaga, to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DÉCARY,

11, Places d'Armes.
Montreal, 1st December, 1914. 1610

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi refondant entièrement sa charte de manière à abroger les lois 51-52 Victoria, chapitre 63; 54 Victoria, chapitre 80; 58 Victoria, chapitre 52; 3 Edouard VII, chapitre 65; et 6 Edouard VII, chapitre 48, constituant actuellement telle charte, pour y substituer tous les articles, tels qu'ils existent actuellement, de la loi des cités et villes, avec les modifications, ci-après rapportées, moins cependant les articles suivants: 5256, 5257, 5258, 5259, 5270, 5271, 5272, 5273, 5274, 5275, 5276, 5277, 5278, 5280, 5282, et 5283, 5635, 5784 et 5884, qui ne feront pas partie de la dite charte.

Les principales modifications apportées et les pouvoirs additionnels demandés sont, entre autres, les suivants: par les paragraphes 1 et 3 de l'article 5368, les veuves et les filles majeures, propriétaires, locataires ou occupants, n'ont pas, tel que la chose existe aujourd'hui, droit de vote aux élections du maire et des échevins, mais elles ont le droit de voter lorsqu'il s'agit d'un règlement pour prêts, bonus, etc., sujet à l'approbation des électeurs propriétaires; par l'article 5373 les électeurs, pour voter à une élection annuelle, doivent avoir payé leurs taxes le ou avant le 15 janvier précédant, et s'il s'agit d'une élection partielle, au moins huit jours avant la présentation des candidats; la cité de Saint-Hyacinthe pouvant cependant édicter un règlement pour dispenser du paiement de ces taxes tous les électeurs ou les électeurs propriétaires seulement; suivant l'article 5413, les élections annuelles ont lieu le deuxième lundi de février, première élection annuelle devant avoir lieu le deuxième lundi de février 1916; et suivant l'article 5421, présentation des candidats aux élections annuelles a lieu le premier lundi de février, et si cette journée est un jour férié, nomination remise au jour juridique suivant: l'article 5450 décrète que le bureau de votation n'est ouvert qu'à neuf heures du matin; par l'article 5557, il n'y a pas d'avis à donner aux échevins pour les séances générales ou ordinaires du conseil; par l'article 5615, la votation ne dure qu'une journée, de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi; par le paragraphe 15 de l'article 5641, la cité de Saint-Hyacinthe demande le pouvoir de défendre ou de taxer les constructions, au-dessus des trottoirs, des fenêtres d'aspect, galeries, balcons, etc., cette taxe annuelle ne devant pas excéder deux piastres par pieds carré sur ces choses existant actuellement ou permises à l'avenir; par le paragraphe 1er de l'article 5680, elle demande le pouvoir de prohiber complètement, ou de restreindre à certaines parties de la cité, la construction, l'usage et l'exploitation de certains établissements jugés nuisibles à la santé ou à la sécurité publique; par l'article 5680, paragraphe 23, le pouvoir d'imposer une taxe de deux cent cinquante piastres sur toute personne ne résidant pas dans la cité, mais y faisant commerce ou affaires; par l'article 5729, elle ajoute, comme bien non imposable, le palais épiscopal, et par le paragraphe 2 de ce même article, elle demande le pouvoir de taxer les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles mentionnés aux paragraphes (c), (d) et (e) de cet article 5729, pour l'ouverture, la confection, et l'entretien des rues, trottoirs, canaux d'égout et des cours d'eau, pour l'éclairage, etc.; par l'article 5731a, pouvoir est demandé d'imposer une taxe n'excédant pas un pour cent sur les revenus provenant de prêts d'argent faits par des résidents ou non, mais grevant une ou des propriétés dans la cité; par l'article 5732, au lieu de prendre comme base d'une licence d'affaires n'excédant pas sept et demie pour cent, la valeur du fonds de

Public notice is hereby given that the City of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof for an act completely revising its charter and repealing the Acts 51-52 Victoria, chapter 63; 54 Victoria, chapter 80; 58 Victoria, chapter 52; 3 Edward VII, chapter 65; and 6 Edward VII, chapter 48, now constituting such charter, and substituting therefor all the articles as presently existing, of the Cities and Towns' Act, with the modifications recited below, less however the following articles: 5256, 5257, 5258, 5259, 5270, 5271, 5272, 5273, 5274, 5275, 5276, 5277, 5278, 5280, 5282, and 5283, 5635, 5784 and 5884 which are not to be included in the said charter.

The principal modifications to be made and the additional powers sought are, amongst others, the following: By paragraphs 1 and 3 of article 5368, the widows and spinsters who are property-owners, tenants or occupants not to be entitled, as presently enacted, to vote at the elections for mayor and aldermen, but to be entitled to vote on by-laws for loans, bonuses, etc, subject to the approval of electors who are property-owners; By article 5373, the electors to be entitled to vote at annual elections must have paid their taxes on or before the 15th of January preceeding and at by elections at least eight days before the nomination of candidates; the city of Saint-Hyacinthe however having the power to pass a by-law exempting all the electors or the electors who are property owners only, from the payment of such taxes; By article 5413, the annual elections to be held on the second monday in February, the first annual election to be held on the second monday of February, 1916; By article 5421, the nomination of candidates at annual elections to be held on the first Monday in February, and if such day be a holiday, the nomination to be held on the first juridical day following; By article 5450, the polls to open at nine o'clock in the morning; By article 5557, no notice to be given to the aldermen for the general or ordinary sessions of the council; By article 5615, the polls to be held on one day only from nine o'clock in the morning to five o'clock in the afternoon; By paragraph 15 of article 5641, the city of Saint-Hyacinthe to have the power to prohibit or tax the erection, above the sidewalks, of bay-windows, galleries, balconies, etc., such annual tax not to exceed two dollars per square foot on such constructions now existing or permitted in the future; By paragraph 1 of article 5680, to have the power to prohibit completely or restrict to certain parts of the city, the construction, use and exploitation of certain establishments deemed injurious to health or public safety; By article 5680, paragraph 23, to have the power to impose a tax of two hundred and fifty dollars upon any person residing outside the municipality but carrying on therein business or trade; By article 5729, to add as not subject to taxation, the Bishop's palace, and the paragraph 2 of same article, to have the power to tax the owners, tenants or occupants of immoveables mentioned in paragraphs (c), (d) and (e) of said article 5729, for the opening, making and maintenance of streets, sidewalks, sewers and water-courses, for lighting etc. By article 5731a to have the power to impose a tax not exceeding one per cent upon the incomes accruing out of loans of money made by residents or non residents, encumbering one or several of the properties of the city; By article 5732, to impose a business tax not exceeding seven and one half per cent of the annual value of the premises occupied, instead the stock in trade as the computing basis; By ar-

commerce, c'est la valeur annuelle du local occupé; par l'article 5734, elle demande le pouvoir d'imposer une taxe annuelle de cinq piastres sur toute personne travaillant dans la cité, mais résidant en dehors de ses limites; par l'article 5735, pouvoir est demandé d'imposer une taxe n'excédant pas deux cent cinquante piastres sur tous commerces, professions, manufactures, arts, métiers, etc.; par l'article 5736a, d'imposer aussi une taxe annuelle de vingt centins par chaque poteau de téléphone, télégraphe, etc., dans les rues, places et chemins publics de la cité, excepté ceux placés sur les propriétés des compagnies de chemin de fer, à l'usage de ces compagnies seulement; par l'article 5780, les signatures du maire et du greffier sur les bons, débetures, peuvent aussi être imprimées, gravées lithographiées ou estampées; par l'article 5782, la cité aura, comme aujourd'hui, le pouvoir de contracter des emprunts ou d'engager la responsabilité de la cité pour un montant n'excédant pas huit mille piastres, sans soumettre ce règlement à l'approbation des propriétaires; par l'article 5783, dans la limite d'emprunt fixée à vingt pour cent de l'évaluation de la propriété foncière imposable, ne seront pas comprises les dettes contractées pour l'aqueduc, système à gaz, électricité et pouvoir, ni pour l'achat des ponts et subventions par prêts ou bonus accordés aux manufactures; par l'article 5789, elle demande le pouvoir de contracter des emprunts temporaires par bons, billets ou autres effets négociables; par l'article 8829a, elle désire avoir, pour sa cour de recorder, juridiction pour le recouvrement des taxes scolaires; et, enfin, elle demande à ce que cette loi soit sa charte la régissant à l'avenir, sans que la législature puisse l'amender ou l'abroger, si ce n'est que pour elle-même nommément et sur sa propre demande.

J. O. BEAUREGARD,

Procureur de la cité de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, 30 novembre 1914. 6081-4

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Jacques Villeneuve, commis marchand, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, autorisant les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession J. O. Villeneuve, à venir en aide à ses légataires universels.

TAILLON, BOIVIN,
MORIN & LARAMEE,

Montréal, 2 décembre 1914. 6201-4

Les commissaires d'école pour la municipalité scolaire Saint-François-Solano donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec et pour autres fins.

LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs des requérants.

Montréal, 2 décembre 1914. 6203-4

Avis est par le présent donné, que Thomas D. Malone, étudiant en droit, domicilié à la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et présentera un Bill, l'autorisant à être admis à la pratique du droit, après avoir passé les examens requis.

F. X. LACOURSIERE,
Procureur de Thomas D. Malone.
Trois-Rivières, 30 novembre 1914. 6137-4

ticle 5734, to have the power to impose an annual tax of five dollars on all persons working in the City but residing outside its limits; By article 5735, to have the power to impose a tax of two hundred and fifty dollars on all business, trade, manufactories, arts, professions, etc; By article 5736a to impose also an annual tax of twenty five cents on each telephone, telegraph and other poles, in the streets, public places and highways of the city, the posts erected upon the property of railway companies, for their exclusive use, to be excepted; By article 5780, the signatures of the mayor and clerk may be printed, engraved, lithographed or stamped; By article 5782, the city to have the power, as it has to-day, to contract loans or pledge the responsibility of the city for an amount not exceeding eight thousand dollars, without submitting such by-law to the property owners for approval; By article 5783, in the borrowing limit fixed at twenty per cent of the valuation of taxable property, debts contracted for the water-works, gas system, electricity and power, purchase of bridges and subsidies by loans or bonuses granted to manufactories, not to be included. By article 5789, to have the power to contract temporary loans by means of bonds notes or other negotiable instruments; By article 8829a, it wishes to have, for its Recorder's Court, jurisdiction for the recovery of school taxes, and finally it asks that this act be the charter governing the City in the future, without the Legislature having the power to amend or repeal the same, except specially for the City itself and upon its request.

J. O. BEAUREGARD,

Attorney for the City of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, 30th November, 1914. 6082

NOTICE.

Notice is hereby given that Jacques Villeneuve, clerk, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a law authorizing the testamentary executors and administrators of the estate J. O. Villeneuve, to come to the assistance of its universal legatees.

TAILLON, BOIVIN,
MORIN & LARAMEE,

Montreal, 2nd December, 1914. 6202

The school commissioners for the school municipality of Saint François Solano, give notices that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make every year a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of the province of Quebec and for other purposes.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd December, 1914. 6204

Notice is hereby given that Thomas D. Malone, student at law, domiciled in the city of Three Rivers, province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, and will present a bill, authorizing him to be admitted to the practice of law, after having passed the required examinations.

F. X. LACOURSIERE,
Attorney for Thomas D. Malone.
Three Rivers, 30th November, 1914. 6138

Avis est par le présent donné que Judah Herzog, Rabbi, et Hyman Rath, David Nachfolger, Myer Fink, Beril Margolese, Julius Kenigsberg, Schmair Hubsher, Abraham Nadler Naphtale Ruttenberg et Samuel Shapiro, marchands, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec à sa présente session, de passer une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ahavas Sholem Synagogue", avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens immobiliers, tenir des registres de l'état civil, et exercer tous les autres droits se rapportant aux corporations religieuses, et pour d'autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs des Réquérants.
Montréal, 2 décembre 1914. 6169-4

Avis est par le présent donné que Samuel L. Routtenberg, Dme Masha Goldberg, veuve de feu Isaac Goldberg, Jacob Caplan, Salomon Levine, Harry D. Routtenberg, Lazarus Meltzer, E. Freedman, Salomon Caplan, Jacob Garmaise, Louis Diamond, B. Steinhouse, Hyman Goldman, David Meltzer, Abraham Koshitzky, Gershon Rutter, Israel Roudie, Beril Gimpelevitz, John S. Clowson, Max Vinner, Joseph Lightstone, tous des cité et district de Montreal marchands, et Dame Toba Cohen, veuve de feu Joseph Cohen, en son vivant des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, de passer une loi les constituant en corporation sous le nom de "Hebrew Maternity Hospital" avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens immobiliers, entretenir un hôpital pour le traitement des maladies des femmes, et exercer tous les droits se rapportant aux corporations de même nature, et pour d'autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs des Réquérants.
Montréal, 2 décembre 1914. 6171-4

Avis public est, par les présentes, donné que Monsieur David Corbeil, rentier, de la ville du Sault-au-Récollet, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisé à vendre et céder de gré à gré et de façon définitive, certains immeubles, étant le lot No 340 et partie du lot No 128 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme aussi aux fins de ratifier et valider tous actes de vente et cession se rapportant aux immeubles sus-décrits.

L. E. BEAULIEU,
Procureur du requérant.
Montréal, 2 décembre 1914. 6209-4

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session dans le but d'incorporer sous le nom de "La ville de Saint-Léonard de Port-Maurice", son territoire actuel en municipalité de ville sous les dispositions de la Loi des Cité et Ville (S.R.Q. 1909, section 5256 et suivants), avec certaines modifications; de lui accorder certains pouvoirs spéciaux pour construire un système d'égout et un système d'aqueduc; de pourvoir dans ses limites à la réparation des rues et ruelles qui n'appartiennent pas à la municipalité; de pourvoir à l'établissement d'un système de tramways dans ses limites, et de passer, consentir et adopter tous contrats, actes, franchises, marchés, con-

Notice is hereby given that Judah Herzog, Rabbi, and Hyman Rath, David Nachfolger, Myer Fink, Beril Margolese, Julius Kenigsberg, Schmair Hubsher, Abraham Nadler, Naphtale Ruttenberg and Samuel Shapiro, merchants, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "Ahavas Sholem Synagogue", with power to acquire and possess immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Solicitors for applicants.
Montreal, 2nd December, 1914. 6170

Notice is hereby given that Samuel L. Routtenberg, Dme Masha Goldberg, widow of the late Isaac Goldberg, Jacob Caplan, Salomon Levine, Harry D. Routtenberg, Lazarus Meltzer, E. Freedman, Salomon Caplan, Jacob Garmaise, Louis Diamond, B. Steinhouse, Hyman, Goldman, David Meltzer, Abraham Koshitzky, Gershon Rutter, Israel Roudie, Beril Gimpelevitz, John S. Clowson, Max Vinner, Joseph Lightstone, all of the city and district of Montreal, merchants, and Dame Toba Cohen, widow of the late Joseph Cohen, in his lifetime of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "Hebrew Maternity Hospital", with power to acquire and possess immovable property, to maintain a hospital for the treatment of women's diseases, and to exercise all rights incidental to such corporations, and for other purposes.

JACOB, HALL, COUTURE & FITCH,
Solicitors for applicants.
Montreal, 2nd December, 1914. 6172

Notice public is hereby given by Mr. David Corbeil, gentleman, of the town of Sault-au-Récollet, district of Montreal, that he shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing him to sell and transfer by mutual consent and definitively; certain immovable properties being lot No. 340 and part of No 128 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and also ratifying and validating all deeds of sale and transfer, relating to said farm.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner.
Montreal, 2nd December, 1914. 6210

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that: "La Municipalité de la paroisse de Saint Léonard de Port-Maurice" shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law incorporating its present territory into a town municipality under the name of "La Ville de Saint-Léonard de Port-Maurice", under the provisions of the "Cities and Towns Act" (S.R.Q. 1909, art. 5256 and follows), with certain restrictions; granting special powers in connection with the construction of a sewer system, of an aqueduct, with the repairing of private roads and avenues not belonging to the municipality but situated within its limits; the establishment of a system of tramways, within its limits, with power to ass, agree upon and adopt any contracts,

ventions et règlements jugés nécessaires à cette fin, avec pouvoir d'accorder une exemption de taxe complète et partielle; de passer, consentir et adopter avec la cité de Montréal et les autres municipalités adjacentes tous contrats, marchés, actes d'accord, conventions et règlements en rapport avec la confection ou l'entretien des chemins, rues et ruelles, totalement et partiellement limitrophes ainsi qu'à la jonction et à la mise en commun des systèmes d'éclairage, d'aqueduc, et d'égout et autres services publics; de ratifier et confirmer de façon à ce qu'il soit obligatoire pour toutes parties le plan de la municipalité fait et préparé par F. C. Laberge, arpenteur géomètre; de ratifier, confirmer et déclarer valides toutes les procédures faites jusqu'à date par la Municipalité suivant la loi 4, Georges V, Chap. 100 relative au "Grand Boulevard" et le plan d'icelui fait et préparé par le même F. C. Laberge, arpenteur géomètre; d'empêcher l'érection et l'exploitation de cimetières dans la municipalité sans l'approbation du conseil, de soumettre les plans de subdivisions des terres dans ses limites, à l'approbation du dit conseil et autres fins.

BEAUREGARD & LABELLE,
Avocats de la Requête.

Montréal, 2 décembre 1914. 6207-4

Avis est par les présentes donné que Charlemagne Rodier, avocat et Conseil du Roi; Adolphe Lecours, manufacturier; François Emile Fontaine, agent de publicité; J. A. Adélarde Brodeur, avocat; et Maurice Larose, agent; tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour être incorporés sous le nom de "Société Mutuelle Ouvrière de Construction de Montréal", cette société ayant pour objet de faciliter aux ouvriers l'acquisition de logements modèles et salubres, et autres fins.

DESAULLES, GARNEAU & VANIER,
Avocats des pétitionnaires.

Montréal, 7 décembre 1914. 6351-3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Georges Dumont, de Montréal, et pour autres fins.

GEORGES DUMONT,

Montréal, 9 décembre 1914. 6361-3

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Outremont s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi consolidant les différents actes qui constituent la charte de la dite ville et de plus l'incorporant comme cité en vertu des dispositions de l'acte des cités et villes avec certains pouvoirs spéciaux additionnels relatifs aux officiers du Conseil; aux personnes qualifiées comme électeurs; aux avis municipaux; aux règlements, à leur contestation et aux pénalités qu'ils imposent; à l'inspection des maisons; à la construction de résidences modèles et au droit d'en disposer; à la protection des personnes et des propriétés; à la santé publique; au maintien en étant convenable des terrains

franchises, deeds, covenants, conventions and by-laws that may be deemed necessary to that end, including the power to grant a complete or partial exemption of taxes; empowering also said corporation to pass, agree upon and adopt with the city of Montreal and other adjoining municipalities any contracts, covenants, deeds of agreement, conventions and by-laws relating to the construction or maintenance of certain roads, streets and lanes running totally or partially on the boundary lines of said corporations and to the joining and amalgamating together of the system of lighting, aqueducts and sewers, and of other public services; the confirmation, ratification and homologation of the plan of the municipality made and certified by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, so that it may become binding upon all parties; the confirmation and ratification of all the proceedings made up to now by the municipality concerning the "Grand Boulevard" (4 Geo. V, Ch. 100), and the plan of same prepared and certified by the said F. C. Laberge, surveyor; the prohibiting of erection of cemeteries within the limits of the municipality without the approval of the council; the regulating of the subdivision of real estate in its limits and the compelling of owners to obtain the approval of council to all new subdivision plans; and for other purposes.

BEAUREGARD & LABELLE,
Attorneys for the Petitioners

Montreal, 2nd of December, 1914. 6208

Notice is hereby given that Charlemagne Rodier, advocate and King's Counsel; Adolphe Lecours, manufacturer; François Emile Fontaine, advertiser agent; J. A. Adélarde Brodeur, advocate and Maurice Larose, agent, all of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session to be incorporated under the name of "The Workmen's Mutual Building Society of Montreal", such society being created for the purpose of enabling workmen to acquire model tenements, and for other purposes.

DESAULLES, GARNEAU & VANIER,
Attorneys for Petitioners.

Montreal, 7th December, 1914. 6352

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the college of dental surgeons of the province of Quebec, to admit Georges Dumont of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

GEORGES DUMONT,

Montreal, 9th December, 1914. 6362

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Outremont will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the adoption of a legislation consolidating the different acts constituting the charter of the said town, and incorporating it as a city under the cities and towns act with special additional powers respecting the officers of the council, the persons qualified to be electors, the municipal notices, the by-laws, their contestation and the penalties enacted thereby; the inspection of houses, the building of model residences and their disposal; the protection of persons and property; the public health; the maintenance in proper order of vacant land; the public thoroughfares and the repair and payment of damages caused

vagues; aux voies publiques et à la réparation et au paiement des dommages causés aux dites voies par les tranchées et excavations; aux nuisances; aux rôles d'évaluation, taxes et licences et cotisations spéciales pour le feu, la lumière et la police; à la propriété non-imposable; aux expropriations; à l'acquisition des ruelles et chemins par prescriptions, sous certaines conditions et à d'autres fins.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs de la ville d'Outremont.
Montréal, 9 décembre 1914. 6363-2

Avis est par le présent donné que la Montreal Amateur Athletic Association, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte et ses amendements, aux fins d'augmenter ses pouvoirs, agrandir le champ de ses opérations, obtenir une exemption de taxes et pour autres fins.

LESLIE H. BOYD, K. C.
Procureurs des requérants.
Montréal, 9 décembre, 1914. 6327-3

Avis est par le présent donné que Joseph Auguste Richard, des cité et district de Montréal, commerçant, présentera un bill à la prochaine session de la législature de Québec, aux fins d'obtenir la confirmation et la ratification d'un acte de vente par devant Mre Victor Morin, notaire, de Montréal, le 26 février 1913, par Admiral N. Sharp, de Montréal susdit, commerçant, au dit Joseph Auguste Richard, d'une propriété décrite comme suit: Un certain immeuble situé sur le coté Nord-est de la rue Saint Dominique, en la cité de Montréal, portant le numéro cinq cent vingt-et-un (No 521) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite ville, mesurant environ treize mille cent pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, sans bâtisses, nonobstant la substitution grevant la dite propriété crée par le testament de feu Jean Baptiste DesRoches, par devant Mre P. Mathieu, notaire et collègue, le 2 octobre 1868, et pour autres fins.

WALSH & WALSH,
Procureurs du dit J. A. Richard.
Montréal, 7 décembre 1914. 6409-3

Avis est par les présentes donné que la corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre sa charte "1 Ed. VII, Ch. 44, des Statuts de 1901":

1. Pour rendre la "Loi des Cités et Villes" applicables à la cité; excepté certaines dispositions concernant les matières suivantes, savoir: Les personnes inhabiles aux charges municipales, le défaut de préparer la liste des électeurs, le cens électoral, la proclamation des candidats élus, la tenue des élections, la contestation des élections, le conseil et ses membres, la vacance dans les charges municipales, la tenue des assemblées du conseil, les auditeurs, l'évaluation et le rôle d'évaluation, l'année fiscale; concernant le pouvoir de faire certains règlements pour la protection de la personne et de la propriété, la santé et la salubrité publiques, la décence et les bonnes mœurs, les voies et places publiques, l'approvisionnement de l'eau, l'éclairage, le chauffage, les chemins de fer urbains, les marchés, les abattoirs, les divers commerces et industries, les maîtres et serviteurs, les cimetières, inhumations et causes de décès, les indemnités, secours,

thereto by trenches and excavations; the nuisances valuation rolls taxes and licences and special fire, lighting and police assessments; the non-taxable property; the expropriations; the acquisition of lanes and roadways by prescription, under certain conditions and various other objects.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for the town of Outremont.
Montreal, 9th December, 1914. 6364

Notice is hereby given that the Montreal Amateur Athletic Association, of the City of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next Session for the passing of an Act amending its Act of Incorporation and Amendments, for the purpose of increasing its powers to enlarge the scope of its operations, to obtain exemption from taxes and for other purposes.

LESLIE H. BOYD, K. C.,
Attorney for Petitioner.
Montreal, 9th December, 1914. 6328

Notice is hereby given that Joseph Auguste Richard of the city and district of Montreal, trader, will present a bill at the next session of the Quebec Legislature for the purpose of obtaining confirmation and ratification of a deed of sale made before Victor Morin, notary of Montreal, on the 26th of February, 1913, by Admiral N. Sharp of Montreal aforesaid, trader to said Joseph Auguste Richard, of a property described as follows: "That certain property situate on the north east side of Saint Dominique street, in the city of Montreal, bearing the number five hundred and twenty one (No. 521), of the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, of the said city, measuring about thirteen thousand one hundred feet in superficies, English Measure and more or less, without warranty of precise measurement, without buildings thereon erected notwithstanding the substitution affecting said property, created by the will of the late Jean Baptiste DesRoches made before P. Mathieu, notary and colleague on the 2nd of October 1868; and for other purposes.

WALSH & WALSH,
Attorneys for the said J. A. Richard.
Montreal, 7th December, 1914.

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending and revising its charter. I Ed. VII, Ch. 44, Statute of 1901.

1. To apply the cities and towns' Act to the city of Three Rivers, except certain restrictions respecting the following: Persons disqualified for municipal offices, the default of preparing the electors' list, qualifications of electors, the proclamation of candidates elected, the holding of elections, the contestation of elections, the council and its members, vacancies in municipal offices, the holding of the council meetings, auditors, valuation and valuation roll, fiscal year; respecting the power to make certain by-laws for the protection of persons and property, hygiene and public health, decency and good morals, streets and public squares, water supply, lighting, heating, street railway, markets, abattoirs, various trades and industries, masters and servants, cemeteries, burials and causes of deaths, indemnities, reliefs, rewards aid in the construction, improvement and maintenance of public works or undertakings foreign to the

récompenses, l'aide à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de travaux étrangers à la cité, les bibliothèques publiques, les recensements; concernant les finances municipales, le prélèvement des taxes, les biens non-imposables, l'imposition des taxes, le rôle de perception, l'exemption des taxes, les emprunts, le recouvrement des amendes; concernant la juridiction de la cour du recorder, les procédures contre la cité, l'exécution des jugements contre la cité et concernant certaines formules.

2. Pour ajouter certaines dispositions concernant les matières suivantes, savoir: le nombre et les limites des quartiers; les dispositions concernant la commission scolaire; les emprunts soit sur débetures ou temporaires sur le capital ou sur le revenu pour toutes fins et spécialement pour la construction de trottoirs permanents; la taxe de locataire; le pouvoir d'accorder les permis ou licences pour l'exercice de professions, arts, métiers, commerces, industries ou genres de travaux quelconques soit pour les habitants de la cité ou les étrangers et obliger les employeurs à aider à la perception de ces licences, le délai à être fixé pour l'obtention de ces licences; la distance que les constructions doivent avoir des rues, l'expropriation pour confection des trottoirs la votation sur les règlements, la limite du pouvoir d'emprunt; la passation, l'entrée en vigueur, la contestation et le désaveu des règlements; l'approbation des règlements par les propriétaires et la pénalité qui leur est attachée; les avis pour perception des taxes et leur paiement le pouvoir de taxer les lots vacants pour les dépenses de construction, d'entretien et d'améliorations de l'aqueduc, les élections des membres du conseil.

ARTHUR BELIVEAU,

Greffier de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 4 décembre 1914. 6285-3

Avis est par le présent donné que F. X. Vanasse et autres propriétaires de biens-fonds du territoire ci-dessous mentionné, feront application à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'une loi érigeant le dit territoire en municipalité de ville, savoir:

Tout le territoire formé par les indications suivantes:

Borné au nord-est par la paroisse de Saint-Maurice et les Nos 567, 542, 424, 134, 143, 149, 157, 163, 164, 166, 167 et 168 de la paroisse du Cap de la Magdeleine;

Borné au Sud par le fleuve Saint Laurent et la rivière Saint-Maurice;

Borné à l'Ouest par la paroisse Saint-Maurice; et afin de faire décréter par la dite loi que les habitants du dit territoire seront gouvernés par la loi des cités et villes.

ARTHUR BELIVEAU,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 10 décembre 1914. 6337-3

Les administrateurs de l'Université Laval, à Montréal, dont le siège est à Montréal, dans le district de Montreal, donnent avis, par les présentes, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender l'amendement ajouté à sa charte, loi 55-56 Victoria, chapitre 64, par le statut 3 Georges V, chapitre 97, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers; de céder et transporter leurs biens et revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L. DESJARDINS, ptre,

Secrétaire de l'Université Laval, à Montréal.
Montréal, 9 décembre 1914. 6399-3

city, public libraries, census; respecting municipal finances, levying of taxes, collection roll, exemption from taxes, loans, recovery of penalties; respecting the jurisdiction of the Recorder's Court, proceedings against the city, the execution of judgments against the city and certain forms.

2. To add certain provisions respecting the following, to wit: the number and boundaries of wards, provisions respecting the school commission, loans made either on debentures or temporary loans on the capital or revenue for any purposes and especially for the building of permanent sidewalks, tenants taxes; the power to grant permits or licenses for the carrying on of professions arts, trades, business, industries or other occupation whatever either by the inhabitants of the city or strangers, and to oblige employees to assist in the collection of such licenses; the distance buildings must be erected from the streets, expropriation for the building of sidewalks, votation on by-laws, borrowing limits; the passing, coming into force, contestation and disallowance by proprietors and the penalty attached thereto; the notices for the collection of taxes and their payment, the power to tax vacant lots for the expenses of the building, maintenance and improvement of waterworks, the elections of the council members.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk of the city of Three Rivers.

Three Rivers, 4th December, 1914. 6286

Notice is hereby given that F. X. Vanasse and other real estate owners of the territory hereinunder mentioned, will apply to the Legislature of the province of Quebec to obtain the passing of an act erecting the said territory into a town municipality, to wit:

The whole of the territory comprised within the following limits:

Bounded on the north east by the parish of Saint Maurice and the Nos. 567, 542, 424, 134, 143, 149, 157, 163, 164, 166, 167 and 168 of the parish of Cap de la Magdeleine;

Bounded on the south by the River Saint Lawrence and the Saint Maurice river;

Bounded on the west by the parish of Saint Maurice;

And so as to have enacted by the said Act that the inhabitants of the said territory shall be governed by the Cities and Towns' Act.

ARTHUR BELIVEAU,

Attorney for Petitioner.

Three Rivers, 10th December, 1914. 6338

The administrators of Laval University, of Montreal, the head office whereof is at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof to amend the amendment added to its charter the Act 55-56 Victoria, chapter 64, by the Statute 3 George V, chapter 97, so as to grant them the authorization to borrow monies, convey and transfer their property and revenues for the reimbursement of any loan, and for other purposes.

J. L. DESJARDINS, Priest,

Secretary of Laval University of Montreal.
Montreal, 9th December, 1914. 6400

Avis est par le présent donné que l'Armée du Salut s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi autorisant ses ministres ou officiers dans la province de Québec, à officier aux mariages, baptêmes et sépultures et tenir des registres de l'état civil.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Solliciteurs des demandeurs.
Montréal, 9 décembre 1914. 6329-3

Avis public est par les présentes donné que la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, (communément appelée Sœurs Grises) s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée aux fins de mieux définir ses droits et pouvoirs et lui en accorder de nouveaux, particulièrement en ce qui concerne le caractère corporatif de la dite Communauté, ses fins, sa régie interne et sa capacité légale de contracter, d'acquérir des meubles et immeubles, les aliéner, hypothéquer et engager généralement, emprunter, émettre des obligations garanties par hypothèque et par gage et nantissement s'il y a lieu; et aux fins d'ériger en paroisse civile le territoire suivant, étant la paroisse canonique de Notre-Dame de Liesse, savoir:

Commençant à un point situé au milieu du chemin de la Côte de Liesse, vis-à-vis la ligne de division entre les lots Nos 478 et 481 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent; puis, traversant le dit chemin, dans une direction Nord-Ouest, et suivant la ligne de division entre les dits lots Nos 478 et 481, jusqu'à vis-à-vis la ligne de division Sud-Est du lot No 479; puis tournant vers le Sud-Ouest, en suivant les lignes Sud-Est des lots Nos 479, 480, 483 et 484 jusqu'au lot No 485; puis de là, tournant vers le Nord-Ouest, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 484 et 485, jusqu'à la ligne Sud-Est du lot No 486; puis dans une direction Sud-Ouest, en suivant la ligne Sud-Est des lots Nos 486 et 487, jusqu'au lot No 488; puis de là, tournant vers le Nord Ouest en suivant la ligne de division entre les lots Nos 487 et 488, et prolongeant jusqu'au milieu de chemin de fer de la Côte Vertu; puis de là dans une direction Sud-Ouest, en suivant le milieu du chemin de la Côte Vertu, jusque vis-à-vis la ligne Nord-Est du lot No 489; puis de là dans une direction Sud-Est, traversant le dit chemin et suivant la ligne de division entre les lots Nos 488 et 489, jusqu'à l'encoignure Sud du dit lot No 488; puis de là, tournant vers le Nord Est, en suivant le ligne de division entre les dits lots Nos 488 et 489, jusqu'à l'encoignure Ouest du lot No 485 avec les dits lots Nos 488 et 489; puis tournant vers le Sud-Est, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 485 et 489 et traversant le chemin public, et continuant dans la ligne de division entre les lots Nos 572 et 573, jusqu'à la limite Nord-Ouest des lots du cadastre de la paroisse de Montréal; puis de là, tournant vers le Nord-Est, en suivant la ligne de division entre la paroisse de Saint-Laurent et la paroisse de Montréal, jusqu'à l'encoignure Ouest du lot No 79 du cadastre de la paroisse de Montréal, puis tournant vers le Sud-Est, en longeant la ligne de division entre les lots Nos 79 et 83, jusqu'à la ligne Sud-Est du dit lot No 79; puis de là vers le Nord-Est, en suivant les lignes Sud-Est des lots Nos 79 et 78, jusqu'à la ligne Sud-Ouest du lot No 77; puis tournant vers le Nord-Ouest, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 77 et 78, jusqu'aux limites Sud-Est de la paroisse de Saint-Laurent; puis de là, tournant vers le Sud-Ouest, en longeant la ligne de

Notice is hereby given that the Salvation Army, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize its ministers and officers, in the province of Quebec, to perform acts of marriage, baptism and burial, and to keep registers of civil status.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Sollicitors for Applicants.
Montreal, 9th December, 1914. 6330

Public notice is hereby given that the "Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal", commonly called Grey Nuns, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act more clearly defining its rights and powers and granting it additional rights and powers, especially respecting the corporate character of the said Communauté, its purposes, internal management and legal capacity of contracting, to acquire moveables and immoveables, alienate, hypothecate and generally pledge the same, borrow, issue bonds guaranteed by hypothecs, liens and charges if necessary; and for the erection into a civil parish of the following territory being the canonical parish of Notre Dame de Liesse, to wit:

Starting from a point situate in the center of Cote de Liesse road, opposite the division line between lots Nos. 478 and 481 of the cadastre of the parish of Saint Laurent; thence across the said road, in a Northwesterly direction, following the division line between the said lots Nos. 478 and 481 to a point opposite the south east division line of lot No. 479; thence towards the South West, following the South East division lines of lots Nos. 479, 480, 483, and 484 to the lot No. 485; thence towards the North West, following the division line between the lots Nos. 484 and 485, to the South East line of lot No. 486; thence, in a Southwesterly direction, following the South East line of lots Nos. 486 and 487 to the lot No. 488; thence, towards the North West following the division line between lots Nos. 487 and 488 and extending to the center of Cote Vertu road; thence in a Southwesterly direction, following the center of Cote Vertu road, to a point opposite the North East line of lot No. 489; thence, in a Southeasterly direction, across the said road and following the division line between lots Nos. 488 and 489, to the south corner of said lot No. 488; thence, towards the North East, following the division line between the said lots Nos. 488 and 489 to the West corner of lot No. 485 and lots Nos. 485 and 489, across the public road, and continuing in the division line between lots Nos. 572 and 573, to the North West limit of the cadastral lots of the parish of Montreal; thence, towards the North East, following the division line between the parish of Saint Laurent and the parish of Montreal, to the west corner of lot No. 79 of the cadastre of the parish of Montreal, thence, towards the South East, along the division line between lots Nos. 79 and 83, to the South East line of said lot No. 79; thence, towards the North East, following the South East lines of lots Nos. 79 and 78, to the South West line of lot No. 77; thence, towards the North West, following the division line between lots Nos. 77 and 78 to the South East limits of the parish of Saint Laurent; thence, towards the South West, along the division line between the parish of Saint Laurent and the parish of Montreal, to the North East line of lot No. 575 of the parish of Saint Laurent; thence, towards the North

division entre la paroisse de Saint-Laurent et la paroisse de Montréal, jusqu'à la ligne Nord-Est du lot No 575 de la paroisse de Saint-Laurent; puis de là, tournant vers le Nord-Ouest, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 575 et 576, et continuant à travers le chemin de la Côte de Liesse, jusqu'au milieu du dit chemin; puis de là, tournant vers le Nord-Est, en suivant le centre du Chemin de la Côte de Liesse, jusqu'à vis-à-vis la ligne de division entre les lots Nos 478 et 481 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, étant le point de commencement.

La dite propriété comprenant les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent sous les Nos 481, 482, 485, 488 et parties des lots Nos 573, 574 et 575; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous les Nos 78 et 79; le tout comprenant le terrain dans les dites limites occupé par le Chemin de Fer Jacques-Cartier Union et par le chemin public connu sous le nom de Côte de Liesse et contenant une superficie d'environ cinq cent soixante-quinze arpents et deux dixièmes (575-2).

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs de la Communauté
des Sœurs Grises.

Montréal, 9 décembre, 1914. 6325-3

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales, la partie ci-après décrite du territoire formant actuellement la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, savoir:

Cette partie du territoire de la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, bornée comme suit:

"Au nord, par le fleuve Saint-Laurent; à l'est, par les lots numéros (76) soixante-seize et (77) soixante-dix-sept, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; au sud, par la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang de la paroisse des Trois-Pistoles; à l'ouest, par les lots numéros (258) deux cent cinquante-huit, (259) deux cent cinquante-neuf, (260) deux cent soixante, (261) deux cent soixante-un, (262) deux cent soixante-deux, (263) deux cent soixante-trois (264) deux cent soixante-quatre, inclusivement, du cadastre officiel de la dite paroisse des Trois-Pistoles".

Avis est aussi donné que la demande des requérants comporte l'incorporation du dit territoire en ville, à toutes fins que de droit, sous le nom de Ville des Trois-Pistoles, sous l'opération de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de la première élection du maire et des échevins, pour la dite ville.

Les requérants demanderont de fixer à un maximum de \$150.00 par arpent, pour dix ans, l'évaluation des terrains en culture du territoire constitué en ville.

Les requérants demanderont aussi la division de la municipalité en six quartiers, représentés chacun par un échevin.

Les requérants demanderont aussi que le Conseil de ville de la dite ville soit contraint de construire, dans l'année qui suivra la première élection municipale, un système d'aqueduc et d'égoût, au moyen d'un emprunt fait à cette fin, sans encourir les formalités d'un règlement soumis à l'approbation des électeurs municipaux.

West, following the division between lots Nos. 575 and 576, and continuing across the Cote de Liesse road, to the center of said road; thence, towards the North East, following the center of Cote de Liesse road, to a point opposite the division line between lots Nos. 478 and 481 of the cadastre of the parish of Saint Laurent, being the starting point.

The said property comprising the lots known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent under the Nos. 481, 482, 485, 488 and parts of lots Nos. 573, 574 and 575; and the lots known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under the Nos. 78 and 79, the whole comprising all the land within the limits occupied by the Jacques Cartier Union Railway and by the public road known under the name of Cote de Liesse, and containing five hundred and seventy five acres and two tenths (572-2).

KAVANAGH, LAJOIE, & LACOSTE,
Attorneys for the Communauté
des Sœurs Grises.

Montreal, 9th December, 1912. 6326

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to obtain an Act erecting into a Town Corporation, for all municipal purposes, the hereafter described part of the territory presently forming part of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois-Pistoles, to wit:

That part of the territory of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois Pistoles, bounded as follows:

On the north by the river Saint Lawrence; on the east by the lots numbers (76) seventy six and (77) seventy seven, inclusively, of the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, county of Temiscouata; on the west, by the lots numbers (258) two hundred and fifty eight, (259) two hundred and fifty nine, (260) two hundred and sixty, (261) two hundred and sixty one, (262) two hundred and sixty two, (263) two hundred and sixty three, (264) two hundred and sixty four, inclusively, of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles.

Notice is also given that the application of the petitioners is for the incorporation of the said territory into a town, for all lawful purposes, under the name of Town of Trois Pistoles, to be governed by the Cities and Towns' Act, with several special restrictions or provisions respecting the time and manner of the first election for the Mayor and aldermen of the said town;

The petitioners will ask to fix at a minimum of \$150.00 per arpent, for ten years, the valuation of the lands under cultivation included in the territory constituted into a town;

The petitioners will also ask for the division of the municipality into six wards, each ward to be represented by one alderman;

The petitioners will further ask that the Town Council of the said town be compelled to build, within the year following the first municipal election, a system of waterworks and sewers, by means of a loan made for such purpose, without having to submit the by-law respecting the above to the approval of the municipal electors;

Les requérants demanderont aussi l'autorisation requise pour amender, abroger ou annuler de quelque manière que ce soit, les règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation ou de perception quelconques, résolutions, ordonnances, listes, plans, et tous les actes ou documents municipaux quelconques qui pourront être en vigueur dans le territoire érigé en ville, lors de la sanction de la loi dont les requérants demandent l'adoption.

Les requérants demanderont enfin l'autorisation de faire payer par la dite ville les frais, honoraires et déboursés quelconques, encourus pour les fins de la présente constitution en corporation par les dits requérants et par les intéressés dans chaque partie du territoire ainsi constitué en ville.

J. H. ROUSSEAU, N. P.

Procureur des requérants.

Trois-Pistoles, 9 décembre 1914. 6499-2

AVIS

Avis est par le présent donné au nom de la compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, demande sera faite pour obtenir une loi aux fins d'amender sa charte la constituant en corporation et de pourvoir à une extension de temps pendant laquelle le chemin de fer autorisée par la dite charte sera commencé et achevé et aux fins de révoquer la section 2 de la dite charte et d'y substituer ce qui suit:

La compagnie pourra bâtir et exploiter au moyen de la vapeur ou de l'électricité ou les deux à la fois, une ligne de chemin de fer suivant la ligne la plus avantageuse partant d'un point situé à ou près d'Hébertville Station ou Saint-Gédéon, ou d'un point intermédiaire entre Hébertville Station et Saint-Gédéon, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, de là, vers le nord-ouest à travers les cantons Labarre et Signai jusqu'à Saint-Joseph d'Alma et de là, à travers la Petite Décharge et vers le nord-ouest à travers l'île d'Alma jusqu'à un point situé sur le Lac Saint-Jean entre la Grande Décharge et la Petite Décharge, une distance d'environ 20 milles aussi d'un point situé à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, sus-dite, de là vers l'est à travers les cantons Signai, Labarre, Kenogami et Jonquières jusqu'à Jonquières sur la dite ligne de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean pour se joindre à la dite ligne de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, une distance d'environ 30 milles et de là, à travers les cantons Jonquières et Chicoutimi jusqu'à un point sur la rivière Saguenay dans le dit canton Chicoutimi, ou à travers les dits cantons Jonquières, Chicoutimi, Bagot et Otis, avec pouvoir de construire des embranchements ou prolongements à divers endroits le long de la ligne et de se joindre à tous chemins de fer actuellement construits ou qui peuvent être construits à l'avenir.

N. A. BELCOURT,

Procureur des requérants.

6261-3

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de la Ville du Sault-au-Récollet s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte, telle que refondue par la loi 4, Georges V, chapitre 95, en restreignant, abrogeant, modifiant et amendant, quant à elle, certaines dispositions de la loi des cités et villes; ratifier, valider et confirmer certains contrats et marchés et certains plans préparés par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre; conférer le droit de vote aux compagnies incorporées, propriétaires d'immeubles dans les limites de son

The petitioners will also ask for the authorization required to amend, repeal or revoke, in any manner whatever, the by-laws, procès-verbaux, valuation or collection rolls whatever, resolutions, ordinances, lists, plans, and all municipal acts or documents whatever which may be in force in the territory erected into a town, at the time of the sanction of the act applied for by the petitioners.

The petitioners will finally ask for the authorization to make the said town pay the costs, fees and disbursements incurred for the present incorporation by the said petitioners and by the interested parties in every part of the territory thus constituted into a town.

J. H. ROUSSEAU, N. P.

Attorney for the petitioners.

Trois Pistoles, 9th December, 1914. 6500

NOTICE

On behalf of Alma & Jonquières Railway Company notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec an application will be made for the passing of an act for the purpose of amending the Act to incorporate the Alma & Jonquières Railway Company and to provide for an extension of the time within which the railway thereby authorized shall be begun and finished and for the purpose of repealing section 2 thereof and substituting the following for the said section 2:

"The company may build and operate by steam or electricity or by both at the same time a railway following the most advantageous line from a point at or near Hébertville Station or Saint-Gédéon, or at some intervening point between Hébertville Station and Saint-Gédéon, on the line of the Quebec & Lake Saint John Railway; thence in a northwesterly direction through the townships of Labarre and Signai to Saint-Joseph d'Alma and thence across the Little Discharge and in a northwesterly direction through the Ile d'Alma to a point on Lake Saint John between the Grand Discharge and the Little Discharge, a distance of about 20 miles; also from a point at or near the parish of Saint-Joseph d'Alma aforesaid, thence in an easterly direction through the townships of Signai, Labarre, Kenogami and Jonquières on the said, Quebec & Lake Saint John Railway to connect with the Quebec & Lake Saint John Railway aforesaid, a distance of about 30 miles, and thence through the township of Jonquières and Chicoutimi to a point on the Saguenay River in the said township of Chicoutimi, or through the said townships of Jonquières, Chicoutimi, Bagot and Otis to a point of the said Saguenay River in the said county of Otis, with power to build branches or extensions at various places along the line and to connect with all railways already built or which may hereafter be built."

N. A. BELBOUT,

Attorney for Petitioners.

6262

Notice public is hereby given that "La Corporation de la Ville du Sault-au-Récollet" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act for the following purposes:

To amend its charter, as revised by 4, Georges V, chapter 95, restriction, abrogating, modifying and amending, in regard to said Corporation, certain provisions of the "Cities and Towns Act"; to ratify, validate and confirm certain contracts and agreements and certain plans prepared by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor; to confer the right to vote to incorporated companies, owning real-

territoire; obtenir certains pouvoirs spéciaux et additionnels pour annexer certains terrains portant les numéros 115 à 123 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; aussi pour continuer la construction de ses trottoirs, de ses pavages et de son système d'aqueduc et pour poursuivre ses travaux d'égouts et de canalisation, y compris la canalisation de certains cours d'eau naturels; aussi pour créer, ouvrir et élargir des parcs, places, rues et chemins publics et acquérir de gré à gré, ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à cette fin; pour acquérir de la même manière une certaine lisière de terrain, étant partie du lot numéro 227 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; pour emprunter toutes sommes de deniers nécessaires à tous et chacun des objets susdits ainsi qu'à l'exécution de certains autres travaux publics et à l'acquittement de la dette flottante et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Procureur de la pétitionnaire
Montréal, 4 décembre 1914. 6247-3

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

Avis public est par les présentes donné que le soussigné demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet de valider sa cléricature en en faisant remonter la date à celle de son brevet.

JOSEPH ST-PIERRE, E.E.L.,
Saint-Paul d'Abbotsford, 6211-3

Avis est par le présent donné que la Ville Lasalle s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour faire amender sa charte la loi 2 Geo. V., ch. 75, aux fins:

De changer les limites et le nombre des quartiers de la municipalité; faire continuer en fonctions les membres du conseil en office lors de ce changement; réduire le nombre d'électeurs requis pour mettre un échevin en nomination; obtenir le pouvoir de faire ses expropriations sous l'autorité de la loi des chemins de fer de Québec; de préparer de nouveaux rôles de taxes pour remplacer ceux annullables ou annulés pour cause d'irrégularités et rendre ces dispositions applicables aux rôles déjà faits; de construire son aqueduc et ses égouts aux frais de la ville et d'en répartir le coût, en tout ou en partie, sur le territoire desservi au moyen de taxes spéciales proportionnées au front des immeubles ou autrement et de répartir de nouveau, conformément à ces nouvelles dispositions, le coût de ces travaux déjà exécutés; répartir en tout ou en partie le coût d'acquisition des immeubles nécessaires à l'ouverture des Avenues et Rue Newman, Lafleur et Dollard dont la construction est ordonnée par le règlement No 16 passé par le conseil de la ville le 27 mai 1914 sur les propriétaires d'immeubles situés en bordure de ces rues; et exempter de cette répartition les propriétaires qui ont déjà cédé ou céderont gratuitement à la ville le terrain requis d'eux; réglementer la subdivision des terrains dans la ville; mieux définir la limitation d'évaluation des terrains en culture et non défrichés; réglementer le placement et l'administration de son fonds d'amortissement; accorder aux compagnies incorporées le droit de vote aux élections municipales et pour obtenir d'autres pouvoirs pour le bon gouvernement de la ville.

A. S. PELLETIER,
Procureur de la ville Lasalle.
Lasalle, 4 décembre 1914. 6427-2

estates, within its territory; to obtain certain special and additional powers relating to the annexation of certain lots bearing numbers 115 to 123 inclusively of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; relating also to the continuation of the construction of its side-walks, pavements and aqueduct, of its sewers and other works of canalization, including the canalization of certain natural water courses; relating also to the creation, opening and widening of certain public places, parks, streets and roads and to the acquisition, by natural consent or by expropriation of the land required for said purposes, also to the acquisition, in the same manner, of a strip of land being part of lot number 227 of the official plan and book of reference of said parish of Sault-au-Récollet, and to borrow all sums necessary for all and every of the above objects for the execution of certain other public works and for the consolidation of the floating debt and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner,
Montreal, 4th December, 1914. 6248

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe.

Public notice is hereby given that undersigned will, at the first session of the Legislature of Quebec, apply for the adoption of a law in order to have his clerkhood validated by giving it the date of his indenture.

JOSEPH ST-PIERRE, Student in Law,
Saint Paul d'Abbotsford. 6212

Notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter, the act 2 Geo. V., ch. 73, for the purposes of:

Changing the limits and numbers of the wards of the municipality; extending the term of office of the members of the council at the time of such change; reducing the number of electors required for the nomination of alderman; obtaining the power to make expropriations under the Quebec Railway Act; preparing new assessment rolls to replace those voidable or annulled for irregularities or illegalities, and to render such provisions applicable to the rolls already made; constructing its waterworks and sewers at the expense of the town and to apportion the whole or part of the cost thereof, upon the territory served, by means of special taxes proportionate to the frontage of immovables or otherwise and to assess anew, pursuant to such provisions, the cost of works already executed; assessing anew in whole or in part, the cost of the acquisition of the lands necessary for the opening of the Avenues and streets, called Newman, Lafleur and Dollard, the construction whereof is enacted by by-law No. 16, passed by the council of the town on the 27th May, 1914, upon the property owners fronting upon such streets; and to exempt from such assessment the property owners who have ceded or will cede gratuitously to the town the lands required from them; Regulating the subdivision of lands in the town; Better defining the limitation of valuation of cultivated and uncleared lands; regulating the investment and management of its sinking fund; granting to incorporated companies the right to vote on municipal elections and obtaining additional powers for the proper government of the town.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the town of Lasalle.
Lasalle, 4th December, 1914. 6428

CITE DE QUEBEC

HOTEL-DE-VILLE

Québec, 15 décembre 1914.

AVIS PUBLIC

Amendements à la loi constituant en corporation
la cité de Québec

Attendu que la cité de Québec a représenté par sa pétition qu'il est nécessaire d'amender la loi la constituant en corporation, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande; à ses causes. Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La cité de Québec est par la présent loi, autorisée à emprunter une somme n'excédant pas (huit cent mille) piastres, dont trois cent cinquante mille pour payer le coût de la reconstruction de la Terrasse Dufferin, élargissement des rues et autres travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité, cent soixante-quinze mille piastres pour pourvoir à la reconstruction du pont "Bickell", et au parachèvement de la construction du pont Dorchester,—cinquante mille piastres pour pourvoir au parachèvement de l'hôpital civique,—cent cinquante mille piastres pour remplir les obligations de l'annexion de Montcalmville,—vingt mille piastres pour souscription aux Fonds Patriotique canadien et cent mille piastres pour pourvoir à l'élargissement de la côte d'Abraham.

2. Pour effectuer le dit emprunt, la cité est autorisée à émettre des obligations ou des certificats de stock enregistré au fur et à mesure qu'elle le jugera nécessaire pour les objets ci-dessus mentionnés, lesquelles obligations ou certificats de stock enregistré seront pour telle somme que la cité trouvera convenable, et seront payables dans un espace de temps n'excédant pas cinquante ans de leur date, avec intérêt n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, non comprise les frais de l'emprunt et leurs escomptes.

3. L'article vingt de la loi vingt-neuf 29 Vict., paragraphe 6, chapitre 57, est remplacé par le suivant:

"20. Le conseil peut, pour prévenir l'infraction à ces règlements ou à quelques-uns de ces règlements, imposer des amendes fixes ou variables et l'emprisonnement à défaut de paiement, et laisser à la cour à déterminer le montant de l'amende et la longueur de l'emprisonnement; l'amende ne devra pas excéder, dans aucun cas, (cent) piastres, et elle sera poursuivie et recouvrée en la manière et forme prescrites par la loi qui régit la Cour du Recorder de la cité, et l'emprisonnement ne devra pas être pour une période de plus de (trois) mois de calendrier, à moins que la loi ne fixe un autre montant ou une autre période.

4. La loi 29 Vict., ch. 57, art. 29 est amendée en ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe 14:

14a. Pour imposer une amende n'excédant pas deux cents piastres ou six mois de prison à défaut de paiement de l'amende et des frais, ou six mois de prison sans option d'amende, à la discrétion du recorder dans le cas de condamnation de toute personne trouvée coupable d'avoir tenté de donner ou d'avoir donné une fausse alarme pour le feu.

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

Québec, 15th December, 1914.

PUBLIC NOTICE

Amendments to the charter of the city of Quebec.

Whereas the City of Quebec has, by its petition, represented that it is necessary to amend its charter, and it is expedient to grant its prayer: Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The city of Quebec is hereby authorized to borrow an amount not exceeding eight hundred thousand dollars, of which amount: Three hundred and fifty thousand dollars to pay the cost of rebuilding the Dufferin Terrace, the widening of streets and other permanent works in the streets and public places of the city, one hundred and seventy five thousand dollars to provide for the rebuilding of "Bickell's" bridge and to complete the construction of Dorchester bridge,—fifty thousand dollars, to complete the construction of the Civic Hospital,—one hundred and fifty thousand dollars to fulfill the conditions of annexation of Montcalmville,—twenty thousand dollars for the subscription to the Canadian Patriotic Fund, and one hundred thousand dollars to provide for the widening of Côte d'Abraham Hill.

2. For the effecting of such loan, the City is authorized to issue bonds or registered stock as it may deem necessary for the aforesaid purposes, which bonds or registered stock shall be for such amount as the City may deem expedient, and shall be payable within a period not exceeding fifty years from their date, with interest not exceeding four and half per cent per annum, not including the cost of floating the loan and the discount;

3. Article twenty of Act 29 Victoria, chapter 57, paragraph 6, is replaced by the following:

20. The Council may, to prevent infraction to such by-laws or to any of its by-laws, impose fixed or variable fines and imprisonment in default of payment, and leave to the court the fixing of the fine and the length of time of imprisonment; the fine not to exceed in any case one hundred dollars, shall be sued for and recovered in the manner and form prescribed by the law, which regulates the Recorder's Court of this city, and the imprisonment not to be for a period of more than three calendar months, unless the law fixes another amount and another period.

4. The Act 29 Victoria, chapter 57, article 29, is amended by adding the following paragraph after paragraph 14:

14a. To impose a fine not exceeding two hundred dollars or six months in jail, in default of the payment of the fine and costs, or six months in jail without option of fine at the discretion of the Recorder, in the case of the condemnation of a person found guilty of having attempted to give or having given a false fire alarm.

28 DEC 1914

5. L'article 21 de la loi 1 Geo. V, ch. 47, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

Ces ponts et leurs approches font partie des rues et des chemins de la cité à toutes fins quelconques et sont soumis à ses lois et règlements.

6. La loi 29 Vict., ch. 57, art. 38, paragraphe 5, tel qu'amendé par 51 et 52 Vict., ch. 78, art. 1, est amendée en y ajoutant le paragraphe suivant: Sur permission du comité de police et des règlements tout contribuable pourra poursuivre en son nom à la Cour du Recorder.

7. L'article 44 de la loi 7 Ed. VII, ch. 62, est remplacé par le suivant:

44. Si le propriétaire d'un terrain tenu de faire un trottoir dans une des rues de la cité, offre à cette dernière de faire le dit trottoir en pierre ou blocs d'asphalte, en asphalte ou en ciment le tout sur une fondation en béton d'au moins quatre pouces d'épaisseur, dans ce cas, si l'ingénieur de la cité a autorisé et accepté telle confection la cité remboursera au dit propriétaire le (quart) du coût ou de la valeur de ces travaux. (Ce remboursement sera fait une fois pour toujours, et ce, sur le compte du propriétaire appuyé d'un affidavit.)

8. Les articles 8 à 14 inclusivement de la loi Geo. V., ch. 47, art. 8 sont abrogés.

9. La section 18 de la loi 2 Geo. V., ch. 55, est remplacée par la suivante:

"18. Lorsque la cité fait un pavage permanent dans une rue ou partie de rue elle peut en même temps y faire un trottoir uniforme en matériaux considérés permanents et se faire rembourser les (trois quarts) du coût de ce trottoir par les propriétaires des bâtisses ou terrains le long desquels le dit trottoir a été ainsi fait. La somme recouvrable pour cet objet est une créance privilégiée comme les cotisations et les taxes dues à la cité, et peut être recouvrée du débiteur devant la Cour du Recorder de la cité.

10. La section 6 de la loi 2 Geo. V., ch. 55, est remplacée par la suivante:

La Cité est autorisée à faire de temps en temps un, ou des emprunts spéciaux, pour des sommes n'excédant pas deux millions, cinq cent mille piastres qui forment un fond de roulement destiné à pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire ou du produit de la vente des débentures que la cité aura été autorisée par la Législature à émettre pour payer le coût des travaux permanents ou autres objets.

Le produit de tel ou tels emprunts doit être consacré uniquement et exclusivement aux fins ci-dessus mentionnées, et ces emprunts seront remboursés à même le revenu ordinaire, ou à même les autres sommes à la disposition de la cité, selon le cas.

Le ou les emprunts prévus par cet article doivent être faits au moyen de bons du trésor (Treasury Bills) signés par le Maire et le Trésorier de la cité.

11. L'octroi de toute licence pour la vente du lait et de la crème dans les limites de la ville, sera laissé à la discrétion du bureau d'hygiène de la cité.

Il sera de plus permis aux officiers du dit bureau d'hygiène de faire, même en dehors de la ville, l'inspection du lait destiné à être vendu dans la cité.

12. L'article 8 de la loi 1 Ed. VII, ch. 42 est remplacé par le suivant:

Il est défendu à qui que ce soit de se servir de canots, chaloupes ou autres embarcations pour naviguer sur la rivière Saint-Charles, en amont de l'écluse de l'aqueduc de la cité qui se trouve dans la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-

5. Article 21 of the Act 1 Geo. V, chapter 47, is amended by adding thereto the following paragraph: "These bridges and their approaches form part of the streets and the roads of the city for all purposes whatsoever, and are subject to its laws and by-laws.

6. The Act 29 Victoria, chapter 57, article 38, paragraph 5, as amended by 51 and 52 Victoria, chapter 78, article 1, is further amended by adding thereto the following paragraph: Upon permission granted by the Police and By-Law Committee, every taxpayer may, in his own name, sue before the Recorder's Court.

7.—Articles 44 of the Act 7 Edward VII, chapter 62 is replaced by the following:

44. If the proprietor of a lot bound to build a sidewalk in one of the streets of the city offers to the city to build the said sidewalk in stone or asphalt blocks, or asphalt or cement, upon a concrete foundation of at least four inches in thickness, in such cases, if the city engineer has authorized and accepted such construction, the city shall reimburse to the said owner, (one-fourth) of the cost or of the value of these works. (Said reimbursement to be done only once, and such payment shall not be made unless based upon an affidavit of the proprietor.)

8. Articles 8 to 13 inclusive of the Act George V, chapter 47, article 8, are repealed.

9. Section 18 of the Act 2 George V, chapter 55, is replaced by the following:

18. When the city builds a permanent paving in the street, it may in the same time build a uniform sidewalk in material considered to be permanent and recover reimbursement of (three-fourths) of the cost of the said sidewalk from the proprietors of buildings or grounds along which the said sidewalk has been built. The sum to be recovered for that purpose is a privileged claim similar to assessments and taxes due to the city, and may be recovered from the debtor before the Recorder's Court of the city.

10. Section 6 of the Act 2 Geo. V, chapter 55, is replaced by the following:

The city is authorized to make, from time to time, one or more special loans for sums not exceeding two million five hundred thousand dollars to form a fund, (fonds de roulement) to provide for current expenses in anticipation of the ordinary revenue or of the proceeds of the sale of debentures which the city shall have been authorized by the Legislature to issue to pay the cost of permanent works or other objects. The proceeds of said loan or loans must be applied solely and exclusively for the purposes above mentioned and said loans shall be reimbursed out of the ordinary revenue or out of the other sums at the disposal of the city, as the case may be. Said loan or loans provided in said article must be made by means of Treasury bills signed by the Mayor and the City Treasurer.

11. The granting of any license for the sale of milk and cream within the City limits, shall be left in the hands of the Board of Health of the City. The officers of the said Board of Health are hereby empowered to make even outside the City limits the inspection of milk destined to be sold in the City.

12. Article 8 of the Act 1 Edward VII, chapter 42, is replaced by the following:

It is forbidden to all to use canoes, boats or other embarkations to navigate on the Saint Charles River above the dam of the water-works of the said city, which lies in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette: and all persons

Lorette; et toute personne enfreignant cette disposition sera passible d'une amende n'excédant pas cent piastres et à défaut de paiement de la dite amende et des frais, d'un emprisonnement pour un espace de temps n'excédant pas trois mois.

13. Il est défendu d'ériger sur les bords de la rivière Saint-Charles en amont de la prise d'eau de l'aqueduc de la cité ou sur les bords du lac Saint-Charles toute construction qui ne sera pas à une distance telle que les égouts en provenant ne puissent atteindre les eaux de la dite rivière ou du dit lac Saint-Charles. Il sera aussi défendu d'établir des chemins d'hiver sur la glace du lac Saint-Charles et sur la rivière Saint-Charles en amont de la prise d'eau de l'aqueduc de la cité.

14. La section d de l'article 27 du chapitre 57 de la loi 29 Vict., est remplacée par la suivante:

"d. Aux fonds de réserve de pas moins de (deux et demi) pour cent pour faire face aux dépenses imprévues.

15. Le paragraphe 7 de l'article 2 ch. 46 de la loi 33 Vict., est remplacé par le suivant:

"Nulle personne ayant reçu aucun argent, billet ou promesse de récompense pour son vote ne pourra voter à l'élection d'un échevin.

16. Le quartier de Limoilou, pourra, par un règlement du conseil, être divisé en deux quartiers mais chacun de ces quartiers ne sera représenté que par un échevin dans le conseil.

17. Article 5 de la loi 1 Geo. V., ch. 47 est remplacé par le suivant:

"5. La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas (un million) de piastres, pour exercer les pouvoirs accordés en vertu de la loi 7, Ed. VII, ch. 62, sec. 35 et 36.

18. Tout propriétaire d'un terrain en déclivité sur lequel il y a des bâtisses ou non, et en face duquel la cité est obligée d'accumuler des terres jectisses pour la construction de la rue, sera tenue de contribuer par une moitié au coût de l'érection du mur de soutènement nécessaire pour retenir les dites terres.

19. Pour faire ratifier certains paiements faits pour couvrir des dépenses occasionnées par la présente guerre.

20. Pour donner droit de vote aux employés et officiers civiques.

21. Pour annexer à la cité de Québec une certaine partie d'un No de cadastre de la paroisse de Sainte-Foye pour rectifier les limites de la cité de ce côté et pour d'autres fins.

(Signé)

NAP. DROUIN.

Maire de Québec.

H. J. J. B. Chouinard,
Greffier de la cité.

6515-2

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, par les commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont, dans le comté de Montreal-Westmount, pour obtenir la passation d'une loi pour leur permettre de vendre de gré à gré les terrains qu'ils possèdent sur la rue Bloomfield, dans la ville d'Outremont, et les bâtisses sus érigées; de compléter l'école Lajoie et d'emprunter les sommes nécessaires à cette fin pour payer certaines autres dettes de la dite corporation, et pour autres fins.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Sainte-Madeleine d'Outremont dans le comté de Montréal-Westmount,

Par W. BRODEUR,

Secrétaire-trésorier.

Montréal, 16 décembre 1914.

6569-2

infringing the said provision shall be liable to a fine not exceeding one hundred dollars and in default of payment of the said fine and costs thereon to an imprisonment for a space of time not exceeding three months.

13. It is forbidden to construct on the borders of the River Saint Charles, above the water intake of the city water-works or on the borders of Lake Saint Charles, any building unless it be at such a distance that the sewage running therefrom shall not fall into the waters of the said river or of the said Lake Saint Charles. It is also forbidden to establish winter roads on the ice of Lake Saint Charles or on the River St-Charles above the intake of the water of the city water-works.

14. Section D of article 27 of chapter 57, of the Statute 29 Victoria, is replaced by the following:

"d. To the reserve funds of not less than (two and a half) per cent to meet unforeseen expenditure."

15. Paragraph 7 of article 2, chapter 46 of the Statute 43 Victoria, is replaced by the following:

No person having received any money, promissory note or promise of reward for his vote, shall be allowed to vote at the election of an Alderman.

16. Limoilou Ward may, by a by-law of the Council, be divided into two wards, but each of the two wards shall be represented only by one alderman in the Council.

17. Article 5 of the Act 1 George V, chapter 47, is replaced by the following:

5. The city is authorized to borrow a sum not exceeding (one million) of dollars to exercise the powers granted in virtue of the Act 1 Edward VII, chapter 62, sections 35 and 36.

18. All proprietors of land on an inclined plane upon which there may or may not be buildings, and in front of which the city is compelled to accumulate shot earth for the construction of a street shall be bound to contribute to one half the cost of the retaining wall necessary to retain the said shot earth.

19. To obtain ratification of certain payments to cover expenditure occasioned by the present war.

20. To grant the right to vote to civic officers and employees.

21. To annex to the city of Québec, a certain portion of a cadastral number of the parish of Saint Foye to rectify the city limits in that direction, and for other purposes.

(Signed)

NAP. DROUIN,

Mayor in Québec.

H. J. J. B. Chouinard,
City Clerk.

6516

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the school commissioners for the municipality of the parish of Sainte Madeleine d'Outremont, in the county of Montreal-Westmount, for an act, authorizing them to sell by private contracts the lots of land and buildings thereon erected, owned by them on Bloomfield street, in the town of Outremont to complete the construction of Lajoie school, and to borrow the necessary sum therefore and to pay certain other debts of the said corporation and for other purposes.

The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte Madeleine d'Outremont, in the county of Montreal, Westmount,

By W. BRODEUR,

Secretary-treasurer.

Montreal, 16th December, 1914.

6570

Avis est par les présentes donné, que M. François Taillon, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale aux fins de déclarer valide en toute sa tenue le testament de feu Narcisse Taillon, en son vivant de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, reçu devant M^{re} L. D. Théod. Vanasse et témoins, le 25 mai 1912, et notamment de déclarer valable le legs à lui fait par le dit testament.

FRANÇOIS TAILLON,
Père.
Saint Guillaume d'Upton, 15 décembre 1914.
6611-2

Avis est par le présent donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 66, et les diverses lois qui l'amendent, pour obtenir des pouvoirs additionnels et spécialement pour les fins suivantes:

Réduction du nombre des échevins et pourvoir à leur rémunération, autoriser la contribution au fonds patriotique, changer le nom des quartiers de la cité déterminer le mode d'approbation des règlements par les électeurs municipaux, amender la loi du désaveu des règlements, autoriser la cité à conclure des contrats avec les corporations des cantons d'Ascot, d'Orford et de Westbury pour la commutation des taxes municipales sur les propriétés de la cité situées dans les limites de ces cantons; ratifier les règlements municipaux, déterminer les procédures pour la tenue des sessions du conseil étendre la juridiction de la Cour du recorder, amender le pouvoir d'imposer des taxes municipales, expropriation pour fins municipales autorité de passer des règlements sur les sujets suivants: finances, administration, taxes, permis, licence, rôle d'évaluation et de perception, imposition des taxes, droit de taxer les charretiers propriétaires de véhicules-moteurs, autorisation d'employer le fonds de réserve pour les améliorations, ouvrages et améliorations publics, paix et bon ordre, santé et salubrité publiques, décense et bonnes mœurs, accorder réduction sur taxes et prix du gaz, lumière électrique, énergie électrique et eau fournis par la cité, et divers autres objets généralement.

J. A. LEBLANC,
Procureur de la Requérente.
Sherbrooke, 15 décembre 1914. 6565-2

Avis public est par le présent donné que, demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session par la "The Quebec & St. Maurice Industrial Company", pour une loi amendant la charte de la dite compagnie en changeant son nom en celui de "Brown Corporation et pour d'autres fins.

PENTLAND, STUART,
GRAVEL & THOMPSON,
Procureurs de la requérante.
Québec 17 décembre 1914. 6619-2

Avis est par le présent donné que la "The Provincial Light, Heat & Power Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session une loi amendant sa charte à propos de ses pouvoirs d'expropriation et de la manière de les exercer et d'autres affaires.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Procureurs de la requérante.
Avocats: Edifice "Dominion Express".
Montréal, 16 décembre 1914. 6607-2

Notice is hereby given by Mr. François Taillon, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, that he shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law declaring valid in its whole content, the last will of Mr. Narcisse Taillon in his lifetime of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, executed before L. D. Théod. Vanasse and witnesses on the 25th May, 1912, and especially declaring valid the legacy made in favor of the said Mr. François Taillon by the said last will.

FRANÇOIS TAILLON,
Père.
Saint Guillaume d'Upton, 15th December, 1914.
6612

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 66, and amendments thereto, to obtain additional powers and especially for the following purposes:

To reduce the number of aldermen and provide for their remuneration, authorize the contribution to the patriotic fund, to change the name of the wards of the city determine the mode of approval of the by-laws by the municipal electors, amend the law of disallowance of by-laws, authorize the city to make contracts with the corporations of the townships of Ascot, Orford and Westbury for the commutation of municipal taxes upon the properties of the city situated within the limits of said townships; to ratify the municipal by-laws, determine the proceedings for the holdings of the sessions of the council, extend the jurisdiction of the Recorder's Court, amend the power to impose municipal taxes, expropriation for municipal purposes, authority to pass by-laws on the following subjects: finance, administration taxes, permits, licenses, valuation and collection roll, imposition of taxes, right to tax carters, owners of motor vehicles, authorization to employ the reserve fund for improvements, works and public improvements, peace and good order, hygiene and public health, dicenseny and good morals, to grant a reduction of taxes and price on water supplied by the city and various other subjects generally.

J. A. LEBLANC,
Attorney for the petitioner.
Sherbrooke, 13th December, 1914. 6566

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof by the Quebec & St. Maurice Industrial Company", for an act amending the act of incorporation of the said company by changing its name to that of "Brown Corporation" and for other purposes.

PENTLAND, STUART,
GRAVEL & THOMPSON,
Attorneys for applicant.
Quebec, 17th December, 1914. 6620

Notice is hereby given that The Provincial Light, Heat & Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act amending its charter in reference to its powers of expropriation and the manner of exercising the same, and other matters.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Solicitors for applicant.
Advocates: Dominion Express Bldg.
Montreal, 16th December, 1914. 6608

Avis est par le présent donné que, les syndics de la "The American Presbyterian Society of Montreal", demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, une loi amendement sa charte la loi (27-28 Vic. Chap. 163) et amendements comme suit, à savoir:

Changer la méthode d'acheter, de vendre, d'hypothéquer des immeubles, l'élection, la modification et l'augmentation du nombre des syndics d'abroger la disposition requérant l'enregistrement des transport dans le bureau du protonotaire.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs pour les pétitionnaires.
Montréal, 16 décembre 1914. 6549-2

Avis est par le présent donné que "The Dorval Island Park Company, Limited" corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal et Samuel Carsley, courtier, Cecil Léonard Carsley, gentilhomme, Robert Mitchell Ballantyne, marchand, Peter William McLagan, marchand, Dr John McCombe, médecin, et Malcolm Drummond Barclay, arpenteur, tous propriétaires, habitants et contribuables dans la ville de Dorval, dans le district de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session de passer une loi séparant de la ville de Dorval la plus grande partie du lot No 1027, de la paroisse de Lachine, et connue sous le nom de "Dorval Island", étant une île située dans le fleuve Saint-Laurent et entièrement bornée par lui, et la constituant en une ville indépendante la dite ville devant être connue sous le nom de "Dorval Island".

Avec pouvoir d'emprunter un montant n'excédant pas \$50,000.

LESLIE H. BOYD,
Procureur pour les pétitionnaires.
Montréal, 15 décembre 1914. 6547-2

AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull, d'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, savoir le Statut 56 Victoria, chapitre 52 et ses amendements:

Pour changer le mode d'évaluation des propriétés dans la cité de Hull, pour réduire le nombre des évaluateurs, établir un évaluateur permanent avec greffier pour changer la division des quartiers; pour donner droit de voter aux co-propriétaires dans les élections municipales; pour payer un salaire au maire et aux échevins de la cité de Hull; pour imposer et forcer les contribuables à payer le coût d'améliorations locales et de canaux d'égout, spécialement sur l'avenue Laurier entre l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Bernard, et sur la rue Montcalm, entre le pont de la Crique Brewery et le chemin d'Aylmer; pour obtenir le pouvoir de soumettre des plébiscites au peuple sur certaines questions; relativement aux élections municipales et aux charges du maire et des échevins; relativement aux améliorations locales, procédure à suivre, etc.; relativement à la Cour du recorder, à l'observation de la loi, aux constables etc.; relativement aux certificats pour l'obtention des licences, signatures des licences; relativement aux services d'eau, au rôle de perception etc.; relativement aux actions en dommages contre la cité relativement à l'aqueduc et les accidents; relativement aux devoirs des auditeurs; à la signature des obligations de la cité etc.; relativement aux taxes d'affaires et aux taxes sur les compagnies d'assurance, etc.; relativement aux pouvoirs des

Notice is hereby given that the trustees of The American Presbyterian Society of Montreal will apply to the Legislature of Quebec at its forthcoming session for an act to amend its act of incorporation (27-28 Vic. Chap. 163) and amending acts in the following among other respects, to wit:

Alteration of the method of purchase, sale and hypothecation of real estate, election, qualification and increase of its number of trustees, repeal of provision requiring registration of conveyances in the prothonotary's office.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Solicitors for applicants.
Montreal, 16th December, 1914. 6550

Notice is hereby given that the Dorval Island Park Company, Limited, a body politic and corporate having its principal place of business at the city of Montreal, and Samuel Carsley, broker, Cecil Leonard Carsley, gentleman, Robert Mitchell Ballantyne, merchant, Peter William McLagan, merchant, Dr. John McCombe, doctor, and Malcolm Drummond Barclay, surveyor, all being proprietors, residents and ratepayers in the town of Dorval, in the district of Montreal, will apply to the Legislature at its next session for the passing of an act to separate from the town of Dorval the greater part of lot No. 1027, of the parish of Lachine, and known as "Dorval Island", being an island situated in the Saint Lawrence river, and entirely bounded by it, and form it into a separate town the said town to be known as "Dorval Island".

With power to borrow an amount not exceeding \$50,000.00.

LESLIE H. BOYD,
Attorney for Petitioners.
Montreal, 15th December, 1914. 6548

NOTICE

Notice is hereby given that the city of Hull, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter, statute 56 Victoria, chapter 52 and amendments thereto:

For changing the mode of valuation of property in the city of Hull, reducing the number of valuers, appointing a permanent valuator with clerk giving the division of wards; giving to co-proprietors the right to vote in municipal elections; paying a salary to the mayor and alderman of the city of Hull; imposing and forcing the rate payers to pay the cost of local improvements and sewers, especially in Laurier Avenue between Hotel-de-Ville Avenue and Saint Bernard street and on Montcalm Avenue between the bridge on Brewery Creek and Aylmer road; obtaining the power to submit certain questions to the people for approval by means of a referendum; respecting the municipal elections and the office of Mayor and Aldermen; respecting local improvements, proceedings to follow, etc.; respecting the recorder court, the observation of law, constables, etc.; respecting the certificates for the granting of licenses, signatures on licenses, respecting water services, collection roll, etc.; respecting actions for damages against the City concerning waterworks and accidents; respecting the duty of the auditors; the signature of the bonds of the city etc., respecting business taxes and taxes on insurance companies, etc.; respecting the powers of valuers; respecting the paving of streets and the buildings of sewers; respecting the restriction of expenses, the use of fines, notice

évaluateur s; relativement au pavage des rues et à la construction des égouts; relativement à la restriction des dépenses, à l'emploi des amendes aux avis de payer les redevances municipales, etc., prélèvement des taxes imposées par voie de licences, intérêt sur redevances municipales, pouvoirs des constables relativement à la collection des taxes.

J. WILFRID STE-MARIE,
Procureur de la cité de Hull.
Hull, 15 décembre 1914. 6609-2

to pay municipal dues, etc.; levying of taxes imposed by means of licenses, interest on municipal dues, powers of constable respecting the collection of taxes.

J. WILFRID STE-MARIE,
Attorney for the city of Hull.
Hull, 15th December, 1914. 6610

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette,
No. 7015.

Dame Marie-Anne Lapierre, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, épouse commune en biens de Oliva Racette, boucher, du même lieu,
Demanderesse;

vs

Le dit Oliva Racette, Défendeur;
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

J. A. GRENIER,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 9 décembre 1914. 6539-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2302.

Dame Agnes Brosseau, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lionel Lacroix, agent-manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué, contre son dit mari, une action en séparation de biens avec lui.

ANGERS, de LORIMIER & GODIN,
Procureurs de Dame A. Brosseau.
Montréal, 23 novembre 1914. 6007-4

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Sainte-Hyacinthe,
No 230.

Dame Léa Gagnon, épouse commune en biens de Edmond Bousquet, forgeron, de la paroisse de Laprésentation, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

FONTAINE & CHAGNON,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 6 novembre, 1914. 5911-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4544.

Avis est par les présentes, donné que le 14ème jour de décembre courant, Dame Annie Kaplan, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Levine, tailleur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari en séparation de biens.

R. C. DELORIMIER, C. R.,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 décembre 1914. 6567-2

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.
No. 7015.

Dame Marie-Anne Lapierre, of the parish of Saint-Alexis, district of Joliette, wife common as to property of Oliva Racette, of the same place, butcher, duly authorized to appear in justice,
Plaintiff;

vs.

The said Oliva Racette, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

J. A. GRENIER,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 9th December, 1914. 6540

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2302.

Dame Agnes Broseau, of the city of Westmount, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Lionel Lacroix, manufacturer-agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted, against her said husband, an action for separation as to property.

ANGERS, de LORIMIER & GODIN,
Attorneys for Dame A. Brosseau.
Montreal, 23rd November, 1914. 6008

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe,
No. 230.

Dame Lea Gagnon, wife common as to property of Edmond Bousquet, blacksmith, of the parish of Laprésentation, district of Saint-Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON,
Attorneys for Plaintiff
Saint-Hyacinthe, 6th November, 1914. 5912

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montréal.
No 4544.

Notice is hereby given that on the 14th day of December instant, Dame Annie Kaplan, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Levine, of the same place, tailor, duly authorized to ester en justice, has taken an action for separation as to property from her husband.

R. G. DELORIMIER, K. C.,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th December, 1914. 6568

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3134.

Dame Mary Crawford Cook, des cité et district de Montréal, épouse d'Alexandre Innes Mearns, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Alexander Innes Mearns, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de novembre 1914.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 18 novembre 1914. 5835-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4226.

Dame Rose Alba Bissonnette, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Azarie Provost, journalier du même lieu, dûment autorisée à ester en justice Demanderesse;

vs

Le dit Azarie Provost, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur ici ce 4 décembre 1914.

JOSEPH B. DEBOUCHERVILLE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 4 décembre 1914. 6253-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 4695.

Dame Minnie Brown, épouse commune en bien de J. Constantine Vasilonis, restaurateur, de la ville de Verdun, district de Montréal, Demanderesse;

vs

Le dit J. Constantine Vasilonis, Défendeur.

La demanderesse a intenté ce 7ième jour de décembre 1914, une action en séparation de biens contre son dit époux, devant cette Cour.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
6283-3 Avocats de la demanderesse.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 695.

Dame Annie Hershkovitz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Lax, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Moses Lax, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause, le 14 octobre 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 20 novembre, 1914. 5873-5

Cour Supérieure. Arthabaska. No 404. Delphine Hélie, épouse commune en biens de Gédéon Houle, forgeron, de Victoriaville, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 24 novembre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.
Arthabaska, 25 novembre 1914. 5987-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3134.

Dame Mary Crawford Cook, of the city and district of Montreal, wife of Alexander Innes Mearns, of the same place, contractor, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Alexander Innes Mearns, Defendant.

An action in separation as to property was entered in this cause on the 14th day of November instant.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 18th November, 1914. 5836

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4226.

Dame Rose Alba Bissonnette, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Azarie Provost, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice Plaintiff;

vs

The said Azarie Provost, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the Defendant herein, this 4th December, 1914.

JOSEPH B. DEBOUCHERVILLE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 4th December, 1914. 6254

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4695.

Dame Minnie Brown, wife of J. Constantine Vasilonis, restaurant keeper of the town of Verdun, in the district of Montreal, has this 7th day of december 1914, instituted before the Superior Court, of the district of Montreal an action in separation as to property against her said husband.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
6284 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 695.

Dame Annie Hershkovitz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Lax, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Moses Lax, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein on October, 14th, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 20th November, 1914. 5874

Superior Court. Arthabaska. No. 404. Delphine Hélie, wife common as to property of Gédéon Houle, blacksmith, of Victoriaville, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 24th November, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for Plaintiff.
Arthabaska, 25th November, 1914. 5988

DISTRICT DE BEDFORD.—DISTRICT OF BEDFORD.

Avis de demande pour admission à l'étude du droit.

Notice of application for admission to the study of law.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age Age	Résidence. Residence.	Où éduqué. Where educated.
Cloutier..... 6659-60	Clarence I.....	22	Montréal.....	Institute Feller.—M. G. H. de Kerméno, Montréal.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR
ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examens de janvier 1915.—Examinations, January, 1915.

Section d'Ottawa.—Section of Ottawa.

Nom Name.	Prénoms Surnames.	Age.	Residence.	College.
Parent.....	Paul E.....	21 ans.-yrs.	Ottawa.....	Université d'Ottawa, Ottawa, Col- lège Sainte-Marie, Montréal, cours privés.—Ottawa Univer- sity, Ottawa, Sainte Marie Col- lege, Montreal, private course.

6509-6510-2

JOSEPH D. DEGRANDPRÉ,
Secrétaire.—Secretary.

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of the Law.

Examens de janvier 1915.—Examinations of January 1915.

Noms Prénoms.	Prénoms Surnames.	Age.	Résidence.	College.
Bédard.....	Avila.....	30	Québec.....	Séminaire de Québec.
Chouinard.....	François-Xavier	21	Québec.....	Séminaire de Québec.
Gosselin.....	François-Joseph	21	Chicoutim.....	Séminaire de Chicoutim et faculté des arts.
Shink.....	Georges-Henri..	22	Lauzon.....	Collège de Lévis.

CHARLES SMITH

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.

Québec, 12 décembre 1914.—Quebec, 12th December, 1914.

6617-2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to the study of the law

Examens du 12 janvier 1914.—Examinations, 12th January, 1914.

	Noms — Names.	P. énonms — Surnames.	Age.	Residence.	Colleges.
1	Allard	J. Albert	20	Saint-Hyacinthe.	Coll. Mont Saint Bernard, Sorel.
2	Beauchamp.....	J. E.	21	Montréal.....	Coll. Sainte-Thérèse et Nomin- gine.
3	Beaugard.....	Jules.....	21	Saint-Hyacinthe.	Sém. de Saint-Hyacinthe, Cours de Boissieu.
3	Bruno	Jules O.....	20	Montréal.....	Coll. Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
4	Cameron.....	N. S.....	24	Montréal.....	Winchester High Sch. McGill University.
5	Chabot.....	J. A.....	24	Saint-Hyacinthe.	Sém. de Saint-Hyacinthe.
6	Chauvin.....	Gustave.....	19	Montréal.....	Coll. Montréal, Sainte-Marie, M. de Boissieu.
7	Cloutier.....	C. T.....	22	Montréal.....	Institut Feller et Cours de Ker- méno.
8	Daoust.....	J. René.....	22	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie, Cours de- of Brumath et Boissieu.
9	Eliasoph.....	J. E.....	24	Montréal.....	Quebec High Sch., McGill Uni- versity.
10	Eliasoph.....	Solon.....	28	Montréal.....	Quebec High Sch., McGill Uni- versity.
11	Fontaine.....	T. A.....	22	Saint-Thomas d'Aquin.....	Sém. de Saint-Hyacinthe.
12	Gervais.....	Chs.....	20	Westmount.....	Coll. Montréal.
13	Gibeault.....	J. R.....	19	Montréal.....	Sém. Sainte-Thérèse de Blain- ville.
14	Huot.....	J. E.....	20	Montréal.....	Coll. Montréal & Cours Char- bonnier-Thibault.
15	Jacobs.....	N. W.....	21	Montréal.....	Montreal High School.
16	Lafontaine.....	Réné.....	25	Montréal.....	Coll. Montréal & Cours de- of Kernéno.
17	Lavigne.....	Lionel.....	20	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie.
18	Lavut.....	Louis.....	21	Montréal.....	Hunter's Academy, McGill Uni- versity.
19	Lepage.....	J. A.....	24	Montréal.....	Cours de- of Boissieu.
20	MacNaughton...	I. R.....	21	Montréal.....	Royal Military College, McGill University.
21	Maille.....	Roge.....	18	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie.
22	Maillet.....	Roland.....	18	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie.
23	Ouimet.....	J. Aldéric.....	20	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie.
24	Paquin.....	Ubalde.....	20	Outremont.....	Coll. Sainte-Marie, Cours Le- blond-de-Boissieu.
25	Pelletier.....	J. G.....	26	Montréal.....	Ecole Normale Jacques-Cartier, Coll. L'Assomption.
26	Pouliot.....	J. L.....	22	Montréal.....	Coll. Sainte-Marie.
27	Rainville.....	H. F.....	21	Montréal.....	Coll. Sainte-Anne de la Pocatière.
28	Ranger.....	F. P.....	18	Montréal.....	Coll. L'Assomption & Coll. Sainte- Marie.
29	Richard.....	J. M.....	35	Saint-Ours.....	Coll. L'Assomption.

RUSSELL & STACKHOUSE,
Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary of the bar of Montreal

Montréal, 12 décembre 1914.—Montreal, 12th December, 1914.

6603-2

Tableau des aspirants à l'étude du droit.—List of Candidates to the study of law.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	College.
Bureau.....	Edouard.....	22	Trois-Rivières.—Three Rivers...	Sainte-Marie et Loyola.— Saint Mary's & Loyola.
Lafontaine.....	J. Eugène.....	21	Louiseville.....	Trois-Rivières et Nicolet.— Three Rivers and Nicolet

BRUNO MARCHAND,

Secrétaire du barreau, section des Trois-Rivières.—Secretary of the bar, section of Three Rivers.

Trois-Rivières, 12 décembre 1914.—Three Rivers, 12th December, 1914.

6467

Tableau des aspirants à la pratique du droit.—List of candidates to the practice of law.

Nom. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
Durand.....	J. L. Delevoie.....	25 ans	Trois-Rivières.—Three Rivers.

BRUNO MARCHAND,

Secrétaire du barreau, section des Trois-Rivières.—Secretary of the bar, section of Three Rivers.

Trois-Rivières, 11 décembre 1914.—Three Rivers, 11th December, 1914.

6467-6468-2

District de Bedford.—District of Bedford.

Avis d'application pour admission à l'étude du droit.—Notice of application for admission to the study of law.

Nom. — Name	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Où éduqué. — Where educated.
McCrum.....	Frederick Algernon....	22	Cowansville..	Ecole, dist. Iron Hill, Académie Cowansville, Académie Hun- tingdon, A. A., Université du Collège Bishop's, Lennoxville.— Dis. School, Iron Hill, Cowans- ville Academy, Huntingdon Acad., A. A., University of Bishops' College, Lennoxville.

REMARQUES.—Engagé dans aucune profession, excepté dans l'arpentage durant les mois d'été de 1912.—REMARKS.—Engaged in no trade, except surveying during summer months of 1912.

6485 6486-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.
No 5738.

Dame Rose Delima Cardin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse Lauzon autrefois de Saint-David d'Yamaska, district de Richelieu, et maintenant d'Albion, Rhode-Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Alphonse Lauzon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 novembre 1914.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET GENEST,
BELLEAU & PLIMSOLL,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 3 décembre 1914. 6161-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Ottawa.
No 3907.

Dame Donalda Charbonneau, de la ville de Buckingham, dit district, épouse commune en biens de Noel Charette, du même lieu, cocher, Demanderesse; vs Le dit Noel Charette, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 18 novembre 1914.

ACHIM, LANGLOIS & DEGRANDPRE,
Procureurs de la demanderesse.

Hull, 27 novembre 1914. 6197-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4171.

Dame Hélène Gauthier, épouse commune en biens de Louis Galarneau, marchand, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAMARRE & BRODEUR,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 novembre 1914. 6349-3

Avis

DANS LA COUR DE L'ECHIQUER DU CANADA

AVIS

Une séance générale de "La Cour de l'Echiquier du Canada" pour l'instruction des causes etc., aura lieu aux temps et lieux suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction ou inscrite pour audition, au bureau du Régistrataire de la Cour à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi le 18ième jour de janvier A. D. 1915, à 11 heures A. M.

Daté à Ottawa, ce onzième jour de Décembre A. D. 1914.

Par ordre,

CHAS. MORSE,
Régistrataire.

6453-2

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 5738.

Dame Rose Delima Cardin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Lauzon, heretofore of Saint David d'Yamaska, district of Richelieu, and now of Albion, Rhode Island, one of the United States of America, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff vs The said Alphonse Lauzon, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th November, 1914.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET GENEST,
BELLEAU & PLIMSOLL,
Attorneys for the plaintiff.

Sorel, 3rd December, 1914. 6162

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Ottawa.
No. 3907.

Dame Donalda Charbonneau, of the town of Buckingham, said district, wife common as to property of Noel Charette, of the same place, driver, Plaintiff; vs The said Noel Charette, Defendant.

An action for separation from bed and board has been taken herein on the 18th of November, 1914.

ACHIM, LANGLOIS & DEGRANDPRE,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 17th November, 1914. 6198

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4171.

Dame Hélène Gauthier, wife common as to property of Louis Galarneau, merchant, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 27th November, 1914. 6350

Notice

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

NOTICE

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the Registrar of the Court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q. commencing on Monday, the 18th day of January A. D. 1915, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 11th day of December, A. D. 1914.

By order,

CHAS. MORSE,
Registr

6454

Avis

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Canada Accident Assurance Company", de Montréal autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurance contre les accidents, la maladie, les bris de glaces et de garantie a été ce jour étendu à l'assurance contre le vol.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, sont T. H. Hudson, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce neuvième jour de décembre 1914.

Pour le Trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 6455-2

A tous les intéressés:

Prenez avis que la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin", a cessé de faire affaires dans la province de Québec, et a notifié par écrit à cet effet le Trésorier Provincial, et l'Inspecteur des Assurances, et qu'elle a réassuré tous les contrats en vigueur effectués dans cette province dans la "Metropolitan Life Insurance Company of New York", compagnie enregistrée pour faire affaire dans la province de Québec, et qu'elle demandera au lieutenant-gouverneur en conseil le vingt-deuxième jour de mars 1915 la remise de ses valeurs et les créanciers éventuels ou actuels, s'opposant à la dite remise sont par ces présentes priés de faire leurs oppositions au bureau de l'Inspecteur des Assurances le ou avant le vingt-deuxième jour de mars 1915.

M. M. SPECHER,
Procureur pour la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province de Québec.
Montréal, 21 décembre 1914. 6563-2

Avis de Faillites

In re Albertine Renaud, Modiste de Chapeaux, Hull, P. Q.

Avis est par le présent donné que la dite Dlle. Albertine Renaud a fait, ce jour, cession volontaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées dans les trente jours de cet avis.

J. E. COUTURE,
Cessionnaire.
Hull, 16 décembre, 1914. 6641

District de Québec.

Joseph Lauzon, confiseur, de Québec, a, le 15ème jour de décembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.
Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 16 décembre 1914. 6635

NOTICE

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the Canada Accident Assurance Company, of Montreal, authorizing it to transact throughout the Province of Quebec, the business of Accident Insurance, Sickness Assurance, Plate Glass Insurance, and Guarantee Insurance, has this day been extended to include the business of Burglary Insurance.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are T. H. Hudson, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this ninth day of December, 1914.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 6456

To whomsoever it may concern:

Take notice that the United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin has ceased to do business in the province of Quebec, and has given written notice to that effect to the Provincial Treasurer and to the Inspector of Insurance, and that it has reinsured all outstanding contracts effected in this province in the Metropolitan Life Insurance Company of New York, a company registered to do business in the province of Quebec, and that it will apply to the Lieutenant-Governor in council on the 22nd of March 1915, for the release of its securities, and all claimants contingent, or actual, opposing the said release, are hereby called upon to file their oppositions with the Inspector of Insurance on or before the 22nd of March, 1915.

M. M. SPECHER,
Attorney for United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province of Quebec.
Montreal, 21st December, 1914. 6564

Bankrupt Notices

In re Albertine Renaud, Milliner, Hull., P. Q.

Notice is hereby given that said Albertine Renaud has made, to-day, abandonment of property for the benefit of his creditors:

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Assignee.
Hull, 16th December, 1914. 6642

District of Quebec.

Joseph Lauzon, confectioner of Quebec, has on the 15th day of December, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional guardians.
Office: 101 Saint Peter street.
Quebec, 16th December, 1914. 6636

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 159-a-494.

In re Antoine Legendre, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait ce jour un abandon judiciaire des ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du susdit.

J. W. MICHAUD,
Dep. Gardien provisoire.
Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et Liquidateurs,
55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal.
Montréal, 18 décembre 1914. 6657

Province de Québec,
District de Roberval.
No 614.

Dans l'affaire de F. D. Latour, de Roberval, Failli.
Avis est donné que le douzième jour de décembre courant, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit Fortunat D. Latour, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que MM. Léon Couet, Armand Levesque et Gustave Proteau ont été nommés inspecteurs.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

THS. LS. BERGERON,
Curateur.
Roberval, 15 décembre 1914. 6655

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 103-a-447.

In re G. M. Martin, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que par un jugement de la Cour supérieure rendu ce onzième jour de décembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous trente jours de cette date.

J. L. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 11 décembre 1914. 6651

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 117-a-457.

In re Issi Rabinovitch & Max Broomberg, "The Auto Clothing Store", Montréal, Insolubles.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la Cour supérieure rendu ce quatorzième jour de décembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des susdits insolubles.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 14 décembre 1914. 6649

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 159-a-494.

In re Antoine Legendre, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the above named insolvent has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Dep. provisional guardian.
Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55 Saint François Xavier street,
Montreal.
Montreal, 19th December, 1914. 6658

Province of Quebec,
District of Roberval.
No. 614.

In the matter of F. D. Latour, of Roberval, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twelfth day of December instant, the undersigned was, by an order of the court, appointed curator to the property of Fortunat D. Latour, who has made abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that Messrs. Leon Couet, Armand Levesque and Gustave Proteau have been appointed inspectors.

Claims attested under oath must be filed with me within thirty days from date.

THS. LS. BERGERON,
Curator.
Roberval, 15th December, 1914. 6656

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 103-a-447.

In re G. M. Martin, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 11th day of December, 1914, the undersigned have been appointed curators of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame street East.
Montreal, 11th December, 1914. 6652

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 117-a-457.

In re Issi Rabinovitch & Max Broomberg, "The Auto Clothing store", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 14th day of December, 1914, the undersigned have been appointed curators of the above named insolvents.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame street East.
Montreal, 14th November, 1914. 6650



3423

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette,
No 7002.

In re Nazaire Jalbert, contracteur de Saint-Gabriel de Brandon, Failli.
Avis est par le présent donné que le 17 décembre 1914, par une ordonnance de la cour, le sous-signé a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. A. GADOURY,
Curateur.
Saint Gabriel de Brandon, 18 décembre, 1914.
6643

District de Québec.

Dans l'affaire de J. Eudore Bergeron, marchand, Saint-Louis de Courville, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la Cour en date du 16ème jour de décembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 16 décembre 1914. 6713

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford,
No 240.

Dans l'affaire de Toussaint Saurette,, créancier-demandeur;

vs
Emile Labonté, Débitteur-défendeur;

et
Edward Bradford, Intervenant.

Avis est donné que le quinziesme jour de décembre courant 1914, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Emile Labonté, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Daté à Granby, Québec, ce 18 décembre 1914.
EDWARD BRADFORD,
6639 Curator.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 122-a-461.

In re Nap. Achim, Saint-Lambert, Failli.
Avis est donné que le 21 décembre, 1914, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques,
Montréal, 26 décembre 1914. 6663

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 7002.

In re Nazaire Jalbert, contractor of Saint Gabriel de Brandon, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on 17th December, 1914, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. A. GADOURY,
Curator.
Saint Gabriel de Brandon, 18th December 1914.
6644

District of Quebec.

In the matter of J. Eudore Bergeron, merchant, Saint Louis de Courville, Insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the court dated the 16th day of December, 1914, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street,
Quebec, 16th December, 1914. 6714

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 240.

In the matter of Toussaint Saurette,
Creditor plaintiff;

vs
Emile Labonté, Debt. defendant;

and
Edward Bradford, Intervenant.

Notice is hereby given that on the fifteenth day of December, instant 1914, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Emile Labonté who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

EDWARD BRADFORD,
Curator.
Granby, Que., 18th December 1914. 6640

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 122-a-461.

In re Nap. Achim, Saint Lambert, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 21st December, 1914, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James street,
Montreal, 26th December, 1914. 6664

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re "Imperial Waist Company", Montreal,
Insolubles.

Avis est par le présent donné que les susdits ont fait un abandon judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

L. N. GILL,
Gardien provisoire. 6669

Dans l'affaire de "Dominion Marble Company Limited",
En liquidation.

Avis est par le présent donné que par un jugement rendu par la Cour supérieure le dix-septième jour de décembre 1914, moi, le soussigné Gordon W. Scott, comptable licencié de la cité de Montréal, j'ai été nommé liquidateur dans cette affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la susdite sont requises de les produire en accord avec la loi à mon bureau dans un délai de trente jours.

GORDON W. SCOTT,
Liquidateur.
(Dominion Marble Company Limited).
Bureau de P. S. Ross & Sons,
142 rue Notre-Dame Ouest.
Montréal, 17 décembre 1914. 6645

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 86-a-434.

Dans l'affaire de E. H. Horner & J. M. Rosen,
Insolubles.

Avis est par le présent donné que le 18ième jour de décembre 1914, par une ordonnance de la cour les soussignés ont été nommés curateurs aux biens de l'insoluble E. H. Horner, lequel a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées doivent être produites à notre bureau dans les trente jours du présent avis.

GIROUARD & VALENTINE,
Curateurs.
Bureau: 225 Saint-Jacques.
Montréal, 21 décembre 1914. 6665

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 156a-491.

Dans l'affaire de Delpha Leduc,
Débiteur insoluble.

O. Pagé, Créancier Requérent Cession.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Montréal.

J. A. CHARETTE,
Gardien provisoire.
Montréal, 16 décembre 1914. 6633

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 96-a-442.

In re Meyer J. Isaacs, "Sanitary Pharmacy",
Montréal, Insoluble.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la Cour supérieure rendu ce dix-huitième jour de décembre, 1914. Les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du susdit insoluble.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Imperial Waist Company, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that the above named have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

L. N. GILL,
Provisional guardian. 6670

In the matter of Dominion Marble Company Limited,
In liquidation.

Notice is hereby given that by judgment rendered by the Superior Court on the 17th day of December, 1914, I the undersigned, Gordon W. Scott, chartered accountant of the city of Montreal, was appointed liquidator in this matter.

All parties having claims against the above are notified to file them according to law at my office within a delay of thirty days.

GORDON W. SCOTT,
Liquidator.
(Dominion Marble Company Limited).
Office of P. S. Ross & Sons,
142 Notre-Dame street West.
Montreal, 17th December, 1914. 6646

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 86-a-434.

In the matter of E. H. Horner & J. M. Rosen,
Insolvents.

Notice is hereby given that on the 18th day of December, 1914, by an order of the Court, the undersigned were appointed curators to the estate of said E. H. Horner who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date of the present notice.

GIROUARD & VALENTINE,
Curators
Office: 225 Saint James street.
Montreal, 21st December, 1914. 6666

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 156-a-491.

In the matter of Delpha Leduc, Debtor;
and Creditor.

Notice is hereby given that the above debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire of the Superior Court, at Montreal.

J. A. CHARETTE,
Provisional guardian.
Montreal, 16th December, 1914. 6634

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 96-a-442.

In re Meyer J. Isaacs, "Sanitary Pharmacy",
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 18th day of December, 1914, the undersigned have been appointed Curators of the above named insolvent.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 18 décembre 1914. 6647

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de A. Panneton & Compagnie,
Shawinigan Falls, Failli.
Avis est par le présent donné que le vingt-et-
unième jour de décembre, 1914, par un ordre
de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens
des susdits.

Les réclamations dûment attestées doivent
être produites sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,

Bureau de Kent & Turcotte,
Montréal. 6685

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 170a-505.
Dans l'affaire de Dlle A. Michel, Insolvable et
J. M. Orkin Co., Ltd., Créancier.

Avis est par le présent donné que la dite
débitrice a fait ce jour, un abandon judiciaire de
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à
Montréal.

CONRAD DUSSAULT,
Gardien-provisoire.

Montréal, 21 décembre 1914. 6695

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 429.
In re Wellie Chenier, marchand, Trois-Rivières,
faisant affaires sous le nom de "Chenier & Cie",
Insolvable.

Avis est donné que le quinze décembre 1914,
le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses
biens et que le 19 décembre 1914, il a déposé son
bilan au greffe de la Cour supérieure, du district
des Trois-Rivières, et que Joseph Gauthier,
gérant de la Cie "The Waldron Drouin Co., Ltd",
de Montréal, a été nommé gardien provisoire.

Pour le gardien provisoire,
DELOTTINVILLE & PROVENCHER,
P. C. S.

Bureau du protonotaire,
Trois-Rivières, 21 décembre 1914. 6699

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.
No 243.
Dans l'affaire de Joseph Sob, marchand, de Rox-
ton Falls, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit
failli a fait un abandon de ses biens pour le béné-
fice de ses créanciers et que le soussigné a été
nommé gardien provisoire.

L. TRANCHEMONTAGNE,
Notaire.

Roxton Fall, 22 décembre 1914. 6701

Sworn claims must be fyled at our office
within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame St. Est.
Montreal, 18th December, 1914. 6648

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of A. Panneton & Company,
Shawinigan Falls, Insolvents.
Notice is hereby given that on the 21st day of
December, 1914, by an order of the court, I was
appointed curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed within
thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal. 6686

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 170a-505.
In the matter of Dlle A. St-Michel, insolvent and
J. M. Orkin Co., Ltd., Creditor.

Notice is hereby given that the above insolvent
has this day made a judicial abandonment of her
property for the benefit of her creditors, at the
office of the prothonotary of the Superior Court, at
Montreal.

CONRAD DUSSAULT,
Provisional Guardian.

Montreal, 21st December, 1914. 6696

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 429.
In re Wellie Chenier, merchant, Three Rivers,
doing business under the name of "Chenier
& Co.", Insolvent.

Notice is hereby given that on December 15th,
1914, the said insolvent has made an abandon-
ment of his property and that on the 19th
December, 1914, he has deposited his statement
in the prothonotary's office, at Three Rivers; and
also that Mr. Joseph Gauthier, manager of "The
Waldron Drouin Co. Ltd", of Montreal, has been
appointed provisional guardian.

For the provisional guardian,
DELOTTINVILLE & PROVENCHER,
P. S. C.

Prothonotary's office,
Three Rivers, 21st December, 1914. 6700

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.
No. 243.
In the matter of Joseph Sob, of Roxton Falls,
Merchant, Insolvent.

Notice is hereby given, that the above insol-
vent has made an abandonment of his property
for the benefit of his creditors, and that the
undersigned, has been appointed provisional
guardian.

L. TRANCHEMONTAGNE,
Notary.

Roxton Fall, 22nd Decemcer, 1914. 6702

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Margaret Lynch, Montréal, Insolvable.
Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire à Montréal.
ALEXANDER BURNETT,
Gardien-provisoire-subrogé.
Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 22 décembre 1914. 6703

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 169a-504.
Dans l'affaire de Moses Lax, (The Fashion Novelty), Débiteur, et J. M. Orkin Co. Ltd., Créancier.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Montréal.

CONRAD DUSSAULT,
Gardien-provisoire.
Montréal, 21 décembre 1914. 6693

In re E. W. Hawn, marchandises sèches, Hull, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur. 6697

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 435.
Dans l'affaire de A. Madelevsky, Failli.
et
M. Marcovitz, Créancier requérant cession.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure aux Trois-Rivières.

A. E. PAQUETTE,
Procureur du gardien provisoire.
Trois-Rivières, 21 décembre 1914. 6687

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.
No 332.
Re Thomas Ouellet, marchand, Saint-Eléuthère, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et qu'il sera ouvert à objection jusqu'au 11 janvier 1915 alors qu'il sera payable à nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.
Bureaux: "Edifice Dominion",
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 23 décembre 1914. 6725

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Margaret Lynch, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent has this day, made in the prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.
ALEXANDER BURNETT,
Deputy Provisional Guardian.
Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 22nd December, 1914. 6704

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 169a-504.
In the matter of Moses Lax, (The Fashion Novelty), Insolvent-Debtor, and J. M. Orkin Co., Ltd., Creditor.
Notice is hereby given that the above debtor has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Montreal.

CONRAD DUSSAULT,
Provisional Guardian.
Montreal, 21st December, 1914. 6694

In re E. W. Hawn, Dry Goods, Hull, P. Q.

Notice is hereby given to you that by an order of the court, I have been appointed to-day, curator to this estate.

Sworn claims not yet in my hands must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator. 6698

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 435.
In the matter of A. Madelevsky, Insolvent.
and
M. Marcovitz, Creditor Petitioner for assignment
Notice is hereby given that the said debtor has this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for the provisional Guardian
Three Rivers, 21st December, 1914. 6688

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.
No. 332.
Re Thomas Ouellet, merchant, Saint Eléuthère, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until January 11th 1915, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Curators.
Offices: "Dominion Building",
126 Saint Peter street.
Quebec, 23rd December, 1914. 6726

28 DEC 1914

Licitation

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No. 763.
Thomas Lapointe,

Demandeur;

vs

Pierre Bouchard et al, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le seizième jour de novembre 1914, dans une cause dans laquelle Thomas Lapointe, du canton de Jarthly dans le dit district, contremaitre, est demandeur, et Pierre Bouchard, Evariste Bouchard, Jules Bouchard et Joseph E. J. Bouchard, tous, de places inconnues dans les Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit: "Le lot No 155 du cadastre du village de Beau-Lac, dans le dit canton de Garthby—avec les bâtisses dessus érigées".

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le vingt huitième (28) jour de janvier prochain 1915, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice en la cité de Sherbrooke, dans le dit district dans la salle d'audience de la dite Cour supérieure, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer les oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

F. CAMPBELL,

Procureur du demandeur.

Montréal, 17 décembre, 1914. 6653

Licitation

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis,
No 763.
Thomas Lapointe,

Plaintiff;

vs

Pierre Bouchard et al, Défendants.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis the 16th day of November, 1914, in a cause in which Thomas Lapointe of the township of Garthby in said district, foreman, is plaintiff, and Pierre Bouchard, Evariste Bouchard, Jules Bouchard and Joseph E. I. Bouchard all, of places unknown in the United States of America, are defendants ordering the licitation of certain immoveable property described as follows: "The cadastral lot No. 155 of the village of Beaulac, in said Township of Garthby—with the buildings thereon erected".

The immoveable herein above described will be put up at auction and adjuged to the highest and last bidder on the twenty eighth (28th) day of January next 1915, at ten o'clock in the forenoon, sitting the said court in the court house, in the city of Sherbrooke, in said district, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

F. CAMPBELL,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 17th December 1914. 6654

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

• FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska à savoir: } A BANQUE DE
No 79. } MONTREAL,
Demanderesse; contre HENRY CANTIN ET
JEFFREY Cantin, en leur qualité d'héritiers et
d'exécuteurs testamentaires de feu Etienne Cantin, Défendeurs.

1. Un emplacement étant la juste moitié nord-est en largeur sur la profondeur de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick sous le numéro soixante-onze (1/2 N. E. 71)—avec bâtisses dessus construites. Sujet à la jouissance et l'usufruit de sa veuve Dame Eliza Roy, sa vie durant, et aussi longtemps qu'elle demeurera en état de veuvage, le tout tel que mentionné dans l'acte passé devant Chs. R. Garneau, notaire, le onzième jour de février 1911,

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE BANK OF
No. 79. } MONTREAL,
Plaintiff; against HENRY CANTIN AND JEFFREY CANTIN, in their quality as beneficiary heirs and executors under the last will and testament of the late Etienne Cantin, Defendants.

1. An emplacement being the just north east half in width on the depth of the immoveable known and described on the official cadastre for the township of Warwick under number seventy-one (1/2 N. E. 71)—with the buildings thereon erected. Subject to the use and usufruct of his widow Dame Eliza Roy, during her lifetime, and so long as she remain in widowhood, the whole as set forth in the deed made before Chs. R. Garneau, N. P., on the 11th day of February, 1911,

enregistré le 14ième jour de février 1911, à Arthabaska, sous le numéro 48731.

2. Un emplacement de quatre-vingt-deux pieds et demi de largeur sur une profondeur d'environ cent cinquante-six pieds; borné en front à la rue Saint-Médard, au nord-est à Oséa Lallier, au sud-ouest à Raphael Hamel et au nord-ouest à Alexandre Dusseault et à Alphonse C. Letarte, faisant partie des immeubles connus et désignés au cadastre officiel du canton de Warwick, sous les numéros cent quarante-cinq (P. 145) et cent cinquante-six (P. 156)—avec bâtisses dessus construites.

3. Un terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le numéro deux cent neuf (209) à distraire les emplacements de Henry Cantin et de Alphonse Kirouac suivant les titres: ce terrain contient environ six acres en superficie et est vacant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 novembre 1914. 6075-2
[Première publication, 5 décembre 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **N**APOLEON GOU-
No 240. } **N**APOLEON GOU-
LET, Deman-
deur; contre **P**IERRE LS. LEFEBVRE, Défendeur, **E**T **D**A^ME HERMELINE ALLARD **E**T **V**IR, Tiers-saisie.

Comme appartenant à la Tiers-saisie:

Un emplacement faisant partie du (No 325) numéro trois cent vingt-cinq, du plan officiel du cadastre du canton de Bulstrode contenant trois arpents de profondeur, par un arpent de largeur; borné en front à la ligne du Grand Tronc et Joseph Duhaime, en profondeur, à Alphonse Houle, à l'est à Dame Mélanie Gaudette Cadieux, à l'ouest à J. N. Blanchette, avec un chemin privé longeant la ligne de Alphonse Houle de seize pieds de largeur et aboutissant à la route Hodges—avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 novembre 1914. 6073-2
[Première publication, 5 décembre 1914].

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **G**USTAVE GARANT,
No 2019. } **G**USTAVE GARANT,
LEON GAGNON, Défendeur.

Une terre située dans le huitième rang du canton Jersey, comté et district de Beauce, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, étant la moitié nord-ouest du lot numéro vingt-sept (27), du dit rang, selon les plan et livre de renvoi du

registered on the 14th day of February, 1911, at Arthabaska, under number 48731.

2. An emplacement of eighty two feet and a half in width by a depth of about one hundred and fifty six feet; bounded in front by Saint Medard street, north easterly by Oséa Lallier, south westerly by Raphael Hamel and north westerly by Alexandre Dusseault and Alphonse C. Letarte, being part of the immoveables known and described on official cadastre, for the township of Warwick, under numbers one hundred and forty five and one hundred and fifty six (p. 145 and p. 156)—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land known and described on official cadastre for the township of Warwick under number two hundred and nine (209) save and except the emplacement of Henry Cantin and Alphonse Kirouac according to deeds: this piece of land contains about six acres in superficies and has a vacant area.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard de Warwick, on the EIGHT day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 30th November, 1914. 6076
[First publication, 5th December, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **N**APOLEON GOU-
No. 240. } **N**APOLEON GOU-
LET, Plaintiff,
against **P**IERRE LS. LEFEBVRE, Defendant, and **D**A^ME HERMELINE ALLARD **E**T **V**IR, Garnishee.

As belonging to Garnishee.

An emplacement being part of number three hundred and twenty five (325) of the official cadastre for the township of Bulstrode, containing three arpents in depth by one arpent in width; bounded in front by the Grand Trunk Railway and Joseph Duhaime, in depth by Alphonse Houle, easterly by Dame Melanie Gaudet Cadieux westerly by J. N. Blanchette, with a private road along the line of Alphonse Houle of 16 feet in width as far as Hodges road—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the SEVENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 28th November, 1914. 6074
[First published, 5th December, 1914].

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **G**USTAVE GARANT,
No. 2019. } **G**USTAVE GARANT,
LEON GAGNON, Defendant.

A piece of land situate in the eight range of the township of Jersey, county and district of Beauce, containing one hundred acres in superficies, more or less, being the north west half of the lot number twenty seven (27) of the said range, according to

cadastre officiel pour le dit rang huit de Jersey—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 30 novembre 1914.

6103-2

[Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **REVD. J. ELIE DIT**
No 1942. } **BRETON et al.,** Demandeurs; contre **LEON GAGNON, D** fendeur.

1. Un lopin de terre de forme irrégulière, à distraire du lot numéro vingt-sept du premier rang du canton de Linière et désigné comme ci-après, savoir: (a) un lopin de terre de dix pieds de largeur, sur sept cent cinquante pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, en arrière au terrain ci-après immédiatement désigné, au nord-ouest par Honoré Bolduc et au sud-est par Joseph Rodrigue ou représentants, et dépendances; (b) un autre lopin de terre, situé au même lieu, ayant deux cent cinquante-quatre pieds du côté nord-ouest, trois cent soixante et quatorze pieds du côté sud-est, six cent trente pieds du côté nord est, six cent vingt-deux pieds au centre et quatre cent quarante pieds du côté sud-ouest; borné en front par le terrain de Joseph Rodrigue ou représentants, en arrière, par la rivière du Loup et le terrain ci-après désigné; au sud-est par Jean Lessard ou représentants et au nord-ouest par le dit Honoré Bolduc et le terrain ci-après désigné—et dépendances; les terrains su-désignés étant maintenant connus et désignés au cadastre officie pour e premier rang du canton de Linière, à compter d'Aubin de l'Isle, comme partie du lot numéro vingt-sept (27).

Les immeubles ci-après désignés: (a) Un emplacement situé dans le canton Linière et enclavé dans le lot de terre numéro vingt-six du premier rang, de la contenance de un arpent de front sur un demi arpent de profondeur; borné en front à la Rivière-du-Loup, en arrière au bout de la dite profondeur, du côté sud-est aux représentants de Eloi Létourneau, et du côté nord-ouest, aux représentants de Georges Rodrigue, avec en plus neuf pieds de terre de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin royal à aller au dit arpent de terre ci-dessus mentionné, le long de la ligne des dits représentants Georges Rodrigue, pour servir de route de sortie au dit emplacement—avec les maisons dessus construites et dépendances; (b) un autre emplacement situé en le dit canton Linière, enclavé dans le lot de terre numéro vingt cinq du dit premier rang de la contenance de un arpent et demie de front sur un arpent et demi de profondeur; borné en front à la dite Rivière-du-Loup, en arrière au bout de la dite profondeur, du côté nord-ouest aux dits représentants de Georges Rodrigue et du coté sud-est à l'emplacement ci-dessus désigné, avec de plus neuf pieds de terre de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin royal, descendant le long de la ligne entre le dit Georges Rodrigue ou représentants et l'emplacement ci-dessus désigné, à aller au dit emplacement pour servir de route—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, y compris les moulins à scie et à farine, mouvements tournants et travaillants et autres accessoires, dalles chaussées

the official cadastral plan and book of reference of the said range eight of Jersey—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIFTH day of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 30th November, 1914.

6104

[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **REVD. J. ELIE DIT**
No. 1942. } **BRETON et al.,** Plaintiff's; against **LEON GAGNON,** Defendant.

1. A parcel of land of irregular outline, to be taken from the lot number twenty seven of the first range of the township of Linière, and designated, as follows, to wit: (a) A strip of land of ten feet in width by seven hundred and fifty feet in depth, bounded in front by the public road, in the rear by the parcel of land immediately hereafter described, on the north west by Honoré Bolduc and on the south east by Joseph Rodrigue or representatives, and dependencies; (b) a parcel of land, situate at the same place, measuring two hundred and fifty four feet on the north west side, three hundred and seventy four feet on the south east side, six hundred and thirty feet on the north east side, six hundred and twenty two feet at the center and four hundred and forty feet on the south west side; bounded in front by the land of Joseph Rodrigue or representatives, in the rear by River du Loup, and the land hereafter described; on the south east by Jean Lessard or representatives and on the north west by the said Honoré Bolduc, and the land hereafter described—with dependencies; the lands, above described now known and designated upon the official cadastre for the first range of the township of Linière, starting from Aubin de l'Isle, as being part of the lot number twenty seven (27).

The immoveables hereafter described: (a) An emplacement situate in the township of Linière and enclosed in the lot of land number twenty six of the first range, containing one arpent in front by one half arpent, in depth; bounded in front by the River du Loup, in the rear at the end of said depth, on the south east side by the representatives of Eloi Létourneau, and on the north west side by the representatives of Georges Rodrigue, together with nine feet of land in front by whatever depth there may be from the King's highway to the said arpent of land above mentioned, along the line of the said representatives of Georges Rodrigue, used as an outlet to the said emplacement—with the houses erected thereon and dependencies; (b) Another emplacement situate in the said township of Linière, enclosed in the lot of land number twenty five of the said first range, containing one arpent and a half in front by one arpent and a half in depth; bounded in front by the said River du Loup, in the rear at the end of said depth, on the north west side by the said representatives of Georges Rodrigue and on south east side by the emplacement hereabove described together with nine feet of land in front by whatever depth there may be from the King's highway, running along the line of the said Georges Rodrigue or representatives and the emplacement hereabove described to the said emplacement and used as a road,—with the buildings erected thereon and dependencies, including the saw-mill and flour-mill, with all machinery, equipment and

et droits de l'eau de la dite Rivière-du-Loup; les terrains ci-dessus désignés étant maintenant connus au cadastre officiel pour le dit premier rang du canton Linière à compter d'Aubin de l'Isle, comme étant le lot numéro vingt-six-B et partie du lot numéro vingt-cinq; (c) Tous les droits de propriété, possession, jouissances et autres droits quelconques appartenant au dit vendeur sur un certain terrain ou cap situé de l'autre côté de la dite Rivière-du-Loup, dans la terre de Gaspard Bélanger ou représentants, servant à appuyer la chaussée des sus-dits moulins, et à contenir les eaux; étant le dit terrain connu et désigné au cadastre officiel pour le rang du chemin de Kennebec, section A, en le canton Jersey, comme étant partie du lot numéro vingt-huit-A;

L'immeuble suivant, savoir: Un terrain distraité de la terre de Godfroid Veilleux, étant partie du lot numéro vingt-huit du rang du chemin de Kennebec, section A, en le canton de Jersey, contenant deux arpents de front sur une demi arpent de profondeur; borné en front par la Rivière-du-Loup, et arrière par le dit Godfroid Veilleux, ou représentants, du côté sud-est par Honoré Rodrigue ou représentants et du côté nord-ouest par le dit Godfroid Veilleux, et dépendances; étant le dit terrain maintenant connu et désigné au cadastre officiel pour le dit rang du chemin de Kennebec, section A, canton Jersey, comme étant partie du lot numéro vingt huit-A; Pour être vendus en bloc;

2. Un morceau de terre, de treize acres en superficie, plus ou moins, étant la partie du lot numéro vingt-sept (part. 27) du premier rang du canton Linière, à compter d'Aubin de l'Isle, situé au sud-ouest du chemin public, et borné au sud-ouest par la partie du lot appartenant au dit vendeur comme emplacement de moulin, suivant le cadastre officiel pour le dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le CINQ JANVIER prochain (1915), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 30 novembre 1914.
6105-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME C A R O-
District de Beauharnois. } LINE LACOS-
No 2590. } TE, Demande-
resse; contre JOSEPH BOURGOIN, Défendeur.

Un certain terrain sis et situé en la cinquième concession de South Georgetown, en la paroisse de Très-Saint-Sacrement, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro trois cent soixante-seize (376)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, dans le

accessories thereto belonging, races, dams and water rights of the said River du Loup. The lands above described now being known upon the official cadastre for the said first range of the township of Linière, starting from Aubin de l'Isle, as being the lot number twenty six B and part of lot number twenty five; (c) All the rights of ownership, possession, enjoyment and other rights whatever belonging to the said seller upon a certain parcel of land or cape situate on the other side of the said River du Loup, in the land of Gaspard Belanger or representatives, used as an abutment to the dam of said mills and to contain the waters; being, the said land, known and designated upon the official cadastre for the range of Kennebec road, section A, in the township of Jersey, as being part of the lot number twenty eight A;

The following immoveable, to wit: A lot of land taken from the land of Godfroid Veilleux, being part of the lot number twenty eight of the range of Kennebec Road, section A, in the township of Jersey, containing two arpent; in front by one half arpent in depth; bounded in front by the River du Loup, in the rear by the said Godfroid Veilleux or representatives, on the south east by Honoré Rodrigue or representatives, and and on the north west by the said Godfroid, Veilleux, and dependenci s; being the said land now known and designated upon the official cadastre for the said range of Kennebec Road section A, township of Jersey, as being part of the lot number twenty eight A; To be sold en bloc;

2. A parcel of land of thirteen a res in superficies, more or less, being that part of the lot number twenty seven (pt. 27), of the first range of the township of Linière, starting from Aubin de l'Isle, situate to the south west of the public highway, and bounded on the south west by that part of said lot belonging to the said selle: as the mill site according to the official cadastre for the said township.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIFTH day of JANUARY next, (1915), at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 30th November, 1914.
6106
[First published, 5th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Province of Quebec, } DAME CAROLI-
District of Beauharnois. } NE LACOSTE,
No. 2590. } Plaintiff; against
JOSEPH BOURGOIN, Defendant.

A certain lot of land lying and situate in the fifth concession of South Georgetown, in the parish of Très Saint Sacrement, known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, under the number three hundred and seventy six (376)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très Saint Sacrement, in the county of

comté de Châteauguay, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 22 décembre 1914.

6759

[Première publication, 26 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } EANDRE FYFE,
District de Montréal. } Demandeur; vs
No 669. } JOSEPH BOURGOIN, Défendeur.

Un certain terrain sis et situé en la cinquième concession de South Georgetown, en la paroisse de Très Saint-Sacrement, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous les numéros trois cent soixante-dix-huit et partie des numéros trois cent soixante-dix-neuf et trois cent quatre-vingt, lesquels lots et partie de lots unis ensemble sont bornés en front par le chemin public, entre les quatrième et cinquième concession de South Georgetown, en profondeur par les terres de la sixième concession de South Georgetown, d'un côté, à l'est, par le terrain de Dalvida, Schinck, Ovide Schinck, Jean-Baptiste Mailloux, Louis Bourgoin et Gédéon Primeau, et de l'autre côté, à l'ouest, par le terrain de Julien Lussier et Louis Robidoux—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, JEUDI le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 22 décembre 1914.

6761

[Première publication, 26 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } JOSEPH McLAUGH-
No 12. } LIN, Demandeur;
contre les terres et tenements de ALBERT OLIVER et JOHN AUGUSTINE MANN, Défendeur.

1. Un lot de terre sis et situé au côté est de la rue Albert, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant la moitié ouest du lot connu et désigné comme étant le lot numéro six cent vingt-sept (P. No. 627) desplan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; contenant soixante et douze pieds de front dans l'alignement de la dite rue Albert, par soixante et douze pieds de profondeur; borné à l'ouest par la dite rue Albert; au nord par le lot No 629, à l'est par le résidu du dit lot No 627 et au sud, par le lot No 624 — avec les bâtisses dessus construites.

2. Un lopin de terre sis et situé au côté est de la rue Albert, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant le coin ou partie nord-

Châteauguay, on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 22nd December, 1914.

6760

[First published, 26th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } EANDRE FYFE,
District of Montreal. } Plaintiff; vs JOSEPH BOURGOIN, Defendant.

A certain lot of land lying and situate in the fifth concession of South Georgetown, in the parish of Très Saint Sacrement, known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, under the number three hundred and seventy eight and part of the numbers three hundred and seventy nine and three hundred and eighty, which lots and parts of lots forming one single plot are bounded in front by the public road, between the fourth and fifth concession of South Georgetown, in depth by the lands of the sixth concession of South Georgetown, on one side, towards the east, by the land of Dalvida Schinck, Ovide Schinck, Jean-Baptiste Mailloux, Louis Bourgoin and Gédéon Primeau, and on the other side, towards the west, by the land of Julien Lussier and Louis Robidoux—with a house, barn and other buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très Saint Sacrement, in the county of Châteauguay, on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 22nd December, 1914.

6762

[First published, 26th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } JOSEPH McLAUGH-
No. 12. } LIN, Plaintiff;
against the lands and tenements of ALBERT OLIVER AND JOHN AUGUSTINE MANN, Defendants.

1. A lot of land lying and situate on the east side of Albert street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the western half of the lot known and designated as being the lot number six hundred and twenty seven (P. No. 627) of the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; containing seventy-two feet in front in the line of the said Albert street, by seventy two feet in depth; bounded to the west by the said Albert street, to the north by the lot No. 629, to the east by the remainder of the said lot No. 627, and to the south by the lot No. 624—with the buildings thereon erected.

2. A piece of ground lying and situate on the east side of Albert street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the corner

ouest; du lot connu et désigné sous le numéro six cent vingt-quatre (P. No. 624) des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; contenant trente-sept pieds de largeur dans la ligne ou le long de la dite rue Albert, par soixante et douze pieds de profondeur; borné à l'ouest par la rue Albert, au nord par le lot No 627, à l'est par le résidu du dit lot No 624 et au sud par la rue Molleur—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif,
Saint-Jean, 2 décembre 1914. 6199-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } THOMAS BUTEAU,
No 311. } ET ALFRED
PROULX, tous deux manufacturiers et fondeurs, de la ville de Victoriaville, et y faisant affaires sous les noms et raison de La Fonderie de Victoriaville, et Paul Tourigny, membre de l'Assemblée législative de la ville de Victoriaville, Demandeurs; vs GEDEON BOISVERT, de l'endroit appelé Chemin Gouin, dans le canton Rochon, dans le comté Labelle, Défendeur.

Un emplacement d'un lot de terre connu et désigné comme étant le No 14 (quatorze) du 7e rang, du canton Rochon, dans le comté d'Ottawa, district de Montcalm; le dit emplacement mesurant trois arpents de profondeur dans la forêt, à partir de la ligne ou terrain défriché, ces trois arpents de terrain en profondeur, situés le long du lac David et un arpent de largeur à partir de la rive du dit lac et mesuré sur le travers du No 14, avec un moulin dessus construit et les machines ci-décrites:

1. Une machine à vapeur de soixante et dix chevaux avec foyer danois;
2. Une machine à vapeur soixante chevaux, machine motrice du moulin;
3. L'agrès de scie (48 pouces) complet avec carriage, friction, et installé;
4. Le monte billot avec ses chaînes;
5. Le edger, machine pour déligner la planche;
6. Un buter;
7. Une moulange pour le grain, les susdites machines, avec roulant, tournants et courroies qui les mettent en mouvement étant incorporée au dit moulin et faisant un tout avec lui;

Aussi une maison d'habitation en bois rond d'à peu près vingt pieds de largeur par trente de profondeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Lac des Ecorces, le SEPTIEME jour de JANVIER, de l'année 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif,
Mont-Laurier, 30 novembre 1914. 6123-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

or north western part of the lot known and designated under the number six hundred and twenty four (P. No. 624) of the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; containing thirty seven feet in width in the line or along the said Albert street, by seventy two feet in depth; bounded to the west by Albert street, to the north by the lot No. 627, to the east by the remainder of the said lot No. 624, and to the south by Mollour street—with the buildings thereon erected

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the FIFTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif,
Saint Johns, 2nd December, 1914. 6200
[First published, 5th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THOMAS BUTEAU,
No. 311. } AND ALFRED
PROULX, both manufacturers and founders, of the town of Victoriaville and doing business there under the name of "La Fonderie de Victoriaville", and Paul Tourigny, member of Legislative Assembly of the town of Victoriaville, Plaintiff; vs. GEDEON BOISVERT, of the part called, "Chemin Gouin", in township Rochon, in the county of Labelle, Defendant.

A certain lot or piece of land known and described as lot No. 14, range 4, in the township Rochon in the county of Ottawa, district of Montcalm; the said lot measuring three acres in depth, in the forest, starting from the line of clearing, said three acres in depth, situated along Lake David, and one acre in breadth starting from the shore of said Lake David, and measured acres, lot No. (14), with a saw-mill and machineries as mentioned below:

1. Steam Engine, seventy H.-P. with Danish hearth;
2. One Steam Engine sixty H.-P., motive machine of the mill;
3. One Saw (48 inches), complete with carriage, friction, etc.;
4. The leg setter with chains;
5. One edger;
6. One butter;
7. One grain moulder, the said machines with rollings, turnings, and straps, which sets the movement, being incorporated to the said mill;

Also a house constructed of logs of about twenty feet in width by thirty in depth.

To be sold at the church door of "Lac des Ecorces", on the SEVENTH day of JANUARY, 1915, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Shérif,
Mont Laurier, 30th November, 1914. 6124
[First published, 5th December, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } THOMAS DOSTIE,
No 1508. } courtier de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur; contre CHARLES LECOMPTE, de Saint-Valier, OMER GREGOIRE, J. LINIERE VACHON, ADOLPHE LESSARD et PHILIPPE GRONDIN, de Saint-Joseph, Beauce, conjointement et solidairement Défendeurs.

1. Une terre à bois située au Bras de la paroisse de Saint-Raphael, contenant un arpent et demie de front, sur trente-six arpents de profondeur, plus ou moins; borné au nord au Bras, au sud à Philippe Paradis, au sud-ouest et au nord-est à Elzéar Lecompte, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-onze aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Raphael, comté de Bellechasse.

2. Une terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiels pour la paroisse de Saint-Valier, cté Bellechasse, sous le No cent quatre-vingt-dix-sept, du dit cadastre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.—A distraire du terrain No 197 les terrains appartenant à I. C. R., Alfred Lamarre, Ludger Latulippe, Edmond Corriveau, Achille Lamarre, La municipalité scolaire de Saint-Valier, Edmond Durand, Pierre Bilodeau, Stanislas Latulippe et Elzéard Fontaine.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valier, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, 6757
Montmagny, 23 décembre 1914.
[Première publication, 26 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } MAURICE ROUS-
No 143. } SEAU, avocat,
de Montmagny, Demandeur; contre JOHNNY BUTLEY, de Saint-Marcel, Défendeur et Joseph Jalbert, journalier, de Saint-Marcel, était tiers-saisis.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Arago, dans le sixième rang, sous le No six, du dit canton, district de Montmagny—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marcel, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, 6755
Montmagny, 23 décembre 1914.
[Première publication, 26 décembre 1914.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } THOMAS DOSTIE,
No. 1508. } broker, of Saint Joseph, Beauce, Plaintiff; against CHARLES LECOMPTE, of Saint Valier, OMER GREGOIRE, J. LINIERE VACHON, ADOLPHE LESSARD and PHILIPPE GRONDIN, of Saint Joseph, Beauce, jointly and severally Defendants.

1. A timber land situate at the Bras of the parish of Saint Raphael, containing one arpent and a half in front, by thirty six arpents in depth, more or less; bounded on the north by the Bras, on the south by Philippe Paradis, on the south west and north east by Elzéar Lecompte, forming part of the lot of land known and designated under the number one hundred and ninety one, upon the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Raphael, county of Bellechasse.

2. A land known and designated upon the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Valier, county of Bellechasse, under the No. one hundred and ninety seven, of the said cadastre—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.—To withdraw from said lot No. 197, the lands belonging to I. C. R., Alfred Lamarre, Ludger Latulippe, Edmond Corriveau, Achille Lamarre, the School Municipality of Saint Valier, Edmond Durand, Pierre Bilodeau, Stanislas Latulippe et Elzéard Fontaine.

To be sold at the church door of the parish of Saint Valier, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
Sheriff's office, 6758
Montmagny, 23rd December, 1914.
[First published, 26th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } MAURICE ROUS-
No. 143. } SEAU, advocate,
of Montmagny, Plaintiff; against JOHNNY BUTLEY, of Saint Marcel, Defendant and Joseph Jalbert, laborer, of Saint Marcel, garnishee.

A lot of land known and designated upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Arago, in the sixth range, under the No. six, of the said township, district of Montmagny—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Marcel, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
Sheriff's office, 6756
Montmagny, 23rd December 1914.
[First published, 26th December, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE LOUISE FREDERICKA CHARTRAND, épouse séparée de biens de Louis J. A. Miller, manufacturier d'auvents, des cité et district de Montréal, et le dit Louis J. A. Miller pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et ténements de MAYERS S. KASTNER, Défenderesse; et entre les mains de L. P. A. Trudeau curateur nommé au délaisement fait en cette cause.

Un lot de terre situé sur le côté ouest de la rue Drolet, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent trois (903-160) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant vingt pieds de front par soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 22 décembre 1914. [Première publication, 26 décembre 1914.]

Shérif. 6677

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EMMANUEL OUELLETTE, Demandeur; contre DAVID WOLOFSKY, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, sur la rue Notre-Dame-Ouest, connu sous le numéro cent soixante et huit (168) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la dite cité de Montréal, moins la partie qui a été expropriée pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, lequel dit lot contient maintenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 22 décembre 1914. [Première publication, 26 décembre 1914.]

Shérif. 6679

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAVID CREVIER, Demandeur; contre les terres et ténements de JOSEPH AIME BISSONNETTE, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Cartier en la cité de Montréal, contenant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur—avec les maisons en brique et en pierre, à trois étages et autres dépendances dessus construites, portant les Nos 909, 911, 913, 915, 917, de la dite rue Cartier; le dit emplacement connu et désigné sous le numéro douze cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent huit

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE-LOUISE FREDERICKA CHARTRAND, wife separated as to property of Louis J. A. Miller, awning manufacturer, of the city and district of Montreal, and the said Louis J. A. Miller, to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lauds and tenements of MAYERS S. KASTNER, Defendant; and now in the possession of L. P. A. Trudeau, curator to the surrender in this cause.

A lot of land situate on the west side of Drolet street, in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and sixty of the official subdivision of the lot number nine hundred and three (903-160), upon the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, containing twenty feet in front by seventy two feet in depth, english measure and more or less—with all the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, (1915), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 22nd December, 1914. [First published, 26th December, 1914.]

Sheriff. 6678

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EMMANUEL OUELLETTE, Plaintiff; against DAVID WOLOFSKY, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, on Notre Dame street West, known under the number one hundred and sixty eight (168) of the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, in the said city of Montreal, save and except that part thereof expropriated, for the widening of Notre Dame street, the said lot of land now measuring thirty feet in width by ninety feet in depth, more or less, english measure—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 22nd December, 1914. [First published, 26th December, 1914.]

Sheriff. 6680

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DANIEL CREVIER, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH AIME BISSONNETTE, Defendant.

An emplacement fronting on Cartier street, in the city of Montreal, containing twenty four feet in width by eighty four feet in depth—with a brick and stone house, three storey high, and other dependencies erected thereon, bearing the Nos. 909, 911, 913, 915, 917 of said Cartier street; the said emplacement being known and designated under the number twelve hundred and twenty five of the official subdivision of the

(108-1225) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 22 décembre 1914.
[Première publication, 26 décembre 1914.]

Shérif.
6681

lot number one hundred and eight (108-1225) of the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 22nd December, 1914.
[First published, 26th December, 1914.]

Sheriff.
6682

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.

Montréal, à savoir: } OUIS C. RIVARD,
No 3575. } Demandeur; contre
VOYAGEURS DE COMMERCE, LIMITEE,
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires en la cité de Montréal, Défendeurs.

Un terrain situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, coin des rues Sherbrooke et Cadieux, comprenant la presque totalité du numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt-quatorze (No 894-22), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et une petite partie du numéro vingt et un de la même subdivision (No 894-21).

Ce terrain présentement vendu étant celui indiqué par une ligne rouge au plan qui a été annexé à la minute de l'acte de vente consenti par Madame A. Duperrault à Ferdinand Tremblay, devant Mre C. E. Leclerc, N. P., le sept juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, enregistré à Montréal est, le même jour, sous le No 48855;

Les seules parties du dit lot numéro vingt-deux qui ne sont pas comprises dans la présente vente étant la partie d'icelui couverte par une portion de mur de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée sur le dit numéro vingt et un ainsi que la partie réservée à la profondeur du dit numéro vingt-deux, pour un passage à l'usage de cette dernière, ayant huit pieds de largeur sur toute la largeur du dit lot numéro vingt-deux à cet endroit.

La partie présentement vendue du dit lot numéro vingt-deux contenant trente pieds quatre pouces de largeur sur la rue Sherbrooke, vingt-cinq pieds et six pouces de largeur sur l'alignement du front de la maison appartenant à madame A. Duperrault ou à ses représentants, sur le dit lot numéro vingt-et-un, dix-sept pieds huit pouces de largeur dans l'alignement de l'arrière partie de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée entre la rue Cadieux et le mur de sa maison, et de là, environ dix-huit pieds et six pouces entre les deux lots numéros vingt et un et vingt deux, et treize pieds et neuf pouces de largeur en arrière dans la ligne du passage de huit pieds ci-dessus mentionné, sur une profondeur de cent quarante et un pieds sur la rue Cadieux et de soixante et un pieds et six pouces dans la ligne voisine du dit lot numéro vingt et un, à partir de la rue Sherbrooke, jusqu'au front de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée sur le dit lot numéro vingt et un, de là quarante-deux pieds et quatre pouces jusqu'à l'arrière ligne de la dite maison, propriété de cette dernière ou de ses représentants, et de là trente-huit pieds et six pouces jusqu'au dit passage.

Cette partie du dit lot numéro vingt-deux présentement vendue se trouvant par conséquent borné comme suit:

En front par la rue Sherbrooke, en arrière par le dit passage de huit pieds, réservé comme

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OUIS C. RIVARD,
No. 3575. } Plaintiff; against
"VOYAGEURS DE COMMERCE, LIMITEE",
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the city of Montreal, Defendant.

A parcel of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal, corner of Sherbrooke and Cadieux streets, comprising almost the whole of lot number twenty two of the official subdivision of the lot number eight hundred and ninety four (894-22) upon the official plan and book of reference of said Saint Louis ward, and a small portion of lot number twenty-one on the same subdivision (No. 894-21).

The parcel of land presently sold being the one indicated by a red line upon the plan annexed to the minute of the deed of sale from Dame A. Duperrault to Ferdinand Tremblay, before C. E. Leclerc, Esq., N. P., dated the seventh July, one thousand eight hundred and ninety-nine, registered at Montreal east, the same day, under the No. 48855.

The only portions of said lot number twenty two not included in the present sale being the part thereof covered by a portion of the wall of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected upon the said number twenty one together with the portion reserved at the depth of said lot number twenty two, for a passage at the use of the latter, having eight feet in width by the whole width of said lot number twenty two at that place;

The portion of said lot number twenty two presently sold containing thirty feet four inches in with on Sherbrooke street, twenty five feet six inches in width upon the front alignment of the house belonging to Dame A. Duperrault or representatives, upon the said lot number twenty one, seventeen feet, eight inches in width in the rear part alignment of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected between Cadieux street and the wall of her house, and thence, about eighteen feet six inches between the two lots numbers twenty one and twenty two, and thirteen feet, nine inches in width at the rear of the line of the above mentioned passage, by a depth of one hundred and forty one feet on Cadieux street and sixty one feet six inches on the line adjoining the said lot number twenty one, from Sherbrooke street, to the front of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected upon the said lot number twenty one, thence forty two feet, four inches to the rear line of said house, the property of the latter or representatives, and thence thirty eight feet six inches to the said passage;

That part of said lot number twenty two presently sold being consequently bounded as follows:

In front by Sherbrooke street, in the rear by the said passage of eight feet, reserved as afore-

susdit, faisant partie du dit lot numéro vingt-deux, d'un côté par la rue Cadieux, et de l'autre côté, partie, c'est-à-dire, en avant et en arrière de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, par des parties du lot numéro vingt et un et partie au centre par partie du dit lot numéro vingt-deux couverte par une partie de mur de la dite maison de Madame A. Duperrault.

La partie présentement vendue du dit lot numéro vingt et un, étant de forme triangulaire et contenant deux pouces de largeur dans la ligne du dit lot numéro vingt-deux immédiatement en arrière de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, sur le dit lot numéro vingt et un, pour s'éteindre à une distance d'environ vingt-quatre pieds dans la ligne de division entre les dits lots Nos 21 et 22 dans la direction du dit passage de huit pieds de largeur, cette lisière se trouvant être borné comme suit: d'un côté par une partie du dit lot numéro vingt-deux, à une extrémité, et de l'autre côté par partie du dit lot numéro vingt-un.

Tout le terrain présentement vendu formant une superficie de trente-trois mille cent cinquante-deux pieds; les dimensions ci-dessus étant à la mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Avec droit pour l'acquéreur de se servir moyennement du mur ou pignon sud-ouest de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée sur le dit lot numéro vingt et un, sur toute son étendue—avec les maisons et bâtisses dessus érigées.

A distraire de l'immeuble sus vendu, le terrain cédé par le dit Ferdinand Tremblay, et spécifié dans un certain acte de vente consenti par ce dernier à Madame A. Duperrault, devant le dit M^{re} C. E. Leclerc, notaire, le sept d'août, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, enregistré au dit bureau de Montréal-est, le seize août mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, sous le No 49008; l'acquéreur s'obligeant à se conformer à cet acte.

Ainsi que le tout se trouve présentement—avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 23 décembre 1914. [Première publication, 19 décembre 1914, est nulle.] [Première publication, 26 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE-ANNE PARADIS, de Summerlea, dans le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Alphonse Latour, et dûment autorisée par son dit époux à l'effet des présentes, Demanderesse; contre VICTOR MONGEAU, de la cité de Montréal, Défendeur.

Sept lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Rivard, connus et désignés sous les numéros de subdivision officielle cent cinquante quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf et cent soixante, du lot originaire No cent soixante-deux (162-154, 155, 156, 157, 158, 159, 160) sur le plan et aux livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, de la contenance de vingt-deux

said, forming part of the said lot number twenty two, on one side by Cadieux street, and on the other side, partly, that is to say in front and at the rear of the house of Dame A. Duperrault or representatives, by portions of the lot number twenty one and partly at the center by part of said lot number twenty two covered by a part of the wall of the said house of Dame A. Duperrault.

The part of said lot number, twenty one presently sold, being of triangular outline and containing two inches in width on the line of said lot number twenty two immediately at the rear of the house of Dame A. Duperrault or representatives, upon the said lot number twenty one, to run out at a distance of about twenty four feet in the division line between the said lots Nos. 21 and 22, in the direction of the said passage of eight feet in width, the said strip being bounded as follows: on one side by a part of said lot number twenty two, at one end and on the other side by part of said lot number twenty one.

The whole of the parcel of land presently sold containing three thousand one hundred and fifty two feet in superficies; the above dimensions, being according to english measurements and more or less, without warranty as to exact measurements.

With the right in favor of the purchaser to utilize in common, the wall or south west gable end of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected upon the said lot number twenty one, the whole length thereof—with the house and buildings erected thereon;

To withdraw from the above immoveable sold, the land ceded by the said Ferdinand Tremblay and specified in a certain deed of sale from the latter to Dame A. Duperrault, before the said C. E. Leclerc, Esq., notary, on the seventh August, one thousand eight hundred and ninety nine, registered in the said office of Montreal east, on the sixteenth August, one thousand eight hundred and ninety nine, under the No. 49008; the purchaser accepting the conditions of such deed of sale.

The whole in its present condition—with the active and passive apparent and non apparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 23rd December, 1914. [First published, 19th December, 1914, is null.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } DAME MARIE-ANNE PARADIS, of Summerlea, in the district of Montreal, wife contractually separated as to property of Alphonse Latour, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof, Plaintiff; against VICTOR MONGEAU, of the city of Montreal, Defendant.

Seven lots of land lying and situate in the city of Montreal, fronting on Rivard street, known and designated under the subdivision numbers one hundred and fifty four, one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven, one hundred and fifty eight, one hundred and fifty nine and one hundred and sixty, of the lot original number one hundred and sixty two (162-154, 155, 156, 157, 158, 159, 160) upon the official plan and book of reference of the incor-

pieds de front par soixante et dix pieds de profondeur, pour chaque lot, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec droit de passage en commun dans la ruelle, située en arrière des dits lots de terre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER (1915), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 2 décembre 1914. 6159-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Montréal, à savoir: } HONORE ROBERT,
No 236. } agent financier, des
cité et district de Saint-Hyacinthe, Demandeur;
vs ERNEST LANGEVIN, de la paroisse de
Sainte-Cécile de Milton, district de Bedford,
Défendeur.

1. Un emplacement sis et situé dans la ville de Verdun, district de Montréal, composé:
1. du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante (No 540), de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille six cent soixante et neuf (No 4669) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la 2ème avenue; 2. d'une partie du lot numéro cinq cent quarante et un (No 541) de la dite subdivision, la dite partie, attenante au dit numéro cinq cent quarante (No 540), mesurant huit pieds de front sur toute la profondeur du dit lot No 541—avec bâtisses érigées sur le dit lot No 541 et la dite partie du lot No 541, formant une seule et même exploitation.

2. Un emplacement sis et situé en la ville de Verdun, district de Montréal, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante et un (No 541), de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille six cent soixante et neuf (No 4669), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant dix sept pieds de front, par soixante et treize pieds de profondeur; borné en front par la 2ème avenue, d'un côté, par le résidu du dit lot No 541, de l'autre côté, par le numéro cinq cent quarante-deux (No 542) de la dite subdivision, en arrière par une ruelle—avec bâtisses dessus construites.

3. (10) dix lots de terre sis et situés dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal, connus et désignés sous les Nos 151-152-153-154-188-189-190-191-209 et 210 de la subdivision du lot numéro officiel soixante et douze (No 72), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire; bornés en front, les dits lots Nos 151-152-153-154-188-189-190-191, par une avenue projetée connue sous le No 176 de la dite subdivision, et les numéros 209 et 210 bornés en front par un avenue projetée connu sous le No 240 de la dite subdivision—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 2 décembre 1914. 6151-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } CASSEDDY LAREAULT,
No 1856. } Demandeur; contre

porated village of Côte Saint Louis, each lot measuring twenty two feet in front by seventy feet in depth, english measurements—with all the buildings erected thereon, and a common right of way in the lane situate at the rear of the said lots of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY (1915), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 2nd December, 1914. 6160
[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Montreal, to wit: } HONORE ROBERT, fi-
No. 236. } nancial agent, of the
city and district of Saint Hyacinthe, Plaintiff; vs
ERNEST LANGEVIN, of the parish of Sainte
Cécile de Milton, district of Bedford, Defendant.

1. An emplacement lying and situate in the town of Verdun, district of Montreal, composed of: 1. the lot known and designated under number five hundred and forty (No. 540), of the official subdivision of the lot number four thousand six hundred and sixty nine (No. 4669) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by 2nd Avenue 2. a part of the lot number five hundred and forty one (No. 541) of the said subdivision, the said part lying contiguous to the said number five hundred and forty (No. 540) and measuring eight feet in front by the whole depth of said lot No. 541—with the buildings erected upon the said lot No. 540 and the said part of lot No. 541, forming one and the same plot.

2. An emplacement lying and situate in the town of Verdun, district of Montreal, being a part of the lot known and designated under the number five hundred and forty one (No. 541) of the official subdivision of the lot number four thousand six hundred and sixty nine (No. 4669), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring seventeen feet in front by seventy three feet in depth, bounded in front by 2nd Avenue, on one side by the residue of said lot No. 541, and on the other side by the lot number five hundred and forty two (No. 542) of the said subdivision, in the rear by a lane—with the buildings erected thereon.

3. Ten (10) lots of land lying and situate in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal, known and designated under the Nos. 151-152-153-154-188-189-190-191-209 and 210, of the subdivision of the lot official number seventy two (No. 72), upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire: bounded in front, the said lots Nos. 151-152-153-154-188-189-190-191, by a projected avenue known under the No. 176 of the said subdivision, and the numbers 209 and 210 bounded in front by a projected avenue bearing the No. 240 of the said subdivision—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 2nd December, 1914. 6152
[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } CASSEDDY LAREAULT,
No. 1856. } Plaintiff; against the

les terres et tenements de JOSEPH LEVEILLE, mis en cause, dans une cause No 1856, C. Lareault demandeur, et F. Antrobus, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement borné en front par la rue Huntley, maintenant la rue De Saint-Valier, en la cite de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze (8-494), de la subdivision du lot numéro huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les maisons et bâtiments dessus érigés et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passgae dans la ruelle en arrière en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 2 décembre 1914. [Première publication, 5 décembre 1914.]

lands and tenements of JOSEPH LEVEILLE, mis-en-cause, in a cause No. 1856, C. Lareault, Plaintiff vs. F. Antrobus, Defendant.

A lot of land or emplacement bounded in front by Huntley street, now called De Saint Valier street, in the city of Montreal, known and designated under the number four hundred and ninety four of the subdivision of the lot number eight (8-494), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measurements and more or less—with the houses and buildings erected thereon and the active and passive servitudes attached thereto, specially the right of way in the lane at the rear in common with others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next (1915), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 2nd December, 1914. [First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **S** STANISLAS PICARD, No 1900. } Demandeur; contre les terres et tènements de MAX UDITZKI, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Gabriel, ayant front sur la rue Saint-Charles, contenant quarante-cinq (45) pieds de front par cent (100) pieds de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme étant le numéro deux mille cinq cent cinquante-huit (2558), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 1er décembre 1914. [Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **S** STANISLAS PICARD, No. 1900. } Plaintiff; against the lands and tenements of MAX UDITZKI, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the city of Montreal, in Saint Gabriel ward, fronting on Saint Charles street, measuring forty five (45) feet in front by one hundred (100) feet in depth, the whole more or less, without warranty as to exact measurements, known and designated as being the number two thousand five hundred and fifty eight (2558), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with a house and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 1st December, 1914. [First published, 5th December, 1914.]

Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **A** LPHONSE E. PRO-District de Pontiac, } VOST ET AL-BERT ALLARD, No 1264. } marchands et négociants, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et faisant affaires ensemble sous les noms et raison sociale de Provost et Allard, Demandeurs; vs FELIX A. MALONEY, marchand et cultivateur, du village de Chapeau, district de Pontiac, Défendeur.

1. Le lot numéro cinq dans le sixième rang du village de Chapeau, dans le canton "Allumette Island", dans le comté de Pontiac; borné au nord par la rue Queen, au sud par la rue Saint-James, à l'est par le lot numéro quatre, et à l'ouest par le lot numéro six, tous deux dans le dit sixième rang, le dit lot de village maintenant connu d'après les plan et livre de renvoi officiels du

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **A** LPHONSE E. PRO-District of Pontiac, } VOST & ALBERT ALLARD, merchants & traders of the city of Ottawa, province of Ontario and doing business together under the names and firm social of Provost & Allard, Plaintiff's; vs FELIX A. MALONEY, merchant and farmer, of the village of Chapeau, district of Pontiac, Defendant.

1. The lot number five in the sixth range of the village of Chapeau in the township of Allumette Island, in the county of Pontiac; bounded on the north by Queen street on the south by Saint James street, on the east by the lot number four, and on the west, by lot number six, both in said sixth range, the said village lot now known according to the official plan and book of refer-

dit village comme étant les lots numéros soixante-deux et soixante-trois du dit village, contenant quatre-vingt-dix-huit mailles et demie de largeur, et une verge et sept perches en superficie, plus ou moins, — avec une maison et autres bâties dessus érigées;

2. Le lot numéro vingt-sept dans le premier rang du canton Waltham, dans le dit comté de Pontiac, contenant par mesurage cinquante-neuf acres, plus ou moins;

3. Toute cette certaine parcelle ou lot de terre situé, sis et étant dans le village de Chapeau, et étant composé d'une partie du lot numéro trente-sept, dans le deuxième rang du canton "Allumette Island", et contenant par mesurage neuf-dixièmes d'acre de terre, et étant séparé par une réserve pour une rue courant entre eux, les courses, directions et longueurs des limites, arpentées étant comme suit, c'est-à-dire:—

Commençant à un point à la limite nord du prolongement ouest de la rue Saint-James, dans le village Chapeau, distant de six chaînes et vingt-huit chaînons, mesurés dans la direction nord, quatre-vingt-neuf degrés, six minutes et trente-cinq secondes est astronomique, de la limite ouest du lot trente-sept dans le deuxième rang du dit canton "Allumette Island", tel qu'arpenté et delà se prolongeant nord cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes ouest astronomique, trois chaînes à un poteau, delà dans une direction est parallèle à la direction de la limite nord susdite du prolongement de la rue Saint-James, à une distance de deux chaînes mesurées dans la direction nord susdite, quatre-vingt-neuf degrés, six minutes et trente-cinq secondes est astronomique à un poteau, delà dans la direction sud cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes est astronomique à un poteau dans la dite limite nord de la rue Saint-James, et delà, suivant la direction de la rue Saint-James, au point de commencement, contenant six-dixièmes d'acre, aussi commençant à un point sur la limite nord susdite du prolongement de la rue Saint-James, distant de soixante mailles et trois-cinquièmes de l'angle sud-est du lot en dernier lieu décrit, mesurées dans la direction nord, quatre-vingt-neuf degrés, six minutes et trente-cinq secondes est astronomique à un poteau est planté, et delà, se prolongeant dans la direction nord, cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes ouest astronomique en suivant la limite est d'une réserve de quarante pieds pour une rue, une distance de trois chaînes à un poteau, delà, dans une direction est parallèle à la dite limite nord de la rue Saint-James à ce point, une chaîne mesurée dans la direction nord quatre-vingt-neuf degrés et six minutes et trente-cinq secondes est astronomique à un poteau, de là, sud cinquante-trois minutes et vingt-cinq secondes est astronomique à un poteau, et delà, suivant la limite nord susdite du prolongement ouest de la rue Saint-James, dans une direction ouest au point de commencement, contenant par mesurage trois-dixièmes d'acre. Lequel dit morceau de terre ci-dessus en dernier lieu décrit et maintenant connu, d'après les plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros 153 et 154) cent cinquante-trois et cent cent cinquante-quatre du village de Chapeau;

4. Tous ces certains lots de village situés, sis et étant dans le dit village de Chapeau, contenant par mesurage un cinquième d'acre chacun, plus ou moins, et étant composés des lots numéros deux, trois et quatre sur le côté nord du chemin Chapeau et Culbute, étant partie du lot cantonal numéro trente-huit dans le deuxième rang du canton "Allumette Island", et faisant partie du dit village de Chapeau, et maintenant connu

ence of said village as the lots numbers sixty two and sixty three of said village, containing ninety eight and a half links in breath and one rood and seven perches in superficies, more or less, with a house and other buildings thereon erected;

2. The lot number twenty seven in the first range of the township of Waltham, in said county of Pontiac, containing by admeasurement fifty nine acres, be the same more or less;

3. All that certain parcel or lot of land situate, lying and being in the village of Chapeau, and being composed of portion of lot number thirty seven, in the second range of the township of Allumette Island, and containing by admeasurement nine tenths of an acre of land, and being separated by an allowance for a street running between them, the courses bearings and lengths of the boundaries surveyed being as follows, that is to say:—

Beginning at a point at the northerly boundary of the westerly continuation of Saint James street, in the Chapeau village, distant six chains and twenty eight links, computed in the course north, eighty nine degrees, six minutes and thirty five seconds east astronomically, from the western boundary of lot thirty seven in the second range of said township of Allumette Island, as surveyed and extending thence north fifty three minutes and twenty five seconds west astronomically, three chains to a post, thence easterly parallel to the course of the aforesaid Northerly boundary of the continuation of Saint-James street, to a distance of two chains computed in the course aforesaid of north, eighty nine degrees six minutes and thirty five seconds east astronomically to a post, thence 3 chains on the course south 53 minutes and 3, and twenty five seconds east astronomically to a post in the said northerly boundary of Saint James street, to the place of beginning containing the course Saint James street, and thence, following the course Saint James street, to the place of beginning, containing six tenths of an acre, also beginning at a point on the aforesaid northerly boundary of the westerly continuation of Saint James street, distant sixty and three fifths links from the south east angle of the last described plot, compute on the course north, eighty nine degrees, six minutes and thirty five seconds east astronomically where is planted a post, and extending thence on the course north, fifty three minutes and twenty five seconds west astronomically along the easterly boundary of an allowance of forty feet for a street, a distance of three chains to a post, thence easterly parallel to the said northerly boundary of Saint James street, at this point, one chain computed on the course north eighty nine degrees and six minutes and thirty five seconds east astronomically to a post, thence south fifty three minutes and twenty five seconds east astronomically to a post, and thence following the aforesaid northerly boundary of the westerly continuation of Saint James street, westerly to the place of beginning, containing by admeasurement three tenths of an acre. Which said hereinabove lastly described piece of land is now known according to the official plan and book of reference as lots numbers (153 and 154) one hundred and fifty three and one hundred and fifty four of the village of Chapeau;

4. All those certain village lots situate, lying and being in said village of Chapeau, containing by admeasurement one fifth of an acre each, more or less, and being composed of lots numbers two, three, and four, on the north side of the Chapeau and Culbute road, being part of township lot number thirty eight, in the second range of the township of Allumette Island, and composing part of the said village of Chapeau and

d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Chapeau, comme étant le lot numéro cent cinquante-neuf.

5. Le lot numéro treize d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Chapeau.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, du comté de Pontiac, à Bryson, Qué., le SEPTIEME jour du mois de JANVIER 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 1er Décembre 1914. 6141-2
Première publication, 5 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST AND
District de Montréal, } LOAN COMPA-
No 3572. } NY OF CANA-
DA, Demanderesse; vs. ALCIDE GAGNE, Défendeur.

Ces deux lots de terre situés dans le comté de Témiscaming, connus et désignés, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous les numéros onze et douze du septième rang nord du canton Fabre (nos. 11 et 12) r. 7, M. F., chacun contenant cent acres en superficie,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard, dans le comté de Témiscaming, Qué., le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à TROIS heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914
5675-2
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST AND
District de Montréal, } LOAN COMPA-
No 2086. } NY OF CANA-
DA, Demanderesse; vs ZOEL DUMAIS, Défendeur.

Ces quatre lots de terres situés dans le canton Duhamel, dans le Comté de Témiscaming, le dit comté faisant anciennement partie du comté de Pontiac, les dits lots connus et désignés au plan officiel du dit canton sous les numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante du cinquième rang du dit canton (Nos 37, 38, 39 et 40, r. 5,—D.), chacun des dits lots contenant cent (100) acres en superficie, plus ou moins, les dits quatre lots étant maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton Duhamel, sous les numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante du cinquième rang du dit canton Duhamel (Nos 37, 38, 39 et 40, r. 5,—D.)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914. 5681-2
[Première publication, 21 novembre 1914.]

now known according to the official plan and book of reference of said village of Chapeau, as lot number one hundred and fifty nine ;

5. The lot number thirteen according to the official plan and book of reference of said village of Chapeau.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, at Bryson, Que., on the SEVENTH day of the month of JANUARY 1915, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 1st December, 1914. 6142
[First published, 5th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST AND
District of Montreal, } LOAN COMPA-
No. 3572. } NY OF CANA-
DA, Plaintiff; vs ALCIDE GAGNE, Defendant.

Those two lots of land situate in the county of Témiscaming, known and designated on the official plan and book of reference, of the said township, under the numbers eleven and twelve of the seventh range, north of the township of Fabre (Nos. 11 and 12) r. 7, M. F. each containing one hundred acres superficies — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Edouard, in the county of Témiscaming, Que., on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at THREE o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., this sixth day of November, 1914.
5676.
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST AND
District of Montreal, } LOAN COMPA-
No. 2086. } NY OF CANA-
DA, Plaintiff; vs ZOEL DUMAIS, Defendant.

Those four lots of land situate in the township of Duhamel, in the county of Témiscaming, said county formerly forming part of the heretofore county of Pontiac, said lots known and designated on the official plan of said township under the numbers thirty seven, thirty eight, thirty nine and forty, of the fifth range of the said township (Nos. 37, 38, 39 and 40, r. 5,—D.), each said lots having one hundred (100) acres superficies more or less, said four lots being now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Duhamel under the numbers thirty seven, thirty eight, thirty nine and forty, of the fifth range of the said township of Duhamel, (Nos 37, 38, 39 and 40, r. 5-D)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, of Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, in the county of Témiscaming, Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., this sixth day of November, 1914.
[First published, 21st November, 1914.]
5682

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST AND**
 District de Montréal. } **LOAN COMPA-**
 No 4186. } **NY OF CANADA**
 Demanderesse; vs EMMANUEL GIROUX,
 Défendeur.

La partie nord du lot de terre anciennement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, sous le numéro cinquante-trois du cinquième rang du dit canton Duhamel (No 53 R. 5-D), la dite partie contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Duhamel, sous le numéro cinquante-trois B. cinquième rang Duhamel (53 B. R. 5—D.)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
 Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914. 5683-2

[Première publication, 21 novembre 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST AND**
 District de Montréal. } **LOAN COM-**
 No 2445. } **PANY OF CA-**
 NADA, Demanderesse; vs JOSEPH CAMPANINO, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le canton Laverlochère, dans le comté de Témiscaming, faisant anciennement partie du comté de Pontiac, connue et désigné au plan officiel du dit canton comme étant le numéro soixante-trois (No 63), dans le sixième rang du dit canton (No 63—R. 6 L), mesurant cent quatre-vingt-six acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, dans le village de Ville-Marie, Que., dans le dit comté, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
 Bryson, Qué., 6 novembre 1914. 5685-2

[Première publication, 21 novembre 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST AND**
 District de Montréal, } **LOAN COMPA-**
 No. 3461. } **NY OF CANA-**
 DA, Demanderesse; vs. MAXIMIN PITRE,
 Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Duhamel, sous le numéro soixante-trois dans le cinquième rang du dit canton (No. 63, r. 5-D), le dit lot contenant cent soixante-sept 167 acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno de Gigués, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIEME

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND**
 District of Montreal. } **LOAN COMPA-**
 No. 4186. } **NY OF CANA-**
 DA, Plaintiff; vs EMMANUEL GIROUX,
 Defendant.

The northern part of land formerly known and designated on the official plan and book of reference, of the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, under the number fifty three of the fifth range of the said township of Duhamel (No. 53 R. 5—D.) the said part comprising fifty acres superficies more or less and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said township of Duhamel, under the number fifty three B. fifth range of Duhamel (53 B. R. 5—D.)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, of Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscaming, Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1915, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Shérif.
 B yson, Qué., this sixth day of November, 1914 5684

[First published, 21st November, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND**
 District of Montreal. } **LOAN COMPA-**
 No. 2445. } **NY OF CANA-**
 DA, Plaintiff; vs JOSEPH CAMPANINO, Defen-

That certain lot of land situate in the township of Laverlochère in the county of Temiscaming, formerly part of the county of Pontiac, known and designated on the official plan of said township as number sixty three (No. 63), in the sixth range of the said township (No. 63—R. 6 L.) measuring one hundred and eighty six acres in superficies more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registers' office for the registration division of the county of Temiscaming in the village of Ville-Marie Que., in the said county, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock, in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Shérif.
 Bryson, Que., 6th November, 1914. 5686

[First published, 21st November, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND**
 District of Montreal, } **LOAN COMPA-**
 No. 3461. } **NY OF CANA-**
 DA, Plaintiff; vs MAXIMIN PITRE, Defen-

That certain lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Duhamel, under the number sixty three in the fifth range of the said township (No. 63, r. 5-D), said lot containing one hundred and sixty seven (167) acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Bruno de Gigués, in the county of Temiscaming, Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY

jour de JANVIER prochain 1915, à QUATRE heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, ce sixième jour de novembre 1914. 5679-2
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Province de Québec, } RUST AND LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF
No 3830. } CANADA, Dem-
manderesse vs NOE BROUILLARD, Défendeur
et KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE, Procureurs.

1. Le lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, contenant en superficie cent acres, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme étant le lot numéro cinquante du cinquième rang (No 50 R. 5-D.), du dit canton—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

2. Une ferme contenant environ deux cent quarante acres, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées; la dite ferme située dans le village de Ville-Marie, dans le dit comté de Témiscaming, et composée des lots et parties de lots suivants:

(a) Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-huit cent trois, douze cent quatre-vingt-six, douze cent quatre-vingt-sept, douze cent quatre-vingt-huit, douze cent quatre-vingt-neuf, douze cent quatre-vingt-dix, douze cent quatre-vingt-onze, douze cent quatre-vingt-douze, douze cent quatre-vingt-treize, douze cent quatre-vingt-quatorze, douze cent quatre-vingt-quinze, douze cent quatre-vingt-seize, douze cent quatre-vingt-dix-sept, douze cent quatre-vingt-dix-huit, douze cent quatre-vingt-dix-neuf, treize cents, treize cent un, treize cent deux, treize cent trois, treize cent quatre, treize cent cinq, treize cent six, treize cent sept, et la partie sud du lot douze cent quatre-vingt-cinq, contenant environ quatre acres et trois quarts (4 3/4) en superficie: bornée à l'ouest par les lots Nos 1298 à No 1307 les deux inclusivement, au sud par le lot numéro douze cent quatre-vingt-six, à l'est par une partie du lot No 1804, au nord par cette partie du lot No 1285 vendue, tel que mentionné ci-après à Charles Eustache Brodeur, la ligne divisant la dite partie sud du dit lot No 1285 d'avec le reste du lot courant de la partie nord-est du lot 1307 et tirée parallèle à la ligne séparative entre les lots numéros 1284 et 1285 et jusqu'à la ligne séparative entre les lots Nos 1804 et 1285 et aussi le lot numéro dix-huit cent quatre, moins et à distraire du dit lot dix-huit cent quatre, cette partie du lot vendue par le dit Noé Brouillard à Charles Eustache Brodeur, par acte de vente passé devant A. E. Guay, notaire, le quatrième jour de septembre mil neuf cent neuf, et enregistré sous le numéro 3596 de l'ancienne seconde division du comté de Pontiac, la dite partie ainsi vendue au coin nord-ouest du dit lot No 1804, contenant la dite partie de lot quatre acres et un quart (4 1/4) en superficie, étant de figure irrégulière et contenant quatre cent cinq pieds de profondeur sur la ligne entre les lots Nos 1804 et 1805, bornée au nord par le lot No 1805, à l'ouest par le lot numéro 1285, au sud-ouest par un cours d'eau séparant la dite partie de terrain du reste du dit lot No 1804 et à l'est par une ligne se prolongeant depuis la ligne séparative entre les lots Nos 1804 et 1805 jusqu'à un point quatre

next, 1915, at FOUR o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, this sixth day of November, 1914. 5680
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } RUST AND LOAN
District of Montreal. } COMPANY OF
No. 3830. } CANADA, Plain-
tiff; vs NOE BROUILLARD, Defendant and
KAVANAGH LAJOIE & LACOSTE, attorneys.

1. The lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, containing one hundred acres in area more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said township as lot number fifty of the fifth range (No. 50 R. 5-D), of said township with any and all the buildings thereon erected.

2. A farm containing about two hundred and forty acres, more or less—with the buildings thereon erected; said farm situate in the village of Ville-Marie, in the said county of Temiscaming, and composed of the following lots and parts of lots:

a. The lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers eighteen hundred and three, twelve hundred and eighty six, twelve hundred and eighty seven, twelve hundred and eighty eight, twelve hundred and eighty nine, twelve hundred and ninety, twelve hundred and ninety one, twelve hundred and ninety two, twelve hundred and ninety three, twelve hundred and ninety four, twelve hundred and ninety five, twelve hundred and ninety six, twelve hundred and ninety seven, twelve hundred and ninety eight, twelve hundred and ninety nine, thirteen hundred, thirteen hundred and one, thirteen hundred and two, thirteen hundred and three, thirteen hundred and four, thirteen hundred and five, thirteen hundred and six, thirteen hundred and seven, and the southern part of lot number twelve hundred and eighty five, containing about four and three quarters (4 3/4) acres in area: bounded to the west by lots Nos. 1298, to No. 1307, both inclusive, to the south by lot number twelve hundred and eighty six, to the east by part of the lot No. 1804, to the north by that of the lot No 1285, sold as hereinafter mentioned to Charles Eustache Brodeur, the line dividing the said southern part of the said lot No. 1285 from the remainder thereof running from the north east portion of lot No. 1307 and drawn parallel with the dividing line between lots numbers 1284 and 1285 and up to the dividing line between lots Nos. 1804 and 1285 and also lot number eighteen hundred and four, less and to be withdrawn from said lot eighteen hundred and four that portion thereof sold by the said Noé Brouillard to Charles Eustache Brodeur, by deed of sale executed before A. E. Guay, notary on the fourth day of september, nineteen hundred and nine, and registered under No. 3596 in the then second division of the county of Pontiac, said portion, so sold at the north west corner of said lot No. 1804, containing said portion of land four and one quarter acres (4 1/4) in area, being of an irregular shape and containing four hundred and five feet in depth on the line between lots No. 1804 and 1805, bounded to the north by lot No. 1805, to the west by lot No. 1285, to the south west by a

cent cinq pieds distant du lot numéro 1285, et courant directement, dans le prolongement de la dite rue Saint-Gabriel, jusqu'au cours d'eau ci-dessus mentionné (Nos 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, ptie 1285 et ptie 1804).

b. Les lots de terre situés dans le dit village de Ville-Marie, connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros treize cent dix-huit, treize cent dix-neuf, treize cent vingt, treize cent vingt-un, treize cent vingt-deux, treize cent vingt-trois, treize cent vingt-quatre, treize cent vingt-cinq, treize cent vingt-six, treize cent vingt-sept, treize cent vingt-huit, treize cent vingt-neuf, treize cent trente, treize cent trente-un, treize cent trente-deux, treize cent trente-trois, treize cent trente-quatre, treize cent trente-cinq, treize cent trente-six, treize cent trente-sept, treize cent trente-huit, treize cent trente-neuf, treize cent quarante, treize cent quarante-un, treize cent quarante-deux, treize cent quarante-trois, treize cent quarante-quatre, treize cent quarante-cinq, treize cent quarante-six, treize cent quarante-sept, treize cent quarante-huit, treize cent quarante-neuf, treize cent cinquante, treize cent cinquante-un, et ces deux lisières de terrain, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie susdit, la première comme étant la rue Brouillard, et la seconde comme étant la rue Vaudreuil, toutes deux se prolongeant depuis la rue Notre-Dame jusqu'au chemin public Fabre (Nos 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350 et 1351 et rue Brouillard et rue Vaudreuil.

c. Les trois lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-sept cent quatre-vingt-cinq, dix-sept cent quatre-vingt-six, dix-sept cent quatre-vingt-sept (1785, 1786, 1787) moins et à distraire de ces dits lots les parties des lots dix-sept cent quatre-vingt-cinq et dix-sept cent quatre-vingt-sept (pties de 1785 et 1787) vendues par le dit Noé Brouillard à Cyrille Brouillard, par acte de vente passé au dit village de Ville-Marie, le vingtième jour d'août dernier (1914), devant D. Pellerin, notaire, et enregistré dans la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, à Ville-Marie, le vingt-neuvième jour d'août mil neuf cent quatorze sous le No 5473—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus comme suit, savoir:

Les biens immobiliers en premier lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscaming, Qué., le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi, et les biens immobiliers en deuxième lieu désigné au bureau d'enregistrement, pour la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, dans le village de Ville-Marie, Qué., dans le dit comté, le TREIZIÈME jour de JANVIER

stream dividing said portion of land from the remainder of said lot No. 1804 and to the east by a line extending from the dividing line between lots Nos. 1804 and 1805, at a point four hundred and five feet distant from lot No. 1285, and running directly, on the continuation of said Saint Gabriel street, to the stream hereabove mentioned (Nos. 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, pt. 1285 and pt. 1804).

b. The lots of land situate in the said village of Ville-Marie, known and designated on the said official plan and book of reference as lots numbers thirteen hundred and eighteen, thirteen hundred and nineteen, thirteen hundred and twenty, thirteen hundred and twenty one, thirteen hundred and twenty two, thirteen hundred and twenty three, thirteen hundred and twenty four, thirteen hundred and twenty five, thirteen hundred and twenty six, thirteen hundred and twenty seven, thirteen hundred and twenty eight, thirteen hundred and twenty nine, thirteen hundred and thirty, thirteen hundred and thirty one, thirteen hundred and thirty two, thirteen hundred and thirty three, thirteen hundred and thirty four, thirteen hundred and thirty five, thirteen hundred and thirty six, thirteen hundred and thirty seven, thirteen hundred and thirty eight, thirteen hundred and thirty nine, thirteen hundred and forty, thirteen hundred and forty one, thirteen hundred and forty two, thirteen hundred and forty three, thirteen hundred and forty four, thirteen hundred and forty five, thirteen hundred and forty six, thirteen hundred and forty seven, thirteen hundred and forty eight, thirteen hundred and forty nine, thirteen hundred and fifty, thirteen hundred and fifty one, and those two strips of land, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville-Marie, aforesaid the first as Rue Brouillard, and the second as Rue Vaudreuil, both extending from Rue Notre Dame, to Chemin Public Fabre, Nos. 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350 and 1351, and Rue Brouillard and Rue Vaudreuil.

c. The three lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers seventeen hundred and eighty-five, seventeen hundred and eighty six, and seventeen hundred and eighty seven, (1785, 1786 and 1787), less and to be withdrawn therefrom the portions of lots seventeen hundred and eighty five seventeen hundred and eighty seven, (Pt. of 1785 and 1787) sold by the said Noé Brouillard to Cyrille Brouillard, by deed of sale executed, at the said village of Ville-Marie, on the twentieth day of August last (1914), before D. Pellerin, notary, and registered in the registry division of the county of Témiscaming, at Ville-Marie, on the twenty ninth day of August, nineteen hundred and fourteen, under the No. 5473—with the buildings thereon erected

To be sold as follows, to wit:

The immoveable property firstly designated, at the parish church door of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Témiscaming Que., on the FOURTEENTH day of JANUARY next 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the immoveable property secondly designated at the Registers office, for the registration division of the county of Témiscaming, in the village of Ville-Marie, Que., in the said county on the THIRTEENTH

prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

BUREAU DU SHÉRIF, Shérif.
Bryson, Qué., 6 novembre 1914. 5677-2
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME MARGARET
District de Pontiac, } C. J. R. MALLOCK,
No 1435. épouse séparée de
biens de Charles K. Graham, du canton Hull,
dans le comté d'Ottawa, avocat, et le dit Graham
pour autoriser son épouse, Demanderesse; vs
WILLIAM RICHARD GAVAN, ci-devant du
village de Quyon, dans le comté de Pontiac et
dans la province de Québec, subséquemment de
la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et
actuellement résidant dans les cité et district de
Montréal, mineur, Défendeur.

1. Le lot numéro cent cinquante-neuf sur la rue Clarendon et les lots numéros cent trente-quatre et cent trente-cinq, sur la rue Saint-George, tous dans le village de Quyon, dans le comté de Pontiac, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village—avec les bâtisses et améliorations dessus et les circonstances et appartenances;

2. Parties des lots numéros dix et onze du dit village de Quyon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit village contenant cent trente-deux pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur; bornées au sud par la rive sud de la rivière Ottawa, en arrière par une partie des mêmes lots appartenant à Patrick Mulligan ou ses représentants, sur le côté est par la ligne divisant le lot numéro neuf du dit lot numéro dix. et sur le côté ouest par la rue Saint-Jean,—avec les bâtisses et améliorations dessus, et les circonstances et appartenances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Bryson, Qué., le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BUREAU DU SHÉRIF, Shérif.
Bryson, Qué., 1er décembre, 1914. 6143-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
District de Beauce.

Québec, à savoir: } A UGUSTE PACAUD,
No 1985. } avocat, du village de
Saint-Joseph, district de Beauce; contre CLEOPHAS LACHANCE, de Limoilou et LINIERE VACHON, de Saint-Joseph.

Saisi comme appartenant à Cléophas Lachance, l'un des dits défendeurs, à savoir:

Le lot No 162 (cent soixante et deux), subdivision du lot No 511 (cinq cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch-Nord, étant un emplacement situé troisième Avenue, à Limoilou—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

day of JANUARY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

SHERIFF'S OFFICE, Sheriff.
Bryson, Que. 6th November, 1914. 5678
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME MARGARET
District of Pontiac, } C. J. R. MALLOCK,
No. 1435. wife separate as to
property of Charles K. Graham, of the township
of Hull, in the county of Ottawa, advocate, and
the said Graham to authorize his wife, Plaintiff's;
vs William Richard Gavan, formerly of the
village of Quyon, in the county of Pontiac and
in the province of Quebec, subsequently of the
city of Ottawa, in the province of Ontario and
now residing in the city and district of Montreal,
miner, Defendant.

1. Lot number one hundred and fifty nine on Clarendon street, and lots numbers one hundred and thirty four and one hundred and thirty five on Saint George street, and in the village of Quyon in the county of Pontiac according to the official plan and book of reference of said village together—with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging;

2. Parts of lots numbers ten and eleven of the said village of Quyon according to the official plan and book of reference of said village containing one hundred and thirty two feet in width by one hundred and twenty feet in depth; bounded to the south by the bank of the Ottawa river, in rear by part of the same lots belonging to Patrick Mulligan or representatives, on the east side by the line dividing lot number nine from said lot number ten, and on the west side by Saint John street, together — with the buildings and improvements thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, at Bryson, Que., on the SEVENTH day of the month of JANUARY, 1915, at TEN o'clock of the forenoon.

SHERIFF'S OFFICE, Sheriff.
Bryson, Que., 1st December, 1914. 6144
[First published, 5th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS
District of Beauce.

Quebec, to wit: } A UGUSTE PACAUD,
No. 1985. } advocate, of the village
of Saint Joseph, district of Beauce; against
CLEOPHAS LACHANCE, of Limoilou and
LINIERE VACHON, of Saint Joseph.

Seized as belonging to Cléophas Lachance, one of the said Defendants, to wit:

Lot No. 162 (one hundred and sixty two), subdivision of lot No. 511 (five hundred and eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being an emplacement situate on Third Avenue, at Limoilou—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le QUARORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Bureau du shérif, Québec, 10 décembre 1914. 6375-2
[Première publication, 12 décembre 1914.]
[Deuxième publication, 26 décembre 1914.]

FIERI FACIAS
Circuit de Québec.

Québec, à savoir: } SAMUEL BEDARD, boucher, de la paroisse de Charlesbourg; contre JOSEPH LEGARE, de la cité de Québec, maintenant de Charlesbourg, à savoir:

Le lot No 706 (sept cent six), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un emplacement situé sur le chemin public "Auvergne", Côte du Roi — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures ET DEMI du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Bureau du shérif, Québec, 10 décembre 1914. 6377-2
[Première publication, 12 décembre 1914.]
[Deuxième publication, 26 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du comté d'Yamaska, district de Ri helieu.

Sorel, à savoir: } GEORGE OMER SHOONER, Demandeur; contre LOUIS RAYMOND, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Joachim de Courval, en la concession, Saint-Michel, de la contenance de un arpent et demi de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, étant le lot numéro cinq cent soixante dix huit (518), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances;

2. Une terre située en la dite paroisse de Saint-Joachim de Courval, en la même concession contenant quatre arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur plus ou moins, étant les numéros six cent cinq et six cent six (Nos 605 et 606) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Courval, MARDI, le CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE, Sheriff.
Bureau du shérif, Sorel, 24 novembre 1914. 6077-2
[Première publication, 5 décembre 1914.]

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, 10th December, 1914. 6376
[First published, 12th December, 1914.]
[Second published, 26th December, 1914.]

FIERI FACIAS
Circuit of Quebec.

Quebec, to wit: } SAMUEL BEDARD, butcher, of the parish of Charlesbourg; against JOSEPH LEGARE, of the city of Quebec, presently of Charlesbourg, to wit:

Lot No. 706 (seven hundred and six), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being an emplacement situate on the public road "Auvergne", Côte du Roi—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, 10th December, 1914. 6378
[First published, 12th December, 1914.]
[Second published, 26th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of Circuit in and for the county of Yamaska, in the district of Richelieu.

Sorel, to wit: } GEORGE OMER SHOONER, Plaintiff; against LOUIS RAYMOND, Defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint Joachim de Courval, in the Saint Michel, concession containing one arpent and a half in front by twenty arpents in depth, more or less, being lot number five hundred and seventy eight (578), of the official cadastre of the parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependencies;

2. A farm situate in the said parish of Saint Joachim de Courval, in the same concession, containing four arpents and a half in front by twenty arpents in depth, more or less, being the lot numbers six hundred and five and six hundred and six (605 and 606), of the official cadastre of the said parish of Saint Zéphirin de Courval—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Courval, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE, Sheriff.
Sheriff's office, Sorel, 24th November, 1914. 6078
[First published, 5th December, 1914.]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure.

Province de Québec, } Dans l'affaire de F. D.
District de Roberval. } LATOUR, de la
No 614. } ville de Roberval,
Failli; et ARMAND BOILY, Créancier Requérant-Cession, à savoir:

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent sept, trois cent huit, trois cent neuf, trois cent dix, trois cent onze, trois cent douze et trois cent treize, (304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312 et 313) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, —avec l'hôtel appelé Hotel Commercial, et toutes bâtisses quelconques se trouvant érigées sur les susdits immeubles, appartenances et dépendances, sauf à distraire une lisière de terrain de quinze pieds de largeur, du côté sud-est du lot numéro trois cent quatre (304) en suivant le cours du ruisseau Brassard, laquelle lisière de terrain sera mesurée de l'écorce ou berge du dit ruisseau.

2. Un terrain mesurant trois cent vingt pieds plus ou moins de largeur sur cent pieds de profondeur, comprenant la partie nord-est des lots connus et désignés sous les numéros deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent quatre-vingt-dix-neuf et trois cent, (293, 294, 295, 296, 297, 298, 299 et 300) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de Roberval, lequel terrain est borné comme suit: par le front vers le nord-est par la rue Buade, par la profondeur au sudouest au reste des mêmes lots en dernier lieu mentionnés, possédés par Ephrem Brassard, tenant du côté nord-ouest au lot numéro deux cent quatre-vingt-douze (292), et du côté sud-est au lot numéro trois cent un (301) possédé par Michel Brassard, sans réserve, si ce n'est de la partie nord-ouest du lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (293) sus-mentionné, mesurant vingt pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, et avoisinant le lot numéro deux cent quatre-vingt-douze possédé par David Néron—avec appartenances et dépendances sans réserve. Les immeubles ci-dessus et en premier lieu désigné seront vendus en bloc formant qu'un seul et même immeuble.

3. Un terrain situé en la ville de Roberval, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro trois cent quatre (Ptie 304) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de Roberval, comprenant une lisière de terrain de quinze pieds de largeur du côté sud-est du dit lot, en suivant le cours du ruisseau Brassard, mesuré de l'écorce ou berge du dit ruisseau; borné au sud-ouest à la rue Buade, au nord-est au Lac Saint-Jean, tenant au nord-ouest à la partie restante du numéro trois cent quatre, et au sud-est au dit ruisseau Brassard—avec appartenances et dépendances, sans réserve; avec en outre tous les droits dans le lit du dit ruisseau,

Sheriff's Sales— Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.

Province of Quebec, } In the matter of F. D.
District of Roberval. } LATOUR, of the
No. 614. } town of Roberval, Insolvent; and ARMAND BOILY, Petitioner for Assignment, to wit:

1. The lots of land known and designated under the numbers three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and seven, three hundred and eight, three hundred and nine, three hundred and ten, three hundred and eleven, three hundred and twelve and three hundred and thirteen (304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312 and 313), of the official cadastral plan and book of reference of the village of Roberval—with the Hotel called "Hotel Commercial" and all buildings whatsoever now erected upon the aforesaid immovables, appurtenances and dependencies, save and except therefrom a strip of land of fifteen feet in width, on the south east side of lot number three hundred and four (304) following the bed of Brassard Brook, said strip of land to be measured from the edge or bank of said brook.

2. A lot of land measuring three hundred and twenty feet in width more or less, by one hundred feet in depth, comprising the north east part of the lots known and designated under the numbers two hundred and ninety three, two hundred and ninety four, two hundred and ninety five, two hundred and ninety six, two hundred and ninety seven, two hundred and ninety eight, two hundred and ninety nine and three hundred (293, 294, 295, 296, 297, 298, 299 and 300) of the official cadastral plan and book of reference of the village of Roberval, the said lot of land being bounded as follows: in front, towards the north east, by Buade street, in depth, on the south west by the residue of said lots lastly mentioned, owned by Ephrem Brassard, on the north west side, by the lot number two hundred and ninety two (292), and on the south east side by the lot number three hundred and one (301), owned by Michel Brassard, without reserve, save and except the north west part of the lot number two hundred and ninety three (293) above mentioned, measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, lying contiguous to the lot number two hundred and ninety two, held by David Néron—with appurtenances and dependencies, without reserve. The above immovables firstly and secondly described to the sold as the one and same lot.

3. A lot of land situate in the town of Roberval, forming part of the lot known and designated under the number three hundred and four (Pt. 304) upon the official cadastral plan and book of reference of the said village of Roberval, comprising a strip of land of fifteen feet in width on the south east side of said lot, following the bed of Brassard Brook, measured from the edge or bank of said brook; bounded on the south west by Buade street, on the north east by Lake Saint John, on the north west by the residue of the number three hundred and four and on the south east by the said Brassard Brook—with appurtenances and dependencies, without reserve;

entre les berges de chacune de ses rives, sur la profondeur du dit terrain.

4. Un terrain de forme irrégulière, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro trente-huit (Ptie 38) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval, comprenant la partie nord-ouest du dit lot avoisinant le ruisseau Brassard; borné par le bout ouest ou vers l'ouest, au pont du dit ruisseau Brassard, où ce terrain mesure environ douze pieds de largeur depuis le milieu du dit ruisseau Brassard, de là continuant sur une même largeur, allant vers l'est, jusqu'à une distance, d'environ quarante pieds, d'où il continue en élargissant jusqu'à une distance de quarante-deux pas ou environ cent vingt-six pieds, à compter du dit pont, à la rencontre d'un piquet planté dans la ligne sud-est, de commun accord, ou le dit terrain mesure vingt-quatre pas ou environ soixante-douze-pieds—avec en outre la grève en front du dit terrain; et lequel terrain est borné par le front au Lac Saint-Jean, par la profondeur au dit pont Brassard, tenant au nord-ouest au dit ruisseau Brassard, et au sud-est à une ligne tirée de commun accord, à partir du dit pont Brassard, courant vers l'est jusqu'au lac Saint-Jean, de manière à rencontrer le piquet sus-mentionné.

Les immeubles en troisième et quatrième lieu mentionnés, seront vendus séparément.

Le tout sera vendu à la porte de l'église de la paroisse de Roberval (Lac Saint-Jean), MARDI le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 21 décembre 1914. 6675
[Première publication, 26 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE DU CANTON DE CLEVELAND, corps politique et incorporé, duement incorporé, ayant son bureau chef et principale place d'affaires, dans les limites du canton de Cleveland, dans le comté de Richmond, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre HOSANNA QUIENTY, de Corris, dans le canton de Cleveland, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur: Les lots numéros six A (No 6 A) six B (6 B) et cinq A (5 A) dans ce quatorzième rang (14e) du canton de Cleveland, et les lots numéro cinq A (No 5 A), cinq C (5 C) et six (6) dans le quinzième rang (15e) du dit canton,—avec les bâtisses et améliorations dessus. Le tout d'après les plans et renvoi officiel du cadastre pour le dit canton de Cleveland.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 22 décembre 1914. 6723
[Première publication, 26 décembre 1914.]

together with all the rights in the bed of said brook, between the banks on each side thereof for the depth of said land.

4. A piece of land of irregular outline, forming part of the lot known and designated under the number thirty eight (Pt. 38) upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Roberval, comprising the north west part of said lot adjoining said Brassard Brook; bounded on the west end or towards the west, by the bridge on said Brassard Brook, whereat the said piece measures about twelve feet in width from the middle of the bed of said Brassard Brook, thence continuing towards the east the same width, for a distance of about forty feet, where it widens and continue for a distance of forty two steps or about one hundred and twenty six feet, from the said bridge, to a stake driven on the south east line, by mutual consent, where the said piece of land measures twenty four steps or about seventy two feet, together —with the water lot in front of the said land; the said piece of land being bounded in front by Lake Saint John, in depth by the said bridge on Brassard Brook, on the north west by th said Brassard Brook, on the south east by a line drawn by mutual consent, from the said bridge on Brassard Brook, easterly to Lake Saint John, so as to meet the above mentioned stake.

The immoveables thirdly and fourthly described to be sold separately.

The above to be sold at the church door of the parish of Roberval (Lake Saint John), on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of JANUARY, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 21st December, 1914. 6676
[First published, 26th December, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE TOWNSHIP OF CLEVELAND, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business, within the limits of the township of Cleveland, in the county of Richmond, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against HOSANNA QUIENTY, of Corris, in the township of Cleveland, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to said Defendant: The lots numbers six A (No. 6 A), six B (6 B), and five A (5 A) in the fourteenth range (14th) of the township of Cleveland, and lots numbers five A (No. 5 A), five C (5 C) and six (6) in the fifteenth (15th) range of the said township, —together with the buildings and improvements thereon erected and made. The whole according to the official cadastral plan and book of reference for said township of Cleveland.

To be sold *en bloc* at the church door of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 22nd December, 1914. 6724
[First published, 26th December, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **PIERRE LOUIS**
No 301. } **LEFEBVRE,**
Demandeur; contre **ADOLPHE CHARRON,**
Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, étant une terre située sur le premier rang, formant p. 214 du cadastre de Saint-Denis, et une autre terre située au village de Saint-Denis, étant le résidu du dit lot No 214 du dit cadastre qui devait avoir lieu, à dix heures, A. M., le premier décembre dernier, à Saint-Denis, aura lieu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Denis, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1914. 6719
[Première publication, 26 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **RZELIE PA-**
No 152. } **LARDY,** De-
manderesse; contre **ARCADE FOUCAULT &**
CLARINDA LECOURS, son épouse, Defen-
deurs.

Un emplacement situé en la cité de Saint-Hyacinthe, sur la rue Saint-Simon, connu et désigné sous le lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (99) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1914. 6721
[Première publication, 26 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.
District de Terrebonne, } **DAVID RAY-**
Sainte-Scholastique. } **MOND,** ouvrier,
No 282. } Demandeur;
vs **HORMISDAS BRIEN DIT DESROCHERS,**
Défendeur.

Un emplacement situé au village de Sainte-Agathe des Monts, dans le quatrième rang, de Beresford, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi faits pour le village de Sainte-Agathe des Monts, comme formant partie du No cinquante (50), et et borné comme suit: En front par la rue Tour du Lac, en profondeur par la propriété de Dame

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska.
Saint Hyacinth, to wit: } **PIERRE LOUIS**
No. 301. } **LEFEBVRE,**
Plaintiff; against **ADOLPHE CHARRON,** De-
fendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, being a land situate on the first range, being a part of lot No. 214 of the official cadastre of Saint Denis, and another land situate in the village of Saint Denis, being the residue of said lot No. 214 of said cadastre, formerly announced to take place at ten o'clock A. M., on the first day of December last, at Saint Denis, will take place at the parochial church door of Saint Denis, on the ELEVENTH day of JANUARY next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 22nd December, 1914. 6720
[First published, 26th December, 1914.]

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Saint Hyacinth, to wit: } **ARZELIE PALAR-**
No. 152. } **DY,** Plaintiff;
against **ARCADE FOUCAULT & CLARINA**
LECOURS, his wife, Defendants;

An emplacement situate in the city of Saint Hyacinth, on Saint Simon street, known and designated under lot number ninety nine (99) on the official plan and book of reference of said city—with buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's office, at the court house in the city of Saint Hyacinth, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff's office Sheriff.
Saint Hyacinth, 22nd December, 1914. 6722
[First published, 26th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.
District of Terrebonne, } **DAVID RAY-**
Sainte Scholastique, } **MOND,** work-
No. 282. } man, Plaintiff;
vs. **HORMISDAS BRIEN DIT DESROCHERS,**
Defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte Agathe des Monts, in the fourth range of Beresford, county and district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said village of Sainte Agathe des Monts, as forming part of the lot No. fifty (50), and bounded as follows: In front by Tour du Lac street, in depth by the property of Dame

Courval, d'un côté par Alfred Leblond et d'un autre côté par Dame veuve Desjardins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Sainte-Agathe des Monts, dit district, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1915), à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholasti ue, 1er décembre 1914. 6079-2

[Première publication, 5 décembre 1914.]

Courval, on one side by Alfred Leblond and on the other side by Dame widow Desjardins—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the village of Sainte Agathe des Monts, said district, on the SEVENTH day of JANUARY next, (1915), at TWELVE o'clock, noon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 1st December, 1914. 6080

[First published, 5th December, 1914.]

ERRATA

A la page 2911 de la Gazette Officielle du 21 novembre 1914, dans la commission des juges de paix du district de Montréal, lisez J. Alfred Dauth, au lieu de Daught. 6671

A la page 3119 de la Gazette officielle du douze décembre 1914, dans la commission des juges de paix pour le district de Québec, lisez Benjamin Gosselin, fils d'Eugène. 6783

Avis du Gouvernement

MINISTERE DE LA COLONISATION DES MINES ET PECHERIES, QUEBEC.

ORDONNANCE

Pour la fermeture de deux milles de route située entre les lots 24 et 25 des rangs 5 et 6 du canton Normandin, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Normandin, dans le comté du lac Saint-Jean, par une résolution en date du 5ème jour du mois d'octobre 1914, demande la permission de fermer deux milles de route, située entre les lots 24 et 25 des rangs 5 et 6 du canton Normandin, copie de la dite résolution ayant été déposée dans les archives du Ministère de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, sous le No 9182 des lettres reçues pour l'année 1913;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que cette route a été remplacée par une autre;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés;

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Normandin, comté du lac Saint-Jean, en ma qualité de Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, j'autorise la fermeture de la route ci-haut mentionnée et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

HONORE MERCIER,
Ministre de la Colonisation, des
Mines et des Pêcheries, Qué.

Québec, 17 décembre, 1914. 6667

ERRATA

On page 2911 of the Official Gazette of the 21st November, 1914, in the appointment of the justices of the peace for the district of Montreal, read J. Alfred Dauth, instead of Daught. 6672

On page 3119 of the Official Gazette of the twelfth December, 1914, in the appointment of justices of the peace for the district of Quebec, read Benjamin Gosselin, son of Eugene. 6784

Government Notices

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES, QUEBEC.

ORDINANCE.

For the closing of two miles of road situate between lots 24 and 25 of ranges 5 and 6 of the Township of Normandin, in the County of Lake Saint John.

Whereas the municipal council of the parish of Normandin, in the County of Lake Saint John, by a resolution bearing date the 5th day of the month of October, 1914, prays for permission to close two miles of road, situate between the lots 24 and 25 of ranges 5 and 6 of the Township of Normandin, copy of the said resolution having been filed in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the No. 9182 of Letters Received for the year 1913.

Whereas the reason alleged in support of said prayer is that said road has been replaced by another;

Whereas it is expedient to grant such prayer, and that, by virtue of article 2055 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this road cannot be closed without an ordinance of the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, government monies having been expended thereon.

Therefore, to comply with the desire of the Municipal Council of the Parish of Normandin County of Lake Saint John, in my capacity of Minister of Colonization, Mines and Fisheries, I do authorize the closing of the above mentioned road and do order that the lands it occupies be returned to its former owners or successors.

HONORE MERCIER,
Minister of Colonization, Mines
and Fisheries.

Quebec, 17th December, 1914. 6668

2177-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Hamilton (Saint-Bonaventure), dans le comté de Bonaventure, tout le territoire suivant compris dans les limites ci-après décrites du cadastre officiel du canton Hamilton, savoir: borné vers le sud-ouest par la Baie-des-Chaleurs; vers le nord-est par la ligne limitative entre les rangs V et VI; vers le sud est par la ligne entre les lots Nos 310 et 311 dans le rang I, la limite sud-est de la partie ouest du lot No 714, paten-tée comme partie ouest du lot No 25, primitif dans es rangs 11, la ligne entre les lots Nos 859 et 860 du rang III, la ligne entre les lots Nos 977, 978 du rang IV, et la ligne entre les lots Nos 1051 et 1052 du rang V; vers le nord-ouest, par les paroisses de Saint-Charles de Caplan et de Saint-Alphonse-de-Liguori ou lignes entre les lots Nos 210 et 211 du rang I, entre les lots Nos 663 et 664 du rang II, entre les deux moitiés exactes du lot No 819 du rang III, entre les lots Nos 951 et 952 du rang VI, et entre les lots Nos 1035 et 1036 du rang V, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Siméon".

6781

Avis est par le présent donné que l'Ordre Indépendant des Forestiers, lequel a, jusqu'à présent, fait des affaires d'assurance de vie, maladie et incapacité sur le système de cotisations, a reçu, ce jour, un certificat d'enregistrement No 160, annulant les certificats d'enregistrement antérieurs et l'autorisation à entreprendre avec ses membres un ou des contrats d'assurance sur la vie, contre la maladie et l'incapacité spécifiés dans ses lois et constitution pour un ou des montants n'excédant pas, en plus des bénéfices de maladie et funéraires, la somme de cinq mille piastres sur une même vie.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec est, M. V. Morin, Montréal. Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de décembre 1914.

Pour le Trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor, Québec, P. Q. 6727

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "E. & A. Leduc Limitée", de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire et de continuer et d'améliorer le commerce et l'industrie actuellement en exploitation au coin des rues Green et Sainte-Emélie, dans le quartier Saint-Henri, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Avocat de la pétitionnaire.
Montréal, 22 décembre 1914. 6707

2177-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Hamilton (Saint Bonaventure), in the county of Bonaventure, the whole of the following territory comprised within the hereinafter described limits of the official cadastre of the township of Hamilton, to wit: bounded towards the south west by Bay des Chaleurs; towards the north east by the division line between the 5th and 6th ranges; towards the south east by the line between the lots Nos. 310 and 311 in the 1st range, the south east limit of the west part of the lot No. 714, patented as the west part of the lot original number 25, of the 2nd range, the line between the lots Nos. 859 and 860 of the 3rd range, the line between the lots Nos. 977, 978 of the 4th range, and the line between the lots Nos. 1051 and 1052 of the 5th range; towards the north west, by the parishes of Saint-Charles de Caplan and Saint Alphonse de Liguori or the lines, between the lots Nos. 210 and 211, of the 1st range, between the lots Nos. 663 and 664 of the 2nd range, between the two exact halves of the lot No. 819 of the 3rd range, between the lots Nos 951 and 952 of the 4th range, and between the lots Nos. 1035 and 1036 of the 5th range, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Saint Simeon.

6782

Notice is hereby given that the Independent Order of Foresters, which has heretofore carried on the business of life, disability and sickness insurance on the assessment plan, has this day received Certificate of Registry No. 160, cancelling its former certificate of registry and authorizing it to undertake with its members the contract or contracts of life, disability and sickness insurance specified in its constitution and laws for a sum or sums not exceeding in addition to the sick and funeral benefits, the sum of five thousand dollars upon any one life.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are Mr. V. Morin, Montreal, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, R. S. Q., 1909, this twenty third day of December, 1914.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q. 6728

Applications to the Legislature

Notice public is hereby given that the company "E. & A. Leduc Limited", will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve the trade and industry actually in operation at the corner of Green and Saint Emélie Streets, in Saint Henry ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of article 300 of an act 62 Victoria, chapter 58, and of by-law No. 129 of the city of Montreal and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for the petitioner.
Montreal, 22nd December, 1914. 6708

Avis public est par le présent donné, que Dame Margaret McCready, de la cité et ville de Montréal, veuve de feu Francis Langan, de son vivant de la même place, et d'autres demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'obtenir l'adaptation d'une loi autorisant les exécuteurs et syndics testamentaires de la succession du feu James McCready, de son vivant de la cité et district de Montréal, manufacturier de chaussures, d'aider à ses légataires universels et autres.

SURVEYER, OGDEN & MARRIOTTI,
Procureurs des requérants.
Montréal, 21 décembre 1914. 6717

AVIS PUBLIC

Victor E. Béique, étudiant en droit, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session afin d'obtenir le droit de pratiquer et d'exercer la profession d'avocat après avoir passé les examens requis.

MERCIER & BEIQUE,
6765 Avocats du requérant.

Dame Delphine Jasmin, des cité et district de Montreal, veuve de Stanislas Bleignier dit Jarry, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la ratification d'une vente faite par la dite Dame et autres ès-qualité à elle-même personnellement, le 10 novembre 1904, devant Hercule Gohier, notaire, des lots Nos 218 à 687 inclusivement de la subdivision du lot originaire No 2630 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; d'une autre vente en date du 8 novembre 1904, entre les mêmes parties, devant le même notaire, des lots 274 à 600, 600a et 601 à 637 inclusivement, de la subdivision No 490 du cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, et pour être autorisée comme grevée de la substitution de feu Stanislas Bleignier dit Jarry, son mari, à vendre les lots Nos 484 et 486 du cadastre de la paroisse du Sault au Récollet et les lots Nos 267 et 268 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, lesquels lots sont la propriété de la dite substitution, et pour autres fins.

DE DELPHINE JASMIN,
Montréal, 18 décembre 1914. 6637

Avis est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de cette province, lorsque le bill ou les bills concernant la cité de Montréal seront étudiés, pour amender la charte de la cité touchant l'imposition de taxes spéciales pour rencontrer le coût de l'ouverture ou l'élargissement des rues et de la rue Sainte-Catherine en particulier, le dit amendement devant comprendre et affecter la taxe spéciale datée le 21 août 1914, pour couvrir le coût de l'élargissement de la dite rue Sainte-Catherine, et pour affecter le paiement du coût de l'amélioration.

H. A. HUTCHINS,
6683 Procureur de la requérante.

Avis est par les présentes donné par Dame Georgette Roy, épouse contractuellement séparée de biens de M. Armand Lavergne, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Dame Auglère L. Molleur, qu'elle s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 68, statuts de Québec, aux fins suivantes: 1. Obtenir le pouvoir d'emprunter des sommes additionnelles, et déterminer

Public notice is hereby given that Dame Margaret McCready, of the city and district of Montreal, widow of the late Francis Langan, in his lifetime of the same place, and others will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a law authorizing the testamentary executors and trustees of the estate of the late James McCready, in his lifetime of the city and district of Montreal, boot and shoe manufacturer, to come to the assistance of its universal and other legatees.

SURVEYER, OGDEN & MARRIOTTI,
Solicitors for petitioners.
Montreal, 21 December, 1914. 6718

PUBLIC NOTICE

Victor E. Béique, student at law, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain the authorization to practice law after he has passed the required examinations.

MERCIER & BEIQUE,
6766 Attorneys for petitioner.

Dame Delphine Jasmin, of the city and district of Montreal, widow of Stanislas Bleignier dit Jarry, in his lifetime, farmer of the Parish of Saint Laurent, district of Montreal, hereby gives notice that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask the ratification of a sale made by the said lady et al ès-quality to herself personally, on the 10th of November 1904, before Hercule Gohier, Notary, of lots Nos. 218 to 687 inclusively of the subdivision of the original lot of No. 2630 of the cadaster of the Parish of Saint Laurent; of an other sale dated the 8th November 1904, between the same parties, before the said Notary, of lots 274 to 600, 600a to 637 inclusively, of the subdivision No. 490 of the official cadaster of the Parish of Sault au Récollet, and to be authorized, as institute in the substitution created by said Stanislas Bleignier dit Jarry, her husband, to sell lots Nos 484 and 486 of the cadaster of the Parish of Sault au Récollet and lots Nos 267 and 268 of the cadaster of the Parish of Saint Laurent, which said lots are the property of the said substitution, and for other purposes.

DE DELPHINE JASMIN,
Montreal, 18th December, 1914. 6638

Notice is hereby given, that an application will be made, at the next session of the legislature of this province, when the bill or bills respecting the city of Montreal are considered, to amend the charter of the said city, respecting the imposition of special assessments to meet the cost of opening or widening streets, and Sainte Catherine street in particular, the said amendment to include and apply to the special assessment dated the 21st August, 1914, to cover the cost of the widening of the Sainte Catherine street and to apply to the payment of the cost of such improvement.

H. A. HUTCHINS,
6684 Attorney for applicants.

Notice is by these presents given by Dame Georgette Roy, wife separate as to property of Mr. Armand Lavergne, in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Dame Auglère L. Molleur, that she will apply to the legislature at its next session, to obtain the passing of a law amending the law 40 Victoria, chapter 68, statutes of Quebec, for the following purposes: 1. To obtain the power to borrow additional sums, and determine the manner in

la façon dont cet emprunt sera fait, et les fins pour lesquelles le produit de l'emprunt sera employé. 2. Pour faire prolonger la franchise accordée par le dit acte à la compagnie de l'aqueduc de Saint-Jean, pour une période de de vingt-cinq ans, à compter de la sanction de la loi.

G. R. LAVERGNE,

Daté à Montréal, ce 21 décembre 1914. 6691

Avis public est, par les présentes donné, que, "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges", de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

Amender la loi 3 Georges V, chapitre 113, telle qu'amendée par la loi 4 Georges V, chapitre 144, de manière à définir davantage et à étendre les objets auxquels pourront être appliqués les deniers provenant de la cotisation autorisée par les dites lois;

Changer la date du dépôt de l'acte de répartition ainsi que de son exigibilité;

Déterminer les relations entre la fabrique et le bureau spécial; autoriser la dite fabrique à garantir les emprunts autorisés par les lois susdites et à contribuer à leur remboursement ainsi qu'au paiement des dépenses accessoires, à l'ameublement et à l'ornementation de l'église et de la sacristie;

Ratifier et valider certaines résolutions ainsi que l'emploi fait des deniers perçus jusqu'à ce jour sous l'autorité des dites lois et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,

Procureur du pétitionnaire.

Montréal, 22 décembre 1914. 6705

THE BANKERS' TRUST COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Bankers' Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi portant en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096 M.M., des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Procureurs de la dite compagnie.

Montréal, 23 décembre 1914. 6715

"THE MONTREAL HEBREW ORPHANS HOME".

AVIS

Messieurs David S. Friedman, gentilhomme, Solomon Kellert, marchand, Abraham Kellnor, marchand, Abraham M. Vineberg, marchand, Moses Rittenberg, marchand, et Henry Weinfeld, avocat, tous de la cité de Montréal, donnent avis par ces présentes qu'ils demanderont à la Législature Provinciale à sa prochaine session, la passation d'un acte les incorporant eux et les autres qui peuvent devenir à eux, sous le nom de "The Montreal Hebrew-Orphans Home" pour les fins suivantes: Fonder et soutenir dans la cité de Montréal un orphelinat ou des orphelinats pour les enfants, trouvés, les orphelins ou demi-orphelins, appartenant à la religion juive; donner des cours aux femmes pour être bonnes d'enfants; obvier à la mortalité infantine; instruire les parents et autres sur le soin à donner aux enfants et établir des dépôts de lait; prendre charge et garder les enfants confiés à leurs soins

which such loan shall be made, and the purposes for which the proceeds of the loan will be used. 2. To have the franchise, granted by the said act to the aqueduct company of Saint John, continued for a period of twenty-five years from the date of the sanction of the law.

G. R. LAVERGNE.

Dated in Montreal, this 21st day of December, 1914. 6692

Notice public is hereby given that "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges", of Montreal, shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

To amend the act 3 Georges V, chapter 113, as amended by the act 4 Georges V, chapter 144, in order to define more fully and to extend the objects to which it shall be lawful to apply the moneys collected in virtue of the assessment authorized by said acts;

To change the date of the deposit of the roll of assessment and of its exigibility;

To determine the relations between the parish priest and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Georges and the special board above mentioned; to authorize said "Œuvre et Fabrique" to guarantee the loans authorized by the acts above mentioned and to contribute to the reimbursement of said loans and to the payment of accessory expenses, as well as to the furnishing and embellishment of said church and sacristy;

To ratify and validate certain resolutions and also the use made of the moneys collected up to date, in virtue of said acts; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,

Attorney for the petitioner.

Montreal, 22nd December, 1914. 6706

THE BANKERS' TRUST COMPANY

Public notice is hereby given that the Bankers' Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act increasing so far as said company is concerned to five years period of two years provided for in article 7096 M. M., of the Revised Statutes of the Province of Quebec and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicants.

Montreal, 23rd December, 1914. 6716

"THE MONTREAL HEBREW ORPHANS HOME".

NOTICE

Messrs. David S. Friedman, gentleman, Solomon Kellert, merchant, Abraham Kellnor, merchant, Abraham M. Vineberg, merchant, Moses Rittenberg, merchant and Henry Weinfeld, advocate, all of the city of Montreal, hereby give notice that they will apply to the provincial Legislature at its next session for a bill to incorporate them and such others as may become associated with them under the name of "The Montreal Hebrew-Orphans Home", for the following purposes: To found and maintain in the city of Montreal an orphanage or orphanages for foundlings, orphans and half orphans, belonging to the Jewish religion; to train women as nurses for children; to prevent infant mortality; to instruct parents and others in care of children and to establish milk stations; to take charge of and guard children committed to their care by a public or private authority or by friends; to

par une autorité publique ou privée, ou par des amis; surveiller les intérêts de ces enfants et agir comme tuteur, gardien ou curateur à leurs biens; recevoir et posséder, hypothéquer et disposer de propriété immobilière et recevoir des propriétés immobilières et mobilières à un titre quelconque et d'en disposer suivant des conditions, la valeur annuelle de l'immeuble ne devant pas excéder cinquante mille piastres (\$50,000.00); faire des lois, des règlements pour l'administration et la formation de l'Association; établir des succursales et dépôts sanitaires partout dans la province; s'associer, gérer ou faire des arrangements avec de semblables institutions, soit incorporées ou non incorporées; recevoir, demander ou recouvrer des présents, legs, souscriptions ou dons faits ou à être faits pour des fins semblables.

WEINFELD & LEDIEU,

Procureurs des requérants.

120, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 22 décembre 1914.

6673

Avis est par le présent donné que les Commissaires d'école pour la municipalité du Coteau-Saint-Pierre, dans le district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi leur donnant le droit de faire chaque année un rôle d'évaluation de la propriété immobilière située dans la dite municipalité, nonobstant les dispositions des articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de Québec, 1909, et pour d'autres fins.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,

ALEXANDER & ELDER,

Procureurs des pétitionnaires.

Daté à Montréal, 21 décembre 1914.

6689

guard the interests of such children and to act as tutor, guardian or curator to them; to receive and hold, hypothecate and dispose of immoveable property and to receive the same as well as moveable property by any title whatsoever and to dispose of same subject to conditions, the annual value of immoveables not to exceed fifty thousand dollars (\$50,000.00); to make by-laws and regulations for the government and composition of the association; to establish branch stations and health depots throughout the province; to amalgamate with, manager, or make arrangements with any similar institutions, whether incorporated or not incorporated; to receive, demand and recover any gifts, legacies subscriptions or bequests made or to be made for similar purposes.

WEINFELD & LEDIEU,

Attorneys for Applicants.

120, Saint James street, Montreal.

Montreal, 22nd December, 1914.

6674

Notice is hereby given that the school Commissioners for the municipality of Coteau Saint Pierre, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an Act granting them the right to make a valuation roll each year of the immoveable property situate in the said municipality, notwithstanding the provisions of articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and for other purposes.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,

ALEXANDER & ELDER,

Attorneys for Petitioner.

Dated at Montreal, 21st December, 1914.

6690

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Canada,

Province de Québec,
District de Roberval.

Re Philippe Simard, Saint-Bruno, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 janvier 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu,

Québec, 23 décembre 1914.

6747

Cour Supérieure.

Province de Québec,

District de Montréal.

In re Eusèbe Lecavalier, constructeur de Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 18ème jour de décembre 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,

Curateur.

Edifice "Banque de Québec",

No 11, Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 23 décembre 1914.

6733

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,

Province of Quebec,
District of Chicoutimi.

Re Philippe Simard, Saint-Bruno, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 11th January, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav., Co., Building.

Quebec, 23rd December, 1914.

6748

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Montreal.

In re Eusèbe Lecavalier, builder, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 18th day of December, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,

Curator.

Quebec Bank Building,

No. 11, Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 23rd December, 1914.

6734

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne.
Re Adolphe Renaud, Saint-Jovite, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12 janvier 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 23 décembre 1914. 6741

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Arthabaska.
Re Albert Gosselin, Black Lake, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 janvier 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 23 décembre 1914. 6745

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Bennie Garber & Adolphe Stettner, faisant affaire ensemble dans Montréal, comme marchands, sous le nom et titre de "Garber & Stettner", Montréal, Faillis.
Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont, ce jour, fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens des susdits.

J. W. Michaud,
Dep.-Gardien-provisoire

Bureau de Michaud & Desrosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 23 décembre 1914. 6739

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Chicoutimi.
Re Théophile Tardif, Jonquières, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12 janvier 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 23 décembre 1914. 6743

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.
In re A. A. Lamothe, Saint-Ours, Qué., Insolvable.

Un second bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 9 janvier 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820, Edifice "Power". 6773

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne.
Re Adolphe Renaud, Saint-Jovite, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th January, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.
J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Buildings.
Quebec, 23rd December, 1914. 6742

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Arthabaska.
Re Albert Gosselin, Black Lake, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 11th January, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav., Co., Building.
Quebec, 23rd December, 1914. 6746

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Bennie Garber & Adolphe Stettner, doing business together in Montreal, as merchants, under the firm name and style of "Garber & Stettner", Montreal, Insolvents.
Notice is hereby given that the above named insolvents have, this day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Dep.-Provisional-Guardian.

Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants & Liquidators,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 23rd December, 1914. 6740

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Chicoutimi.
Re Théophile Tardif, Jonquières, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th January, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.
J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Buildings.
Quebec, 23rd December, 1914. 6744

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.
In re A. A. Lamothe, Saint Ours, Qué., Insolvent.

A second dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 9th January, 1915, after which date the dividend will be payable at my office, 83, Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" building. 6774

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 392.

Dans l'affaire de G. Soumakis & Cie, Trois-Rivières, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 11 janvier 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

ALPHONSE CARON,
Curateur.

Bureau: 222, rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 23 décembre 1914. 6753

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Terrebonne.

In re Exilius Lanthier, voiturier de Saint-Augustin, Insolvable.

Avis vous est donné que le 19ème jour de décembre 1914, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 23 décembre 1914. 6731

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 129a-468.

Dans l'affaire de Dame Olympe Prieur, faisant affaire à Montréal, sous le nom de F. Quevillon & Cie, Enregistrés, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 21ème jour de décembre 1914, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens de la dite Dame Olympe Prieur, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre les mains des soussignés dans les trente jours de cet avis.

GEO. GONTHIER,
H. E. MIDGLEY,
Curateurs conjoints.

Bureau de Gonthier & Midgley,
Comptables et auditeurs,
103, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 23 décembre 1914. 6769

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Beauce,
In re Jean Giguère, Sainte-Aurélié, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 18 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 décembre 1914. 6749

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 392.

In the matter of G. Soumakis & Co., Three Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until January the 11th, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

ALPHONSE CARON,
Curator.

Office: 222, Notre Dame street,
Three Rivers, 23rd December, 1914. 6754

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Terrebonne.

In re Exilius Lanthier, carriage master, of Saint-Augustin, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of December, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes,
Montreal, 23rd December, 1914. 6732

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 129a-468.

In the matter of Dame Olympe Prieur, carrying on business at Montreal, under the name of F. Quevillon & Co., Registered, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 21st day of December, 1914, by order of the court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said Dame Olympe Prieur, who has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed with the undersigned within 30 days from this notice.

GEO. GONTHIER,
H. E. MIDGLEY,
Joint Curators.

Office of Gonthier & Midgley,
Accountants & Auditors,
103, Saint Francois Xavier, street, Montreal.
Montreal, 23rd December, 1914. 6770

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauce,
In re Jean Giguère, Sainte Aurélié, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th December, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 23rd December, 1914. 6750

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières,
In re J. O. I. Dufresne, Nicolet, Qué.,

Insolvent.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 9 janvier 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,

Curateur.

Bureaux: 820, Edifice "Power".

6771

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re S. Taylor, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du susdit.

J. W. MICHAUD,

Dép.-gardien-provisoire.

Bureau de Michaud & Desrosiers,

Comptables et liquidateurs,

55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 23 décembre 1914. 6737

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re James Hossack de la cité et district de Montréal, marchand,

Failli.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la Cour supérieure en date du 14 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de la date de ce présent avis.

W. B. LOGIE,

Curateur.

622, rue Saint-Paul.

Montréal, 18 décembre 1914.

6729

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

Re H. Price, Saint-Jean-d'Iberville, Qué.,

Failli.

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement en date du 18 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire entre mes mains sous trente jours de cette date.

G.-E. MARTIN,

Curateur.

Bâtisse McGill,

211, rue McGill, Montréal.

Montréal, 23 décembre 1914.

6735

In re Eugène & Emile Nael, Boulangers, Papineauville, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que le dit insolvable a fait à la cour cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Veillez envoyer votre réclamation assermenté au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,

Gardien provisoire.

Hull, 21 décembre 1914.

6763

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
In re J. O. I. Dufresne, Nicolet, Qué.,

Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter and will be open to objection until 9th January, 1914, after which date the dividend will be payable at my office, 83, Craig street, west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 82, "Power" building.

6772

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re S. Taylor, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,

Dep.-Provisional-Guardian.

Office of Michaud & Desrosiers,

Accountants & Liquidators,

55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 23rd December, 1914. 6738

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re James Hossack, of the city and district of Montreal, merchant,

Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court of date the 14th December, 1914, I was appointed curator on the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from date of the present notice.

W. B. LOGIE,

Curator.

622, Saint Paul street.

Montreal, 18th December, 1914.

6730

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville.

Re H. Price, Saint John's Iberville, Qué.,

Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment bearing date the 18th December, 1914, I was appointed curator to the property of the aforesaid insolvent.

All parties having claims against the said insolvent, are requested to file same with me within thirty days from this notice.

G.-E. MARTIN,

Curator.

McGill building,

211, McGill street, Montreal.

Montreal, 23rd December, 1914.

6736

In re Eugène & Emile Nael, Bakers, Papineauville, P. Q.,

Notice is hereby given that the said insolvent has made in the court a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian.

Kindly send by return mail your sworn claim in this matter.

J. E. COUTURE,

Prov.-Guardian.

Hull, 21st December, 1914.

6764

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re J. E. Mayrand,

Insolvable;

et
F.-X. Bilodeau, Curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause: les collocations seront payables à mon bureau à partir du onzième jour de janvier 1915.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F.-X. BILODEAU,
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 décembre 1914. 6775

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 155-a-490.

Charles T. Hooper, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ALLAN S. BAIN,
Montréal, 15 décembre, 1914. 6785

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 128a-467.

Dans l'affaire de Ferdinand Quevillon, marchand, des cité et district de Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 21ème jour de décembre 1914, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit Ferdinand Quevillon, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre les mains des soussignés dans les trente jours de cet avis.

GEO. GONTHIER,
H. E. MIDGLEY,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Gonthier & Midgley,
Comptables et Auditeurs,
103, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 23 décembre 1914. 6767

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 156-a-491.

Delpha Leduc, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

GIROUARD & VALENTINE,
Montréal, 16 décembre 1914. 6787

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Chicoutimi.

Paschal Angers, Jonquières, comté Chicoutimi, marchand, a, le 19 décembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 décembre 1914. 6751

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re J. E. Mayrand,

Insolvent;

and
F.-X. Bilodeau, Curator.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collocations will be payable at my office, from the eleventh day of January, 1915.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F.-X. BILODEAU,
Curator.

15, Saint James street.
Montreal, 23rd December, 1914. 6776

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 155-a-490

Charles T. Hooper, has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

ALLAN S. BAIN,
Montreal, 15th December, 1914. 6786

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 128a-467.

In the matter of Ferdinand Quevillon, trader of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 21st day of December, 1914, by order of the court, the undersigned were appointed joint curators to the property of said Ferdinand Quevillon, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with the undersigned within 30 days from this notice.

GEO. GONTHIER,
H. E. MIDGLEY,
Joint Curators.

Office of Gonthier & Midgley,
Accountants & Auditors,
103, Saint François Xavier street, Montréal.
Montreal, 23rd December, 1914. 6768

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 156-a-491

Delpha Leduc, has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

GIROUARD & VALENTINE,
Montreal, 16th December, 1914. 6788

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Chicoutimi,

Paschal Angers, Jonquières, Chicoutimi county, merchant, has, on the 19th of December, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the protonotary's office of the Superior Court for the district of Chicoutimi, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 23rd December, 1914. 6752

District de Montréal.

Re McCormack Frères, marchands de fruits, Montréal, Faillis.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 23 décembre 1914, j'ai été nommé le curateur aux biens de la dite faillie.

Les réclamations sous serment devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

CHARLES A. SHANNON,
Curator.

232, rue Saint-Jacques,
Montréal, 23 décembre 1914.

6777

District of Montreal.

Re McCormack Bros, wholesale fruit merchants, Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 23rd December, 1914, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

CHARLES A. SHANNON,
Curator.

232, Saint James street.
Montreal, 23rd December, 1914.

6778

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY OF LAW

EXAMENS DE JANVIER 1915.—EXAMINATIONS OF JANUARY 1915.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Nom Name	Prénoms. Surnames	Age Age	Résidence. Residence	Collège. College.
Pouliot.....	Jean-Léon.....	22	Arthabaska.....	Sainte-Anne de la Pocatière

6711-12

L. RENAUD LAVERGNE,
Secrétaire-Secretary.

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE STUDY OF THE LAW.

Examens de Janvier 1915.—Examinations of January 1915

Liste supplémentaire.—Supplementary list.

Nom Name	Prénom Surname.	Age Age	Résidence. Residence.	Collège. College.
Bienvenue.....	Valmore.....	20	St-Charles de-Riche- lieu.....	Séminaire de Sherbrooke.

CHARLES SMITH,
Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.
Québec, 22 décembre 1914.—Quebec, 22nd December, 1914. 6709-10

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe,
No 165.
Odilon Parent, Demandeur,
vs
Prosper Chapat, Défendeur,
et
Henri Duhamel, Opposant.
Il est ordonné aux créanciers du défendeur de
produire leurs réclamations dans les quinze jours
de la première insertion du présent avis.
ROY & BOURGOIN,
Protonotaire.
Saint-Hyacinthe, 16 décembre, 1914. 6623

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE.

CEUX qui envoient des annonces pour être
insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront
bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE
PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX
D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS
QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'AN-
NONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure
agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR
MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après
midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas
publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi sui-
vant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'a-
bonnement, \$5. par année, est invariablement
payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera
arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exem-
plaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise
en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

5347

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 52.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Bissonnette vs Provost..... 3316
" Brosseau vs Lacroix..... 3315
" Brown vs Vasilonis..... 3316
" Cardin vs Lauzon..... 3320
" Cook vs Mearns..... 3316
" Gagnon vs Bousquet..... 3315

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe.
No. 165.
Odilon Parent, Plaintiff,
vs
Prosper Chapat, Defendant,
and
Henri Duhamel, Opposant,
Order is hereby given to the creditors of the
defendant to produce their claims under 15 days
of the first insertion of the present notice.
ROY & BOURGOIN,
Prothonotary.
Saint Hyacinthe, 16th December, 1914. 6624

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be in-
serted in the *Official Gazette*, will please
observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR
SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER
WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS
BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE
INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate mea-
sure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate
measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR
A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received
after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will
not be published in the *Official Gazette* of the
Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscrip-
tion of \$5 per annum, is invariably payable in
advance, and that the *Gazette* will be stopped at
the end of the period paid for.

When advertisers require more than one num-
ber of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Québec, 4th April, 1914

5348

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 52.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Gauthier vs Galarneau..... 3320
" Hélie vs Houle..... 3316
" Hershkovitz vs Lax..... 3316
" Kaplan vs Levine..... 3315
" Lapierre vs Racette..... 3315

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Charbonneau vs Charette..... 3320

ANNONCEURS, avis aux:—3359.

A EMBLÉE GÉNÉRALE:—Cour d'Echiquier du Canada, 3320.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—L'Ordre Indépendant des Forestiers, 3300; The Canada Accident Assurance Coy, 3300.

AVIS:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 3321.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—The Canada Assurance Company, 3321.

AVIS—Dépêche du Secrétaire des Colonies, Skye Cemetery Co., 3237; United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 3321; Woodside Cemetery Coy of Beebe Plain, 3237.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des—Chambre des Communes, 3288.

BILLS PRIVÉS, P. Q.—Avis au sujet des—Conseil Législatif, 3286; Assemblée législative, 3286.

CERTIFICAT:—Ordre Indépendant des Forestiers' 3350.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE—

Ahavas Sholen Synagogue.....	3302
Alma & Jonquières Railway Coy.....	3308
Archambault, George.....	3295
Beaudoin, Edmond et autres—and others..	3290
Bankers Trust Coy.....	3352
Beique, Victor E.....	3351
Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal.—Protestant board of school Commissioners of the city of Montreal.....	3299
Cité de—City of Hull.....	3314
Cité de—City of Québec.....	3310
Cité de—City of Sherbrooke.....	3313
Cité de—City of Saint Hyacinthe.....	3300
Communautés des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal.....	3306
Commissaires d'écoles pour la municipalité de Côteau Saint-Pierre—School Commissioners for the municipality of Côteau Saint Pierre.....	3353
Corporation de—Corporation of Cartier-ville.....	3296
Corporation du village de Saint-Michel de Laval.—Corporation of the village of Saint Michel de Laval.....	3291
Congregational Church & Society of the city of Sherbrooke.....	3293
Corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet—Corporation of the parish of Sault-au-Récollet.....	3293
Corporation du village Saint-Benoît-Joseph-Labre of Amqui.—Corporation of the village Saint Benoît-Joseph-Labre of Amqui.....	3290
Corporation de la ville Laval des Rapides Rapides—Corporation of the town Laval des Rapides.....	3297
Corporation de la cité des Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers	3304
Corporation de la ville du Sault-au-Récollet Corporation of the town of Sault au Récollet.....	3308

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Charbonneau vs Charette..... 3320

ADVERTISERS, notice to:—3359.

GENERAL MEETING:—Exchequer Court of Canada, 3320.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Independent Order of Foresters, 3300; The Canada Accident Assurance Coy, 3300.

NOTICE:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 3321.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—The Canada Accident Assurance Company, 3321.

NOTICE:—Despatch from the Colonial Secretary, 3200; Skye Cemetery Co., 3237; United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 3321; Woodside Cemetery Coy, of Beebe Plain, 3237.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the—House of Commons, 3288.

PRIVATE BILLS, P. Q.—Notices respecting the—Legislative Council, 3286; Legislative Assembly, 3286.

CERTIFICATE:—Independent Order of Foresters' 3350.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Association.....	3296
Laval-sur-le-Lac.....	3294
La Société des Artisans Canadiens-Français.....	3298
La Société des Réseaux Hydrauliques du Saguenay.....	3292
La ville—The town Lasalle.....	3309
La ville—The town Mont Royal.....	3291
Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges.—The Special Board of Trustees of the parish Saint Georges.....	3352
Leduc, E. A.....	3350
Leahy, Wilfrid.....	3297
Lessard, J. Richard.....	3295
Les Administrateurs de l'Université Laval, à Montréal.—The administrators of Laval University of Montreal.....	3305
L'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Pierre Claver.—Church wardens of the parish of Saint Pierre.....	3297
Malone Thomas D.....	3301
Montréal Amateur Athlétique Association... ..	3304
Mon calm Construction Coy.....	3291
McCready, Dme Margaret.....	3351
Municipalité scolaire de Saint-Zotique de Montréal—School Municipality of Saint Zotique.....	3289
Municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont.—Municipality of the parish of Saint Madeleine d'Outremont.....	3312
Municipalité du village de Tétreaultville de Montréal.—Municipality of the village of Tétreaultville of Montreal.....	3290
Municipalité de la paroisse Honfleur.—Municipality of the parish of Honfleur.....	3297
Municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme.—School Municipality of the parish of Saint Anselme.....	3299

Corporation de la ville d'Outremont.— Corporation of the town of Outremont.	3303	Municipalité du Parc Amherst.—Municipality of Park Amherst.	3299
Commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri.—School Commissioners of the municipality of Saint Henri.	3295	Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice.—Municipality of the parish of Saint Léonard de Port-Maurice.	3302
Commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-François-Solano.—School Commissioners of the municipality of Saint François Solano.	3301	Municipalité du village de L'Abord-à-Plouffe.—Municipality of the village of L'Abord-à-Plouffe.	3295
Corbeil David.	3302	Municipalité scolaire de Saint Marc de Montréal.—School Municipality of Saint Marc de Montreal.	3296
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame du Saint-Rosaire.—Curate and Church wardens of the parish of Notre Dame du Saint Rosaire.	3295	New Adath Jeshurun Congregation.	3298
Curé et Syndics de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Sainte-Zoé des Bergeronnes.—Curate and church wardens of the parish of Sainte Zoé des Bergeronnes.	3297	Notre-Dame-des-Neiges des Trois-Pistoles.	3307
Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Bernardin de Sienna.—Priest parish and church wardens of the parish of Saint Bernardin de Sienna.	3292	Ouverture ou élargissement de rues, Montréal—Opening or widening streets, Montreal.	3351
Dérome, Jean-Michel.	3291	Provincial Light, Heat & Power Coy.	3313
Dumont Georges.	3303	Quebec & Saint Maurice Industrial Coy.	3313
Hebrew Maternity Hospital.	3302	Richard, Jos. Auguste.	3304
Huntingdon & Hemmingford Railway Coy.	3299	Roy, (Dme) Georgette.	3351
Jasmin (Dme) Delphine.	3351	Salvation Army.	3306
La cité de Montréal.	3294	Scottish Trust Coy.	3290
La Communauté des Religieuses Trapistines Notre-Dame de Maubec.	3293	Sherbrooke Loan & Mortgage Coy.	3297
Le Comptoir Mobilier Franco Canadien.	3219	Société Mutuelle Ouvrière de Construction de Montréal.—Montreal Workmen's Mutual Building Society.	3303
L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.—Montreal Benefit		St-Pierre, Joseph.	3309

ERRATUM:—Page 2911, 21 novembre 1914, 3349; Page 3119, 12 décembre 1914, 3349.

EXAMEN:—Barreau:—Arthabaska, 3358; Bedford, 3317; Bedford, 3317; Montréal, 3318; Ottawa, 3317; Québec, 3317; Québec, 3358; Trois-Rivières, 3319.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Achim.	3323
Angers.	3357
Auto Clothing Store.	3322
Bergeron.	3323
Chenier.	3325
Dominion Marble Coy, Ltd.	3324
Dufresne.	3356
Garber & Stettner.	3354
Giguère.	3355
Gosselin.	3354
Hawn.	3326
Hooper.	3357
Hornier & Rosen.	3324
Hossack.	3356
Isaacs.	3324
Jalbert.	3323
Imperial Waist Coy.	3324
Lamothe.	3354
Labonté.	3323
Latour.	3322
Lauzon.	3321
Lax.	3326
Lanthier.	3355
Lecavalier.	3353

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Café Parisien Ltée.	3285
La Cie Forestière de Témisouata, Ltée.	3280
Le Comptoir Financier de Fraserville, Limitée.	3284

ERRATUM:—Page 2911, 21st November, 1914, 3349; Page 3119, 12th December, 1914, 3349.

EXAMINATION:—Bar:—Arthabaska, 3358; Bedford, 3317; Bedford, 3317; Montreal, 3318; Ottawa, 3317; Quebec, 3317; Quebec, 3358; Three Rivers, 3319.

FAILL—INSOLVENTS:—

Leduc.	3324
Leduc.	3324
Legendre.	3322
Madelsky.	3326
McCormack Frères.	3358
Lynch.	3326
Martin.	3322
Mayrand.	3357
Michel.	3325
Nael.	3356
Ouellet.	3326
Panneton & Coy.	3325
Price.	3356
Prieur, (Dme).	3355
Quevillon.	3357
Renaud.	3321
Renaud (Dlle).	3321
Saurette.	3323
Simard.	3353
Sob.	3325
Soumaski & Cie.	3355
Tardif.	3354
Taylor.	3356

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

National Gas Coy of Canada.	3281
Sorel Canning, Ltd.	3283
Verchères Canning.	3284

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Municipalité de Grantham, divers lots du canton Grantham, 3289; Municipalité de Sainte-Victoire, divers lots de Victoriaville, 3286; Saint-Henri de Bruno à divers lots du canton Brôme, 3289. Saint-Siméon, 3350.

ORDRE DE COUR:—Parent vs Chaput, 3359.

PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 3279.

ROUTE, FERMETURE DE:—Canton Normandin, comté du Lac Saint-Jean, 3349.

VENTE PAR LICITATION:—Lapointe vs Bouchard *et al*, 3327; Vigneault vs Vigneault, 3300.

VENTES PAR LES SHERIFS —

ARTHABASKA:—Goulet vs Lefebvre, 3328; La Banque de Montréal vs Cantin *et al* *esq.*, 3327.

BEAUCE:—Elie dit Breton *et al* vs Gagnon, 3329; Garant vs Gagnon, 3328.

BEAUHARNOIS:—Fyfe vs Bourgoin, 3331; Lacoste (Dme) vs Bourgoin, 3330.

IBERVILLE:—McLaughlin vs Oliver *et al*, 3331.

MONTCALM:—La Fonderie de Victoriaville vs Boisvert, 3332.

MONTMAGNY:—Dostie vs Lecompte, 3333; Rousseau vs Johnny Buthley, 3333.

MONTREAL:—Chartrand (Dme) vs Dme Kastner, 3334; Crevier vs Bissonnette, 3334; Lareault vs Léveillé, 3337; Ouellette vs Wolfsky, 3334; Paradis (Dme) vs Mongeau, 3336; Picard vs Uditzki, 3338; Rivard vs Voyageurs de Commerce, Ltée, 3335; Robert vs Langevin, 3337.

PONTIAC:—Mallock (Dme) *et vir* vs Gavan, 3344; Provost & Allard vs Maloney, 3338; The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 3342; The Trust & Loan Coy of Canada vs Campanions, 3341; The Trust & Loan Coy of Canada vs Dumais, 3340; The Trust & Loan Coy of Canada vs Gagné, 3340; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 3341; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 3341.

QUÉBEC:—Bédard vs Légaré, 3345; Pacaud vs Lachance, 3344.

RICHELIEU:—Shooner vs Raymond, 3345.

ROBERVAL:—Latour, Failli, 3346.

SAINT-FRANÇOIS:—Les Commissaires d'écoles du village de Cleveland vs Dme Quenty, 3347.

SAINT-HYACINTHE:—Lefebvre vs Charron, 3348; Palardy vs Foucault *et uxor*, 3348.

TERREBONNE:—Raymond vs Brien, 3348.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Municipality of Grantham, several lots of the township Grantham, 3289; Municipality of Sainte Victoire several lots of Victoriaville, 3286; Saint Henri de Bruno to several lots of the township of Brôme, 3289; Saint Siméon, 3350.

ORDER OF COURT:—Parent vs Chaput, 3359.

PROCLAMATIONS:—Parliament convoked for despatch of business, 3279.

ROAD, CLOSING OF:—Township Normandin, county of Lake Saint John, 3349.

SALE BY LICITATION:—Lapointe vs Bouchard *et al*, 3327; Vigneault vs Vigneault, 3300.

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—Goulet vs Lefebvre, 3328; La Banque de Montréal vs Cantin *et al* *esq.*, 3327.

BEAUCE:—Elie dit Breton *et al* vs Gagnon, 3329; Garant vs Gagnon, 3328.

BEAUHARNOIS:—Fyfe vs Bourgoin, 3331; Lacoste (Dme) vs Bourgoin, 3330.

IBERVILLE:—McLaughlin vs Oliver *et al*, 3331.

MONTCALM:—La Fonderie de Victoriaville vs Boisvert, 3332.

MONTMAGNY:—Dostie vs Lecompte, 3333; Rousseau vs Johnny Buthley, 3333.

MONTREAL:—Chartrand (Dme) vs Dme Kastner, 3334; Crevier vs Bissonnette, 3334; Lareault vs Léveillé, 3337; Ouellette vs Wolfsky, 3334; Paradis (Dme) vs Mongeau, 3336; Picard vs Uditzki, 3338; Rivard vs Voyageurs de Commerce, Ltée, 3335; Robert vs Langevin, 3337.

PONTIAC:—Mallock (Dme) *et vir* vs Gavan, 3344; Provost & Allard vs Maloney, 3338; The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 3342; The Trust & Loan Coy of Canada vs Campanno, 3341; The Trust & Loan Coy of Canada vs Dumais, 3340; The Trust & Loan Coy of Canada vs Gagné, 3340; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 3341; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 3341.

QUÉBEC:—Bédard vs Légaré, 3345; Pacaud vs Lachance, 3344.

RICHELIEU:—Shooner vs Raymond, 3345.

ROBERVAL:—Latour, Insolvent, 3346.

SAINT FRANCIS:—The School Commissioners of the township of Cleveland vs Dme Quenty, 3347.

SAINT HYACINTH:—Lefebvre vs Charron, 3348; Palardy vs Foucault *et uxor*, 3348.

TERREBONNE:—Raymond vs Brien, 3348.

QUÉBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUÉBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

28 DEC 1914